

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME

DE LA

LOI DU 21 MARS 1884

SUR LES

SYNDICATS PROFESSIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 10 Juin 1911, à 1 heure 1/2,

PAR

MAURICE GAUDUCHEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président: M. JAY.

*Suffragants: { M. PERREAU, professeur.
 { M. HITIER, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA RÉFORME

DE LA

LOI DU 21 MARS 1884

SUR LES

SYNDICATS PROFESSIONNELS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 10 Juin 1911, à 1 heure 1/2,

PAR

MAURICE GAUDUCHEAU

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. JAY.

Suffragants : { M. PERREAU, professeur.
M. HITIER, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911



A mon Père

*En témoignage de profonde gratitude
pour la bienveillante sollicitude dont il m'a entouré
au cours de mes études.*

INTRODUCTION

En choisissant comme sujet de cet ouvrage « La réforme de la loi de 1884 sur les syndicats professionnels », nous n'avons pas voulu entreprendre une étude complète et approfondie de toutes les questions qui peuvent se poser à l'occasion de cette loi; nous avons voulu dégager les principaux points sujets à discussion, donner les diverses opinions qui se sont fait jour à leur endroit, et montrer les projets de réforme soumis à l'approbation des Chambres.

Nous verrons comment cette loi, qui avait fait naître de grandes espérances lors de son vote par les Chambres, a peu à peu dévié de son but, comment les syndicats, du développement desquels on attendait une ère de prospérité et de paix, n'ont réalisé que bien partiellement le désir du législateur; comment la plupart de ces syndicats, abandonnant le but qui leur était assigné, but évidemment trop imprécis, se sont lancés dans une lutte violente contre le patronat, le capitalisme, et la société actuelle en général.

La capacité des syndicats, l'admission des fonctionnaires au bénéfice de la loi de 1884, l'admission ou le

maintien des anciens ouvriers au sein des syndicats, les pouvoirs à accorder aux unions de syndicats, les garanties à édicter à leur égard ; autant de questions qui devront nous arrêter, avant de nous consacrer à l'étude des projets de réforme soumis aux Chambres.

Nous devons, en terminant, nous demander s'il ne faut pas chercher la solution du problème dans une conciliation entre la loi du 21 mars 1884 et celle du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association.

CHAPITRE PREMIER

LES RÉSULTATS DE LA LOI DE 1884

Lors du vote de la loi, tout le monde était à peu près d'accord sur la nécessité d'accorder le droit d'association aux ouvriers. Les associations que la Révolution avait interdites, s'étaient peu à peu formées sous les différents régimes qui s'étaient succédés, et la loi nouvelle ne fut véritablement que la consécration d'un état de choses existant. Les auteurs de la loi, et ceux qui l'avaient votée, attendaient avec confiance les résultats de leur œuvre, et rien, semblait-il, ne pouvait donner tort à leur optimisme, puisque les nouvelles dispositions étaient aussi modérées que possible, tant au point de vue des patrons que des ouvriers.

Cependant, au cours des longues discussions qui s'étaient succédées, on avait émis des doutes sur l'avenir ; beaucoup craignaient de voir renaître, par là, les anciennes corporations avec tout leur cortège d'abus, ou se développer un ferment de désordre qui attaquerait la société dans ses bases et la conduirait à sa ruine.

Les optimistes avaient triomphé, grâce à l'appui de M. Waldeck-Rousseau.

« Lorsque vous permettrez, disait-il au Sénat, en 1884, à tous les travailleurs d'établir entre eux des rapports constants, périodiques, lorsque vous aurez mis en contact tous les intérêts de même nature de cette même famille, j'ai la conviction que vous n'aurez rien fait qui puisse ébranler l'ordre, mais que vous aurez beaucoup fait pour assurer la sécurité, la tranquillité du travailleur, et par conséquent la sécurité de tous. » Il demandait que l'on fasse confiance aux travailleurs et son appel fut entendu.

La loi ne fut pas accueillie, par le monde ouvrier, aussi bien qu'on l'avait espéré; les ouvriers, la traitant de « loi policière », y virent de multiples embûches, et notamment dans l'article 4, relatif au dépôt des statuts et des noms des administrateurs par les fondateurs du syndicat; les patrons, de leur côté, y virent un moyen d'émancipation pour leurs ouvriers, émancipation qui ne pouvait avoir pour résultat que la résistance d'abord cachée, puis ouverte, à l'autorité patronale. En voyant cet accueil, on aurait pu croire que l'œuvre allait rester inefficace; mais il n'en fut rien; on vit les syndicats se fonder de tous côtés et se multiplier rapidement.

Il suffit, pour nous rendre compte du développement des syndicats professionnels jusqu'à nos jours, de jeter les yeux sur le tableau ci-dessous, que nous avons emprunté à l'*Annuaire des syndicats professionnels* de 1909.

MOUVEMENT DES SYNDICATS PROFESSIONNELS

déclarés en exécution de la loi du 21 mars 1884.

ANNÉES	Syndicats Industriels et Commerciaux			Syndicats Agricoles	TOTAUX	DIFFÉRENCE en plus d'une année à l'autre.
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes			
1 ^{er} juil. 1884	101	68	1	5	(1) 175	»
— 1885	285	221	4	39	549	374
— 1886	359	280	8	93	740	191
— 1887	598	501	45	214	1.358	618
— 1888	859	725	78	461	2.123	765
— 1889	877	821	69	557	2.324	201
— 1890	1.004	1.006	97	648	2.755	431
— 1891	1.127	1.250	126	750	3.253	498
— 1892	1.212	1.589	147	863	3.811	558
— 1893	1.397	1.926	173	952	4.448	637
— 1894	1.518	2.178	177	1.092	4.965	517
— 1895	1.622	2.163	173	1.888	5.146	181
— 1896	1.731	2.243	170	1.275	5.419	273
1 ^{er} janv. 1898	1.894	2.324	184	1.499	5.901	482
— 1899	1.965	2.361	175	1.824	6.325	424
— 1900	2.157	2.685	170	2.069	7.081	756
— 1901	2.382	3.287	162	2.204	8.035	954
— 1902	2.609	3.679	155	2.375	8.818	783
— 1903	2.757	3.934	156	2.434	9.280	462
— 1904	2.947	4.227	153	2.592	9.919	639
— 1905	3.102	4.625	144	3.116	10.987	1.068
— 1906	3.921	4.857	140	3.553	11.841	854
— 1907	3.612	5.322	154	3.883	12.971	1.130
— 1908	3.965	5.524	170	4.423	14.082	1.111

(1) Ce chiffre représente le nombre des syndicats soit antérieurs soit postérieurs à la promulgation de la loi, qui avaient une constitution légale au 1^{er} juillet 1884.

Nous empruntons au *Bulletin de l'office du travail* du mois de novembre 1910, les chiffres suivants :

Au 1^{er} janvier 1909, il existait 14.474 syndicats, groupant 2.117.629 syndiqués ; au 1^{er} janvier 1910, on compte 13.842 syndicats avec 2.196.940 membres, soit une augmentation, pendant l'année 1909, de 368 syndicats et de 79.311 membres.

Sur ce nombre de 14.842 syndicats, 9.894 avaient fait le dépôt prescrit par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 et groupaient 1.383.992 adhérents. On peut répartir ces chiffres comme suit :

Syndicats patronaux..	4.450	Syndiqués.	368.547
Syndicats ouvriers...	5.260	Syndiqués.	977.350
Syndicats mixtes.....	184	Syndiqués.	38.005

Nous voyons que ce sont les syndicats ouvriers qui se sont développés le plus rapidement. De 101, en effet, qu'ils étaient au 1^{er} janvier 1884, les syndicats patronaux ne sont passés qu'à 3.965 en 1908, tandis que, dans le même laps de temps, les syndicats ouvriers sont passés de 68 à 5.524.

A quoi tient ce développement assez lent des syndicats patronaux ? Il faut, je crois, en chercher la cause dans la défiance que les patrons gardent les uns vis-à-vis des autres ; ce n'est que très tard et de nos jours, qu'ils se sont rendu compte du profit qu'ils pouvaient tirer d'un syndicat qui les mettrait en mesure de lutter efficacement contre la coalition ouvrière. Divisés par la concurrence, les patrons n'ont pas surmonté les petites rivalités qui

les séparent ; préoccupés surtout de leurs intérêts particuliers, ils ont laissé de côté les intérêts généraux de la profession. Il est temps qu'ils réagissent s'ils veulent ne pas être submergés par le flot syndicaliste ; ce n'est que dans l'association qu'ils trouveront un moyen de résistance capable de les protéger eux et les intérêts vitaux de l'industrie qu'ils représentent.

On avait fondé beaucoup d'espoir sur les syndicats mixtes, et le comte A. de Mun avait demandé, au cours des délibérations, que certains privilèges leur soient accordés, et même qu'on en fasse le type du syndicat. La majorité avait refusé de suivre M. de Mun dans cette voie, parce qu'elle s'était rendu compte qu'on aurait reconstitué ainsi des corporations à base religieuse, corporations dans lesquelles les ouvriers se seraient trouvés aussi subordonnés aux nouveaux maîtres qu'ils l'étaient dans les corporations de l'antiquité ; les Chambres ne voulurent pas faire un régime de faveur pour les syndicats mixtes. Le grand mal actuel réside dans la distance qui sépare les deux éléments de la production, le capital et le travail, et que les révolutionnaires s'acharnent à agrandir pour arriver le plus vite possible à la grande émancipation prolétarienne. Le remède, pensait M. de Mun, consisterait à réunir le capital et le travail en une même association, à les coordonner en leur assignant les mêmes droits et les mêmes devoirs, à leur permettre de mieux s'étudier, et de se mieux connaître. Les ouvriers ont trop tendance à ne voir dans les patrons

que des exploiters, et les patrons se sont trop accoutumés à considérer les ouvriers syndiqués comme des agents de troubles, des ferments de révolte : nous verrons ultérieurement si cette opinion n'est pas un peu justifiée. Un seul remède était possible : c'était le syndicat mixte au dire de M. de Mun. Malheureusement, par suite des deux courants d'opinion dont je viens de parler, les résultats furent bien loin d'égaliser ceux que souhaitait leur défenseur. Si on ajoute que tous les syndicats mixtes font une trop large place aux sentiments religieux, on s'explique pourquoi ils ont eu si peu de succès.

Ce sont les syndicats agricoles qui ont tiré le plus grand profit de la loi tout en s'inspirant le mieux de son esprit. Ils ont vu le but à atteindre qui était l'amélioration des conditions de travail, le développement de la production, l'union plus étroite des hommes de la terre, les secours à fournir aux agriculteurs pour les faire profiter des progrès de la science agricole, et ils ont, à juste titre, laissé au second plan la politique. Un des premiers services que rendit le syndicat agricole, a été l'achat en commun d'engrais chimiques ; autrefois ce commerce était entre les mains de fournisseurs peu scrupuleux parfois. Le paysan, trop souvent peu instruit, ne pouvait se rendre compte de la qualité des fournitures qui lui étaient faites que lorsque sa récolte avortait et qu'il perdait ainsi une source de revenus, son gagne-pain. Le syndicat agricole a fait des dosages, ei

a réellement moralisé le commerce des engrais ; les prix ont diminué d'une façon très sensible de 20 à 30 %, prétend-on (1). Les syndicats agricoles ont fait l'éducation de leurs membres pour vaincre leur répugnance à employer des engrais chimiques. Les prix de ces engrais baissant, l'agriculteur fut amené à les employer ce qui améliora considérablement la terre. Le syndicat agricole a encore rendu de grands services en achetant des instruments agricoles, des semences, des machines, des matières destinées à l'alimentation des bestiaux, des sucres pour les vendanges, des sels dénaturés, charbons, produits insecticides, antiparasitaires, plants américains, etc... Certains mêmes ont été plus loin : ils ont organisé la vente des produits de leurs adhérents ; là aussi les agriculteurs sont souvent les victimes de marchands peu consciencieux qui déprécient leurs produits pour les avoir à meilleur compte ; de plus, ayant souvent besoin d'argent dans un bref délai, l'agriculteur se trouve obligé de vendre dans des conditions déplorables, puisqu'il ne peut attendre de meilleures dispositions du marché. L'intervention du syndicat ne peut être que bienfaisante, et il est à souhaiter que l'initiative des syndicats de Normandie et de Bretagne pour le cidre, les pommes, le beurre, le fromage, vienne à se généraliser ; nous verrons plus loin, quel est l'obstacle à renverser pour donner libre cours à l'expansion du syn-

(1) Merlin, *Associations ouvrières et patronales*.

dicat agricole. Ce dernier a aussi tourné son activité du côté des fournitures de l'armée, mais l'administration militaire ne le seconde pas beaucoup, car elle ne fractionne pas les commandes et, de ce fait, reste sous la coupe d'intermédiaires onéreux ou de sociétés d'accaparement. Le syndicat agricole a commencé à se préoccuper du crédit ; c'est un des buts qu'il doit poursuivre ; les membres du syndicat, en effet, ne peuvent s'adresser à de grandes banques, qui leur feraient des prêts à trop courte échéance, à des taux trop élevés, et qui ne peuvent connaître les ressources de l'emprunteur, comme le peut savoir le directeur du crédit agricole. Depuis 1893, on a vu se fonder un très grand nombre de petites sociétés de crédit agricole qui s'inspirent de la responsabilité absolue et solidaire de chaque membre ; c'est le système des banques allemandes Raiffeisen. Ce système de crédit agricole ne peut fonctionner que dans une circonscription très restreinte car le contrôle des membres les uns par les autres doit être extrêmement rigoureux et les opérations de crédit soumises à des règles très strictes. Les syndicats se proposent aussi la répression des fraudes et leur activité a lieu de s'exercer efficacement dans le commerce des vins. Certains favorisent l'échange de parcelles de terre, pourvoient à l'entretien de chemins ruraux pour parer à l'inactivité de l'autorité administrative ; procèdent même au bornage des propriétés. Les syndicats agricoles, en résumé, ont pris une extension considérable et ce sont vraiment des

syndicats professionnels. Si nous nous référons au *Bulletin de l'office du travail* de novembre 1910, nous trouvons qu'au 1^{er} janvier 1909 il existait 4.743 syndicats agricoles, avec 797.382 syndiqués ; au 1^{er} janvier 1910, on en compte 4.948 avec 813.038 membres. Cela fait donc, pour l'année 1909, une augmentation de 205 syndicats et de 15.206 syndiqués. Au 1^{er} janvier 1910, il existait 72 unions de syndicats, groupant 4.726 syndicats et 1.067.417 membres.

Après beaucoup de discussions et d'hésitations, les Chambres votèrent l'article 5, qui donnait aux syndicats le droit de s'unir entre eux, pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Les syndicats ont profité de la faculté qui leur était accordée et ont formé des unions puissantes.

Les unions existaient sous le second empire ; nous pouvons citer, en effet, *le groupe de la Sainte-Chapelle* (18 chambres), *le Comité Central* (30 chambres), *l'Union Nationale* de la rue de Lancry (80 chambres).

Parmi les unions patronales qui existent de nos jours, nous trouvons :

1° *L'Union des chambres syndicales de la ville de Paris et du département de la Seine* : industrie du bâtiment. L'industrie du bâtiment, qui inaugura les chambres syndicales, avait une fédération en 1848.

(1) Nous extrayons les renseignements qui suivent de « *Corporations et syndicats* » (Fagniez).

c'est le groupe de la Sainte-Chapelle, ci-dessus cité. L'union groupait, en 1900 : 34 chambres syndicales ; elles sont 38 en 1905.

2° *L'Union nationale des syndicats de Paris et du département de la Seine*, qui, au nombre de ses adhérents, compte l'*Alliance syndicale du commerce et de l'industrie* (en 1901, 82 syndicats, 10.000 adhérents), et la *Chambre syndicale du papier et des industries qui le transforment* (425 syndicats adhérents en 1900).

3° *Le comité central des chambres syndicales*, qui comprenait, en 1902 : 47 syndicats groupant 8.560 membres.

4° *L'Union des industries textiles*, fondée en 1901, comptait, au mois de décembre de la même année, 40 syndicats, et le 10 mars 1903, 54 syndicats avec 2.429 adhérents employant 600.000 ouvriers, sur les 900.000 qu'occupe l'industrie textile.

5° *L'Union des industries métallurgiques* groupait, en 1902, 16 chambres syndicales donnant du travail à 700.000 ouvriers.

En province, on peut citer la *Fédération des syndicats patronaux du Sud-Ouest* ; l'*Union des chambres syndicales patronales de Saint-Etienne* ; l'*Alliance des chambres syndicales de la ville de Lyon* ; l'*Union des syndicats nantais*, qui groupe 22 chambres et 1.100 membres.

Pour les unions de syndicats ouvriers, il y a lieu de faire une distinction. Certaines d'entre elles, en effet, dirigées d'une façon prudente, ont mieux su comprendre

les intérêts de la classe ouvrière ; d'autres, au contraire, se sont parfois laissées entraîner à des violences qui ont pu compromettre le succès de l'œuvre syndicale.

Dans la première catégorie, on peut ranger :

1° *La Fédération nationale des travailleurs du livre*, qui réalise le type de l'union désiré par le législateur de 1884. Cette fédération se préoccupe de ses intérêts professionnels et nullement de politique. Considérant la grève comme un mal auquel il ne faut recourir qu'à la dernière extrémité, elle emploie tous les moyens possibles pour l'éviter.

2° *La Fédération des mécaniciens* qui comprenait, en 1905 : 57 syndicats et 10 groupes ; au total 5.500 membres. C'est aussi une association intelligente et sage ; on lui reproche même, dans certains milieux ouvriers, de songer plus à améliorer la condition des travailleurs, qu'à préparer la révolution sociale ; on ne pouvait lui faire meilleur compliment ; cela prouve combien elle est conforme au désir du législateur.

3° *La Fédération des mouleurs en métaux*, comptant, en 1910, 84 syndicats avec 8.000 fédérés.

4° *La Fédération lithographique française* qui comptait, en 1905, 34 syndicats et 2.500 fédérés.

Dans la seconde catégorie, citons :

La Fédération des Bourses du travail (1892), qui groupait, en 1902, 82 bourses.

La Confédération générale du travail, qui date de 1895 et qui tend à absorber la première. Elle comprenait, en 1902, 35 fédérations et 12 syndicats isolés.

Nous empruntons encore, à l'*Annuaire des Syndicats professionnels*, les chiffres suivants :

ANNÉES	MOUVEMENT DES UNIONS DE SYNDICATS				TOTAUX
	Patronaux.	Ouvriers.	Mixtes.	Agricoles.	
1884	10	10	»	»	20
1 ^{er} juil. 1890	22	24	1	9	56
— 1895	38	79	9	17	143
1 ^{er} janv. 1900	54	73	11	35	173
— 1905	97	158	10	47	312
— 1908	122	186	12	68	388

Là encore, il est facile de constater que les unions de syndicats ouvriers se sont développées un peu plus que les unions patronales, sans cependant atteindre un chiffre très considérable.

Ainsi ce qui se déduit de tout ceci, c'est que les résultats de la loi de 1884 sont assez médiocres. On doit cependant remarquer la rapide extension des syndicats ouvriers, ainsi que le grand développement des syndicats agricoles ; mais par contre, les syndicats patronaux et les syndicats mixtes surtout, ne se sont que fort peu développés.

La loi de 1884 donnait aux syndicats la faculté de créer et de développer des institutions professionnelles.

Les résultats nous sont donnés par les deux tableaux suivants : le premier est extrait de l'*Annuaire des syndicats professionnels* et le second du *Bulletin de l'office du travail*.

TABLEAU DES INSTITUTIONS ET CRÉATIONS DIVERSES
DES SYNDICATS ET UNIONS DE SYNDICATS
existant en France au 1^{er} janvier 1905.

Nature des institutions ou créations	SYNDICATS			UNION DE SYNDICATS			Total des créations
	Patron .	Ouvr.	Mixtes	Patron .	Ouvr.	Mixtes	
Bureaux ou offices de placement	383	1.162	42	4	128	1	1.720
Bibliothèques professionnelles	243	1.237	26	13	175	2	1.696
Caisses de secours mutuels	98	1.010	58	4	(1) 27	»	1.197
Caisses de chômage	7	724	11	1	(1) 19	»	762
Secours de route	27	924	6	»	48	»	1.005
Ecoles et cours professionnels	115	402	18	5	42	1	580
Laboratoires d'analyses ou d'expertises	64	12	1	4	1	»	82
Caisses de retraite	35	92	16	3	3	1	150
Caisses de crédit mutuel	31	75	7	»	»	»	113
Sociétés d'assurances contre les accidents	34	2	2	»	»	»	38
Sociétés coopératives de consommation. Economats.	22	122	9	»	4	»	157
Sociétés coopératives de production	6	64	»	»	»	»	70
Concours professionnels et expositions	12	19	1	»	»	»	32
Champs d'expériences	12	10	1	»	»	»	23
Publications diverses (bulletin, journal, annuaire)	335	179	15	44	52	»	625
Totaux	1.424	6.034	213	78	499	5	8.253

(1) La caisse de secours mutuels, la caisse de chômage, la caisse de secours de route de la Fédération française des travailleurs du livre comprennent 170 sections locales réparties sur 80 départements. La caisse de chômage et la caisse de secours de route de la Fédération des ouvriers mécaniciens comprennent 50 sections locales réparties sur 35 départements.

TABLEAU DES DIVERSES CRÉATIONS DES SYNDICATS
au 1^{er} janvier 1910.

NATURE DES INSTITUTIONS OU CRÉATIONS	SYNDICATS		
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes
Bureaux ou offices de placement. . .	305	1.240	46
Bibliothèques professionnelles . . .	230	1.377	27
Caisses de secours mutuels.	93	933	55
Caisses de chômage	11	761	5
Secours de route	25	886	11
Ecoles et cours professionnels . . .	78	332	23
Laboratoires d'analyses ou d'expertises	59	2	»
Caisses de retraites	33	74	14
Caisses de crédit mutuel	24	35	6
Sociétés d'assurances contre les acci- dents	21	3	»
Sociétés coopératives de consumma- tion. Economats	13	159	7
Sociétés coopératives de production.	5	45	2
Concours professionnels et expositions.	3	1	»
Champs d'expérience.	14	2	»
Publications diverses { Bulletin, journal, annuaire. }	271	136	10
TOTAUX.	1.185	5.986	206

L'effort des syndicats ne s'est pas porté autant qu'il aurait fallu du côté de ces institutions, dont le développement peut améliorer considérablement le sort de la classe ouvrière. En moyenne 9 % des syndicats ouvriers ou mixtes n'ont organisé aucun des services sociaux ou économiques que prévoyait la loi de 1884; il est

vrai qu'il n'y a pas que de la mauvaise volonté de leur part ; nous verrons, en effet, que le législateur, pour faire face à une pareille activité, ne leur a donné que des moyens très restreints et qu'ils se sont heurtés, de ce fait, à des difficultés presque insurmontables.

A notre époque, qui semble être de plus en plus celle du syndicalisme, les syndicats jouent un rôle très important et l'on serait tenté de croire qu'ils comptent, au nombre de leurs adhérents, la majorité de la classe ouvrière ; il n'en est rien pourtant, et il est facile de nous en convaincre, en considérant le tableau suivant, emprunté à l'*Annuaire des syndicats professionnels* de 1909. Nous verrons ce que le nombre d'ouvriers syndiqués représente, par rapport au total des ouvriers employés par chaque corporation.

Nous avons pensé qu'il était préférable de donner le pourcentage des syndiqués dans chaque groupe professionnel au lieu de fournir le pourcentage total ; il est en effet plus intéressant de savoir ce que pour chaque groupe on compte de syndiqués, car on peut voir alors la portée des décisions prises au sein des syndicats. On peut ainsi se mettre en garde contre les prétentions de certains syndicats qui veulent exagérer leur influence pour diriger la classe ouvrière.

TABLEAU STATISTIQUE

des syndicats par groupes professionnels, avec la proportion du nombre des syndiqués par rapport aux chiffres de la population active d'après le dernier recensement officiel.

DÉSIGNATION DES GROUPES professionnels	Nombre de Syndicats		NOMBRE DE SYNDIQUÉS			
	Patronaux	Ouvriers	Patronaux	P. 100	Ouvriers	P. 100
Agriculture, forêts, pêche, élevage (1).	237	527	43.227	1.23	55.407	1.89
Mines	6	100	229	58.87	72.114	39.83
Carrières	8	63	149	2.12	8.888	14.76
Alimentation (fabrication et commerce).	1.329	346	126.182	24.66	53.226	8.72
Produits chimiques	70	126	5.231	86.92	37.720	33.15
Papiers, cartons et indus- tries polygraphiques . . .	88	321	4.995	51.26	28.386	22.22
Cuirs et peaux	84	233	3.322	6.96	31.816	21.22
Industries textiles propre- ment dites.	112	404	5.294	6.68	86.396	14.40
Travail des étoffes, vête- ments, nettoyage	130	278	7.677	4.32	25.796	5.86
Industrie du bois, ameuble- ment.	112	376	4.742	5.94	36.316	15.37
Travail des métaux	237	591	11.695	15.20	93.772	16.88
Travail des terres, des pierres au feu; polissage.	46	211	2.178	15.50	23.314	14.86
Bâtiment, construction (pierre, bois, fer)	308	826	22.491	14.77	87.423	16.40
Transport et manutention, Commerce.	607	907	47.816	32.04	270.023	24.25
Soins personnels et domes- tiques	104	105	9.042	27.08	25.527	2.50
Pharmaciens, médecins, professions libérales . .	479	110	37.205	32.09	21.978	13.49

(1) Ne sont comptés ici que les syndicats d'industrie ou de commerce, agricoles, patronaux et ouvriers.

Nous nous apercevons, alors, que le pourcentage des ouvriers syndiqués ne dépasse pas 39,83 dans les mines, où la proportion est la plus forte; et encore, dans cette catégorie, faut-il tenir compte de la présence de syndicats à tendances réformistes. Nous trouvons encore 33,15 % dans les produits chimiques, puis nous tombons immédiatement à 24 % dans l'industrie du transport, où nous trouvons encore des syndicats vraiment professionnels. La moyenne se tient à peu près entre 10 et 15 %, et nous sommes fort loin des chiffres que l'on aurait pu attendre étant donné la place que les syndicats actuels prétendent occuper dans la classe ouvrière.

Le mouvement syndical s'est développé inégalement suivant les industries, mais d'une façon minime, à peu près généralement. « Cette lenteur d'expansion du syndicalisme français, peut tenir à des causes diverses; à l'indifférence ou à l'inaptitude des travailleurs français pour l'action collective; aux défiances suscitées de parti pris contre cette liberté, par les chefs du parti socialiste ou les agitateurs du parti révolutionnaire; enfin à l'hostilité systématique, témoignée par un grand nombre de patrons, à une force nouvelle qu'ils croient destructive de leur autorité (1). »

(1) Cabouat, *La réforme des syndicats professionnels* (Rev. pol. et parl., 1904.)

Cette hostilité du patron à l'égard des syndicats a fait dévier de son but la loi de 1884 ; car, si les ouvriers ont, par leur nature, répugnance à se lier par des engagements, et surtout à les remplir, ce qu'ils craignent par-dessus tout, c'est que leur qualité de syndiqué leur nuise pour l'embauchage.

Il ne faudrait cependant pas aller jusqu'à conclure, de ce qui précède, que les résultats de la loi furent purement négatifs. Les chambres syndicales patronales ont rendu des services considérables dans les questions économiques. Elles ont éclairé le pays et les pouvoirs publics sur les grands intérêts économiques, elles ont même concilié et tranché nombre de débats professionnels.

Le syndicalisme, écrit M. Paul-Louis (1), « a groupé les travailleurs, et par le contact même qu'il leur imposait, leur a appris leur puissance éventuelle ; en les appelant à administrer dans un ressort petit ou grand, il les a contraints à acquérir des qualités dont ils se souciaient peu autrefois : l'ordre, la discipline, la méthode en première ligne. Les syndicats et leurs dérivés ont été pour elle (la classe ouvrière), ce que la banque et l'établissement industriel et commercial avaient été pour la bourgeoisie capitaliste avant son avènement au pouvoir. »

(1) Paul-Louis, *Histoire du socialisme français*, p. 300.

Néanmoins, malgré le grand développement qu'ont pu prendre les syndicats en général, et les syndicats agricoles en particulier, malgré les services rendus, dès à présent par le syndicalisme, il faut bien s'avouer que la loi de 1884 n'a pas eu son plein effet et qu'il serait urgent d'y apporter les compléments nécessaires. On parle de la réforme de la loi ! Elle n'a que 25 ans d'existence, et l'expérience a déjà montré les lacunes qu'elle contient et les précisions qui lui font défaut. De tous côtés, elle est l'objet de critiques.

Les uns prétendent qu'elle a favorisé un groupement d'individus qui a tout à gagner au bouleversement de la société actuelle, que tout le mal est dans ces associations, qui n'ont de professionnel que le nom ; et que l'avenir nous réserve le rétablissement des anciennes corporations avec la suppression de la liberté individuelle. M. Cazajoux dit que si la loi de 1884 n'est pas réformée et complétée, ce seront les syndicats eux-mêmes qui risqueront d'en être les premières victimes, car leurs abus pourront bien aboutir à un événement de tous points semblable à celui qui emporta, autrefois, les anciennes corporations, aussi tyranniques, aussi oppressives que les nouvelles. M. Leroy-Beaulieu pense que l'action des syndicats est marquée par une diminution de la productivité du travail, car les syndicats veulent limiter le travail à ce que fournit ordinairement un travailleur médiocre, et cette diminution de productivité est

un danger, par suite de la concurrence, surtout asiatique.

On cite, à l'appui de cette thèse, une phrase de J. Simon : « l'homme est si peu de chose par lui-même, qu'il ne peut faire beaucoup de bien ou beaucoup de mal qu'en s'associant. » Malheureusement, c'est le mal qui prédomine dans l'action syndicaliste et le bien ne peut naître que d'une réforme de la loi.

Nous avons vu plus haut, que les ouvriers en général et les socialistes révolutionnaires en particulier avaient mal accueilli la loi et l'avaient traitée de « loi policière ».

Le 8^e congrès national ouvrier, tenu à Rennes en octobre 1884, vota la déclaration suivante : « Le congrès déclare œuvre de police et de réaction, la loi du 21 mars 1884, et engage les chambres syndicales et les groupes ouvriers de chaque région, à se grouper autour de l'Union fédérative de leur région pour résister solidairement à la mise en œuvre de cette loi, en même temps qu'il invite tous les groupes ouvriers à adhérer à la Ligue de résistance qui s'est constituée à Paris à cet effet. » M. Deschanel, dans un discours à la Chambre, le 10 juillet 1897, disait, à propos de la crise agricole : « Le socialisme attend tout de l'Etat ; l'association libre accomplit des merveilles par le seul effort de l'activité individuelle ; elle transforme, annoblit les hommes ; à la formule odieuse de la guerre des classes, l'association libre répond : l'union pour la vie.... L'hypothèse

socialiste est gênée par la réalité des résultats obtenus grâce à l'association..... l'association libre tuera l'association forcée ; elle sera le contre-poison du socialisme. » C'est donc bien l'association libre qui déplaît aux révolutionnaires. Si les syndicats se sont cependant développés depuis ce congrès de 1884, c'est qu'ils ont dévié de leur but.

Quelques-uns des catholiques sociaux voudraient se rapprocher, par les syndicats mixtes, des anciennes corporations. Pour que cela réussît, il faudrait que les ouvriers soient tous de parfaits chrétiens, et, il faut bien ne pas se le dissimuler, cela n'est pas.

L'opinion la plus généralement répandue, considère la législation de 1884 comme totalement insuffisante et voici les questions que devra envisager le législateur dans son travail de réforme.

a) Faut-il étendre la capacité juridique et civile des syndicats, ou, au contraire, faire œuvre réactionnaire, revenir en arrière, et supprimer la liberté de se syndiquer ?

b) La loi de 1884, s'étend-elle aux professions libérales et les fonctionnaires doivent-ils être admis à se syndiquer ?

c) Ne devrait-on pas sanctionner sévèrement la loi pour que les syndicats sentent un peu la responsabilité de leurs actes ? Comment garantir la liberté du travail ?

d) Faut-il admettre les anciens ouvriers à rester ou à entrer au syndicat après avoir quitté la profession ? Quel sera le sort du patrimoine syndical, lors de la dissolution du syndicat ?

Ce sont ces différentes questions que nous allons étudier successivement.

CHAPITRE II

FAUT-IL ÉTENDRE LA CAPACITÉ CIVILE ET JURIDIQUE DES SYNDICATS PROFESSIONNELS ?

L'article 6 de la loi donne la capacité civile et juridique aux syndicats professionnels.

« Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice.

« Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle..... »

Ces dispositions ne sont pas suffisamment précises et la meilleure preuve en est qu'elles ont donné lieu à des divergences multiples d'opinions. Y a-t-il lieu d'augmenter la capacité syndicale, ou au contraire, faut-il la restreindre pour empêcher les syndicats de devenir des puissances trop considérables ? Je crois qu'il serait absolument inopportun de supprimer une liberté qui vient d'être concédée aux ouvriers ; ce serait manquer de confiance vis-à-vis d'eux, et il importe de ne pas se

baser sur les résultats obtenus, car, précisément, c'est de cette capacité restreinte qu'est venu tout le mal.

Au cours des discussions devant les Chambres, on demanda que les syndicats n'aient pas la personnalité civile, mais on se rendit compte que l'institution n'aurait alors aucune vitalité; comme le disait M. Antonin Dubost à la Chambre en 1881, le droit d'association emporte virtuellement le droit de posséder. M. Trarieux s'était élevé contre la prétention de certains de ses collègues, qui voulaient accorder la personnalité civile sans contrôle; il montra que la situation serait alors redoutable soit pour les syndiqués eux-mêmes, soit pour les tiers appelés à contracter avec les syndicats, soit et surtout pour la société. Il faut au syndicat la personnalité, car il ne suffit pas d'être libre, il faut encore pouvoir vivre, se défendre; les corps sociaux, comme les corps physiques, ont des besoins qu'il leur faut satisfaire. « Un syndicat, jeté au milieu du monde sans aucun moyen de résistance, ne tarderait pas à périr. Pour le faire vivre, donnez-lui la personnalité civile qui, seule, peut le soutenir et l'animer » (1).

Les Chambres accordèrent aux syndicats la personnalité civile, mais ce ne fut qu'une capacité restreinte. Quelle est-elle au juste? Il faut distinguer entre les acquisitions à titre gratuit et les acquisitions à titre onéreux.

(1) Revon, thèse, 1891, p. 264.

1. *Acquisitions à titre onéreux.* — Toute la difficulté en cette matière réside dans l'interprétation à donner de l'article 6. Si l'on étudie soigneusement le texte, on est amené à penser que la loi n'a point voulu limiter strictement aux immeubles prévus par l'article 6, ceux que le syndicat peut acquérir et posséder, mais bien en énumérer quelques-uns à titre d'exemple. L'opinion généralement admise est que toutes les acquisitions immobilières destinées au fonctionnement du syndicat doivent être reconnues comme licites. Il faut admettre, pensons-nous, que les syndicats pourront posséder des immeubles, pour y installer des salles de conférences, de réunions. Cette question, quoique importante pour les syndicats professionnels, ouvriers, industriels, peut surtout avoir de graves conséquences pour les syndicats agricoles. Quelle n'est pas, en effet, l'utilité des champs d'expériences pour ces syndicats ? Champs qui servent à étudier les nouveaux procédés de culture, à en déterminer la valeur et le rendement. L'esprit de la loi, les délibérations, les travaux préparatoires, semblent pénétrés de cette idée que le législateur veut interdire au syndicat la possession d'immeubles de placement, dont il tirerait profit par une exploitation en régie, ou par voie de location. Si le législateur n'a pas donné la plénitude de la capacité civile aux syndicats professionnels, c'est qu'il craignait de voir renaître la mainmorte que la Révolution avait supprimée : c'est cette crainte qui a poussé les Chambres à voter des dis-

positions étroites, mais faut-il aller jusqu'à interdire la possession de champs d'expériences, de salles de réunions, de conférences ; je ne le pense pas ; j'estime, au contraire, que le texte de l'article 6 ne doit pas être entendu restrictivement.

Quant aux meubles, la formule de la loi est extrêmement laconique ; « ils pourront, dit le texte, employer les sommes provenant des cotisations ». La jurisprudence, sur ce point, admet que l'acquisition des meubles à titre onéreux, est permise au syndicat. C'est à juste titre, que pareille solution est admise, en vertu du principe que la personne morale a tous les droits qui ne lui sont pas expressément refusés.

2. *Acquisitions à titre gratuit.* — La jurisprudence reconnaît aux syndicats le pouvoir d'acquérir, à titre gratuit. Voir, dans ce sens, tribunal civil d'Alençon, 16 janvier 1894 (*Rev. Sociétés*, 1894, p. 356) ; tribunal civil de la Seine, 3 août 1899 (S. 1900, 2, 54).

« Attendu, dit un autre arrêt (1), que le texte adopté par le Sénat en 1882, contenait une disposition expresse qui interdisait aux syndicats d'acquérir autrement qu'à titre onéreux ; que cette interdiction a été intentionnellement éliminée du projet voté en 1883 par la Chambre des députés, projet qui, soumis de nouveau au Sénat, est devenu, sans modification sur ce point, le texte définitif de la loi du 21 mars 1884 ; que les syndicats ont donc,

(1) Trib. civ. Seine, 16 juillet 1896, S., 99, 2, 221 ; D., 98, 2, 138.

comme conséquence de leur personnalité civile et en vertu de la loi organique qui les a institués, la capacité d'acquérir à titre gratuit... »

On a cependant soutenu que les syndicats n'avaient pas la faculté d'acquérir, à titre gratuit, en se servant des deux arguments suivants :

On prétend, en premier lieu, que l'article 6 refuse aux syndicats le droit d'acquérir à titre gratuit, puisqu'il ne leur reconnaît que le pouvoir d'employer les sommes provenant des cotisations. On s'appuie, en second lieu, sur les travaux préparatoires de la loi, au cours desquels il a été dit que les syndicats ne pourraient pas acquérir autrement qu'à titre onéreux.

Les deux arguments sont loin d'être péremptoires ; car dans l'article 6, nous voyons les acquisitions à titre gratuit et à titre onéreux, placées sur le même plan ; et en 1884, M. Lagrange (1), expliquant les changements qui avaient été apportés par la commission, avant de représenter le projet à la Chambre, dit très nettement « que l'on n'avait pas cru devoir enlever aux syndicats déclarés, la faculté de recevoir des dons ».

Le législateur, sans aucun doute, a accordé la personnalité civile aux syndicats et ils l'ont pleine et entière, sauf la limite que fixe l'article 6 ; cette opinion, que je fais mienne, est celle de M. Jay, qui estime que, dans le cas contraire, les auteurs de la loi auraient été obli-

(1) *J. Off.*, Chambre, *Doc. parl.*, 1884, p. 580.

gés d'énumérer limitativement les points sur lesquels les syndicats professionnels n'avaient que la personnalité civile, sans rien de plus. Bien que l'on ait tendance à comprendre d'une façon large les dispositions de la loi, il est cependant malheureux que cette capacité des syndicats soit restreinte par l'article 6 ; la loi a fait ainsi des personnalités sans surface, dans lesquelles les patrons ne peuvent avoir aucune confiance. La grosse difficulté que rencontre le plaignant qui a eu gain de cause devant les tribunaux, c'est de faire exécuter la sentence rendue contre le syndicat. Les condamnations pécuniaires sont indifférentes au syndicat, puisqu'il n'a rien et que l'immeuble qu'il occupe n'est même pas, la plupart du temps, sa propriété. M. Hubert-Valleroux est bien inspiré lorsqu'il demande (1) que l'on accorde aux syndicats le droit de posséder des immeubles, de se créer, en somme, un patrimoine. Ce serait la seule manière d'asseoir, sur une base solide et sûre, la responsabilité professionnelle syndicale. Cela donnerait de la confiance aux tiers, ce qui ne pourrait que servir la cause des syndicats.

Nous partageons entièrement cette opinion ; ce serait le moyen de rendre plus efficaces les dispositions de la loi de 1884. Nous avons vu, lorsque nous passions en revue les résultats de cette loi, combien les institutions

(1) Hubert-Valleroux, *Corporations d'arts et métiers et les syndicats professionnels*.

professionnelles, l'une des formes principales de l'activité syndicale, s'étaient peu développées. La loi autorise les syndicats à créer des bibliothèques, des cours d'instruction professionnelle, à développer les caisses de secours, à procéder au placement des ouvriers, à créer des laboratoires d'analyses ou d'expertises ; ce magnifique champ d'action ouvert à leur activité, est beaucoup trop vaste pour les ressources qui sont mises à la disposition des syndicats ; l'article 6 leur permet d'utiliser les sommes provenant des cotisations : mais que seront ces sommes minimes dans leur main, pour faire face aux obligations qu'on leur demande de remplir. Ils ne peuvent acquérir d'immeubles que d'une façon restreinte ; et pourtant, il serait important pour les syndicats, d'être riches, pour pouvoir faire œuvre utile ; les syndicats agricoles, plus que tous autres, souffrent de ne pouvoir acquérir, comme bon leur semble, les immeubles qui seraient nécessaires pour mener à bien leur œuvre et faire réellement profiter les adhérents des avantages qu'ils pourraient leur procurer, dans un état de plein développement. Le grand mal, c'est la limite imposée par l'article 6. Nous pensons qu'il faut absolument accorder une capacité civile, pleine et entière, aux syndicats professionnels ; nous verrons, plus loin, les sanctions qu'il conviendrait d'édicter pour les maintenir dans le respect des lois. Que peut-on craindre en faisant pareille réforme ? Il n'y a pas à envisager l'hypothèse de la reconstitution de la mainmorte.

Faut-il craindre que les syndicats, devenus puissants, n'emploient leur force que pour détruire la Société ? Nous ne le pensons pas ; en Angleterre, où les trades-unions ont une réputation de grande modération et de profonde sagesse, nous en trouvons qui ont un patrimoine considérable. Voici ce qu'écrit, à leur sujet, M. Leroy-Beaulieu :

« Disons, à ce propos, que le total des fonds des cent principales trades-unions britanniques, à la fin de 1907, s'élevait à 5.638.000 livres sterling, soit 141 millions de francs, représentant 3 livres sterling, 17 shillings, 6 pence, soit 100 francs, en nombre rond, par membre. Cette fortune, en ces temps récents, s'accroît de 8 à 10 millions par année. D'autre part, le revenu des 100 principales trades-unions britanniques, comptant 1.460.000 membres, atteignait 2.493.000 livres sterling (environ 62 millions et demi de francs). Sans accepter tous les éloges que sir Ed. Grey, ministre des affaires étrangères dans l'actuel cabinet radical britannique, faisait ces jours-ci (fin octobre), des trades-unions et de leur influence pondératrice, il est clair que des organisations aussi opulentes, apportent une certaine prudence dans leur activité. Ainsi, dans les dix années finissant en 1907, les 100 principales trades-unions britanniques avaient dépensé, en secours, aux « sans-travail » (*unemployed*),

(1) Leroy-Beaulieu, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} décembre 1910, p. 577.

la grosse somme de cent millions de francs, dont près de 12 millions de francs en 1907, tandis que pour les trois années les plus récentes, ces associations n'avaient dépensé que 12 millions et demi de francs en frais de grève (*dispute benefits*). On comprend que des organisations aussi fortes et aussi riches, quoique prêtant, par divers côtés, aux critiques, soient dans une certaine mesure, des instruments de pondération. »

La possession rend sage ; de plus, les syndicats acquerraient une autorité qu'ils n'ont pas actuellement. On assisterait au relèvement des groupements professionnels aux yeux des patrons. Ceux-ci n'ayant plus devant eux des êtres sans surface et sans aucune responsabilité, mais de fortes organisations, capables de répondre de leurs actes, seraient beaucoup plus disposés à entrer en pourparlers, et l'on verrait se développer progressivement l'usage du contrat collectif.

L'article 3 assigne, comme but, aux syndicats la défense des intérêts professionnels. « Or les syndicats n'ont pas d'intérêt plus immédiat et plus grave, disons le mot, de fonction plus certaine, que d'obtenir, pour leurs membres, les meilleures conditions de travail. Si les syndicats ne pouvaient agir directement ou indirectement sur le taux des salaires et la durée de la journée de travail, ils ne seraient que des sociétés de secours mutuels, des sociétés amicales de personnes appartenant à la même profession, ils ne seraient pas ce qu'ils doivent être et ce qu'ils sont en réalité, les représen-

tants d'un corps de métier librement recruté, et s'organisant pour la défense des intérêts professionnels » (1). On admet, dans la doctrine et la jurisprudence, que le syndicat professionnel peut faire des contrats collectifs, en vertu des expressions « défense des intérêts professionnels » de l'article 3. Cette jurisprudence fut inaugurée par le tribunal de commerce de la Seine, dans le jugement du 4 février 1892 (*Gazette du Palais*, 1892, p. 22).

Le 1^{er} février 1893, la cour de cassation, acceptant les motifs de la cour de Dijon, reconnaissait aussi le pouvoir du syndicat de stipuler un contrat collectif (2) ; dans le même sens, un arrêt du conseil des prud'hommes de la Seine, du 13 avril 1895 et un arrêt du tribunal de Cholet, du 12 février 1897 (nous les retrouverons ultérieurement).

Sans insister sur les avantages du contrat collectif, qu'il nous soit permis de constater que l'un de ses meilleurs effets est de limiter la concurrence, ou plus justement de limiter le domaine où elle s'exerce, d'empêcher qu'elle n'emploie certains moyens nuisibles de lutte, aussi bien entre patrons qu'entre ouvriers. L'usage du contrat collectif a de gros avantages ; pour les ouvriers, cela maintient les salaires à un taux suf-

(1) Cruet, *Le syndicat personne morale*, thèse, p. 57.

(2) Cass., 1^{er} février 1893, D., 93, 1, 34.

fisant ; pour les patrons, cela les empêche de lutter entre eux par l'économie de la main-d'œuvre, et les pousse, par suite, à trouver des moyens plus perfectionnés et plus économiques.

Le contrat collectif a aussi cet autre avantage, qui consiste à faire briller les bons ouvriers, puisque les ouvriers ne peuvent lutter entre eux que par l'habileté professionnelle. Le contrat collectif est un excellent moyen de pacification. Puisque la plus grande partie des grèves ont pour origine et cause, des questions de salaire et de conditions du travail, l'avènement du contrat collectif réglerait toutes ces questions litigieuses et rendrait les grèves moins fréquentes. Cette opinion n'est pas une utopie, car la preuve nous en est fournie encore par l'Angleterre et par les Etats-Unis ; dans ces deux pays, en effet, grâce à la puissance considérable des trades-unions, l'usage du contrat collectif s'est développé d'une façon prodigieuse et il y fonctionne parfaitement. Moins puissants que leurs confrères anglais, les syndicats français n'ont pu porter cette institution à un aussi complet développement ; néanmoins, l'usage commence à s'en répandre. Le contrat collectif est d'usage dans certaines industries et même de tradition : on cite, en effet, un tarif homologué en 1686 par le consulat de Lyon, pour certaines catégories d'étoffes de soie (tissage). Il tend, œuvre de commissions arbitrales mixtes, à devenir la règle dans l'industrie minière (convention d'Arras de 1891, plusieurs fois renouvelée depuis

pour les mines du Pas-de-Calais). On en use également dans la typographie, dans l'industrie tulliste de Calais, dans la blanchisserie ; il est assez fréquent dans le bâtiment, et on en trouve dans la cordonnerie, la vannerie, l'industrie du gaz, les transports. Il y eut enfin des tarifs élaborés par les conseils syndicaux de syndicats chrétiens du Nord (corporation chrétienne de Saint-Nicolas de Lille ; syndicat des industries tourquennoise et roubaisienne).

L'usage du contrat collectif se répand peu à peu, mais il importe d'en accélérer la diffusion car c'est un des moyens d'empêcher les grèves si fréquentes qui désolent notre industrie à notre époque. L'Angleterre qui, nous l'avons dit, est le pays où le contrat collectif est le plus répandu, est aussi le pays où il y a le moins de grèves ; de plus, ces grèves affectent toujours un caractère sérieux que nous ne trouvons que rarement chez nous ; c'est que les trades-unions, sachant combien les grèves sont désastreuses, hésitent et réfléchissent avant de se lancer dans un conflit qui peut fort bien tourner au désavantage des ouvriers ; lorsqu'elles éclatent, et lorsque les patrons et les ouvriers arrivent à se mettre d'accord, les trades-unions s'empressent de recourir au contrat collectif, car le contrat ordinaire qui termine une grève est ordinairement précaire et sans valeur effective ; c'est ce qui s'observe en France. « Les grèves renaissent très facilement lorsqu'elles ont été victorieuses ; dans un délai d'ordinaire très court, la lutte recommence..... et,

il importe d'ajouter que le phénomène qui est presque constant lorsque la grève a réussi, ne laisse pas d'être fréquent lorsqu'elle a échoué. Le contrat n'est pas observé, et certes, il ne l'est pas, parce que la plupart du temps il est impossible qu'il le soit (1). Le contrat qui termine les grèves françaises ne peut avoir de valeur, parce qu'aucune partie ne donne, ni ne reçoit l'assurance que les engagements seront loyalement exécutés. Le contrat collectif est le seul remède, et c'est pour cela qu'il convient de créer des syndicats riches et puissants, pouvant répondre de leurs engagements et donnant aux patrons un gage de sincérité, de sécurité.

Ce qui met obstacle au développement du contrat collectif, en dehors du peu de sécurité qu'offrent les syndicats actuels, c'est que la loi de 1884 est muette sur le point de savoir si le syndicat peut intenter une action au nom de ses membres pour obtenir l'observation des clauses qu'il a consenties pour eux. C'est la question de la capacité juridique du syndicat qui se pose.

L'article 6 dit seulement en son paragraphe 1^{er} que « Les syndicats professionnels de patrons et d'ouvriers pourront ester en justice. » Quelle est l'étendue de ce droit ? La loi n'en dit rien et c'est ce qui a fait naître de longues controverses.

Le syndicat, personne morale a un patrimoine dis-

(1) Bureau, *Le contrat de travail ; le rôle des syndicats professionnels*, p. 66.

inct de celui des syndiqués, pris individuellement ; il est donc naturel que ce soit lui et lui seul qui puisse intenter les actions relatives à ce patrimoine collectif, comprenant les cotisations payées par les membres, les amendes prononcées en cas de violation des règlements ou des décisions de l'assemblée, enfin les acquisitions faites par le syndicat à titre gratuit ou à titre onéreux.

Il n'y a aucun doute sur ce point : lorsque la personnalité civile de l'association est en jeu, le syndicat peut agir en justice ; mais lorsque la personnalité civile n'est plus en jeu et lorsque les intérêts professionnels ont été lésés en la personne des syndiqués, faut-il admettre l'action du syndicat ? « Il s'agit de savoir si un syndicat a qualité pour exercer, sous une forme condensée et beaucoup plus redoutable pour l'adversaire, les actions éparpillées qui naissent en la personne des membres ou de quelques-uns des membres du syndicat, alors que ces actions font partie des patrimoines individuels et non du patrimoine syndical. Avant d'aborder la question au fond, il est bon d'indiquer l'autre face de la question, à laquelle la théorie n'aurait peut-être pas songé, mais que la fécondité inépuisable de la politique s'est chargée de susciter. Au lieu de prendre l'offensive dans l'intérêt de ses membres, un syndicat pourrait-il les couvrir et plaider à leur place comme défendeur ? » (1)

Nous ne pouvons évidemment répondre avec la for-

(1) Note de M. Planiol, sous Amiens, 13 mars 1895, D., 95, 2, 553.

mule de l'article 6. « Si l'on examine, dit M. Perreau (1), la série des arrêts qui, depuis 20 ans, ont posé les principes en la matière, on voit se dessiner un mouvement de jurisprudence, dont l'aboutissement sera sans doute la reconnaissance, au profit des syndicats, du droit de représenter en justice leurs adhérents, en tant au moins qu'il s'agit d'intérêts professionnels. » Ce mouvement qui se fait peu à peu sentir dans toute la jurisprudence, ne va cependant pas sans être contrarié ; M. Planiol estime que le syndicat est un instrument d'action collective sur le terrain économique et qu'il ne doit pas devenir une arme de procédure qui romprait souvent l'égalité entre les deux plaideurs. M. Waldeck-Rousseau, dans une consultation qui fut produite devant la cour d'Aix en 1887, disait également : « Le syndicat, envisagé comme personne morale, n'est point la somme, et, pour ainsi dire, la résultante des intérêts privés de chacun de ses membres. Il en demeure parfaitement distinct, et les droits qu'il représente, les intérêts qu'il personnifie, sont précisément ceux qui, n'étant le patrimoine d'aucun des sociétaires, ne peuvent être exercés par aucun d'eux. Si l'on admettait que, par là même que les négociants syndiqués sont lésés par les actes d'un concurrent, l'association a qualité pour agir, ce n'est plus un syndicat que l'on aurait devant soi, ce serait une corporation. »

(1) Perreau, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1904, 71, p. 130.

Cette doctrine fut admise par la cour d'Aix, le 26 janvier 1887 (1). La cour casse, dans cet arrêt, un jugement du tribunal de commerce de Nice, qui avait admis l'action intentée par le président de la Chambre syndicale des négociants en tissus des Alpes-Maritimes contre un propriétaire de magasins, pour des actes constituant une concurrence déloyale et causant un préjudice aux membres du syndicat.

Plus récemment, la cour de Bordeaux (2) repoussa la prétention du syndicat des viticulteurs propriétaires de la Gironde de se porter partie civile dans une poursuite contre les fraudeurs de vin, déclarant que le syndicat n'y avait aucun intérêt.

Le tribunal d'Evreux, le 21 octobre 1887 (3), refuse d'admettre la réparation en dommages-intérêts formée par un syndicat de propriétaires, en réparation du préjudice causé à certaines propriétés par les animaux d'une forêt voisine, déclarant qu'il y avait là préjudice individuel et qu'il n'appartenait nullement au syndicat de se constituer défendeur en la matière. La même thèse est soutenue dans un jugement du tribunal d'Arras du 13 juin 1888 (4).

(1) *Recueil périodique de procédure civile* de MM. Rousseau et Laisney, 1887, p. 49 et suiv.

(2) Cour Bordeaux, 4 juin 1897, *Gazette du Palais*, 1897, 2^e semestre, p. 122.

(3) Sirey, 1888, 2, 119.

(4) Sirey, 1888, 2, 142.

« Attendu, dit l'arrêt, que tout syndicat, établi conformément à la loi du 21 mars 1884, entre personnes exerçant la même profession, doit avoir pour objet la défense d'intérêts économiques généraux communs à l'universalité des membres qui le composent, qu'il forme une personne civile ayant ses droits et sa capacité essentiellement distincts de ceux appartenant individuellement à chacun de ses membres ; qu'il peut ester en justice par l'intermédiaire de son président, mais seulement pour la défense des intérêts communs ou collectifs, en vue desquels il a été créé ; d'où il suit qu'il n'est recevable que dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association, sans pouvoir profiter ou préjudicier à l'un ou plusieurs de ces membres, à l'exclusion des autres,..... qu'aucun préjudice n'a été subi par le syndicat..... que l'action est donc personnelle et ne peut être exercée que par eux (les intéressés qui ont subi le préjudice)..... »

Les tribunaux n'ont pas toujours été aussi rigoureux. Ils ont d'abord reconnu aux syndicats le droit d'ester en justice, à l'occasion des actions délictuelles appartenant à leurs membres, pourvu qu'il y ait là défense d'un intérêt commun et collectif. (Voir, dans ce sens, Amiens, 13 mars 1895, D., 95, 2, 563 ; Pau, 28 juillet 1902, D., 1903, 2, 27).

Il y aurait grand intérêt à ce que le législateur consacrat le droit pour les syndicats d'exercer les actions individuelles de leurs membres, lorsqu'elles ont un objet

professionnel. C'est la solution qu'il faut adopter, car c'est la seule conforme à l'esprit de l'institution. « Les syndicats (1), ont été autorisés pour permettre la coalition des intérêts professionnels et cette coalition serait insuffisamment protégée, si chacun des syndiqués devait veiller à la sauvegarde de ses intérêts professionnels ; si la loi a voulu que dans les conventions, les membres d'une même profession puissent unir leurs forces, les mêmes raisons commandent de leur permettre d'unir leurs forces dans les actes judiciaires. Il y a même, pour le décider ainsi, deux raisons de plus : ce sont, d'une part, la difficulté que peut avoir un ouvrier (nous répétons que la loi de 1884 a surtout songé aux ouvriers) à déboursier les frais d'instance et, d'autre part, l'économie qu'une action unique, engagée par le syndicat, apporterait dans le montant de ces frais. Aussi les auteurs mêmes qui refusent aux syndicats le droit d'ester en justice pour leurs membres, reconnaissent-ils que cette solution est fâcheuse. Les textes, d'autre part, imposent la même solution ; l'article 3 confie aux syndicats la défense des intérêts professionnels, et puisqu'il ne spécifie pas les circonstances dans lesquelles cette défense peut être entreprise, il l'autorise aussi bien sous forme d'action en justice que sous forme de pourparlers ou de conventions. De même l'article 6, en permettant aux syndicats d'ester en justice sans préciser davantage, leur per-

(1) Note Z sous arrêt Cass., 1^{er} février 1893, S., 96, 1, 329.

met, par là même, de le faire pour la sauvegarde de tous les intérêts auxquels ils sont chargés de veiller ».

Je partage entièrement cette opinion ; je suis partisan d'une large interprétation des textes de la loi, car c'est le seul moyen de développer l'institution et de lui faire produire ses bons effets.

Déjà ce droit a été reconnu aux syndicats par plusieurs lois spéciales.

La loi du 30 novembre 1892 donne aux syndicats de médecins, chirurgiens-dentistes, sages-femmes, le droit d'ester en justice pour frapper l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de la pratique des accouchements. Son article 17 dispose en effet :

« ART. 17. — »

« En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de la pratique des accouchements, les médecins, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les associations de médecins régulièrement constituées, les syndicats, visés dans l'article 1^{er}, pourront en saisir les tribunaux, par voie de citation directe donnée dans les termes de l'article 182 du code d'instruction criminelle, sans préjudice de la faculté de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces délits intentée par le ministère public. »

De même, la loi des 15-16 juillet 1906, relative à la protection des conserves de sardines, de légumes et de prunes contre la fraude étrangère, donne aux syndicats la faculté d'exercer les actions résultant de la loi.

« ART. 6. — Les actions résultant de la présente loi, peuvent être exercées par :

« 1°

« 2°

« 3° Les syndicats professionnels régulièrement constitués, représentant une industrie intéressée à la répression de la fraude. »

La loi plus générale du 11 août 1908, modifiant l'article 11 de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes, dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, ajoute à cette loi un article ainsi conçu :

« ART. 2. — Tous syndicats formés conformément à la loi du 21 mars 1884, pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruits, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications prévus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du code civil. . . . »

La voie est donc déjà tracée en matière de fraudes,

il conviendrait d'admettre le pouvoir du syndicat d'une manière générale.

Que dire, maintenant, des actions contractuelles ? Nous avons vu, plus haut, que le syndicat a le droit de conclure des contrats collectifs pour ses adhérents ; faut-il admettre que ce syndicat pourra poursuivre en justice l'exécution de ce contrat et demander des dommages-intérêts en cas d'inexécution des clauses consenties ? Avant de répondre à la question, il importe de se demander quelle est la nature du contrat que fait le syndicat dans l'intérêt de ses membres. Faut-il y voir un contrat ordinaire de droit civil (gestion d'affaires, mandat ou stipulation pour autrui) ou faut-il, au contraire, le considérer comme une simple convention signée entre deux partis en lutte ?

M. Deslandres a étudié cette question dans une note sous un arrêt de la cour de cassation du 1^{er} février 1893 (1). Il n'y a pas mandat, puisqu'il n'y a pas procuration du mandant, ni révocation possible par le mandant ; il n'y a pas non plus gestion d'affaires, car, en cas de faute, il y aurait responsabilité. Il faut enfin repousser l'idée de stipulation pour autrui parce que l'intérêt pécuniaire du stipulant (le syndicat) à l'exécution du contrat n'apparaît pas, à moins qu'une clause pénale n'ait été fixée en cas d'inexécution du contrat. M. Deslandres se demande s'il n'y aurait pas lieu de trouver

(1) *Pandectes françaises*, 1894, p. 1.

là, un mélange de mandat et de stipulation pour autrui; le syndicat, en contractant avec le patron, en faveur des ouvriers, ferait une stipulation devant profiter à autrui. « Un mandataire, qui reste partie au contrat, qu'il passe au profit d'autrui, comme l'est celui qui stipule pour un tiers, voilà la formule la plus sérieuse que je puisse trouver pour caractériser le rôle juridique du syndicat. »

M. Bergeron (1) écrit : « L'idée du mandat nous suffit pour expliquer l'acte du syndicat. En contractant, le syndicat prend la défense des intérêts généraux de ses membres, qu'il a pour mission de protéger. C'est à leur profit et en leur nom qu'il stipule et non en son nom propre, puisqu'il n'a aucun intérêt en jeu ». Il n'y a pas procuration proprement dite, comme le veut l'article 1984 du code civil, mais il faut se rappeler que la loi ne demande expressément la procuration que lorsqu'il y a mandat conventionnel ; lorsque le mandat est légal, comme il l'est pour le cas qui nous occupe, et même dans le cas du mandat conventionnel, le mandat peut être tacite, suivant l'article 1985 du code civil, paragraphe 2.

« Le syndicat, ajoute M. Bergeron (2), a certainement la faculté, non seulement de poursuivre en justice l'exécution du contrat, mais encore de demander des dommages-intérêts en cas d'inexécution. N'est-il pas contradictoire d'accorder au syndicat l'action en exécution, et

(1) Bergeron, thèse, p. 103.

(2) Bergeron, thèse, p. 111.

de lui refuser l'action en dommages-intérêts, pour inexécution du contrat ? »

Le syndicat aurait un pouvoir négatif, si on lui accordait la faculté de contracter, sans ce qui en est le complément logique, le droit d'en poursuivre en justice l'exécution.

M. Jay estime que le contrat collectif est une stipulation pour autrui, car s'il y a des ouvriers représentés beaucoup d'autres ne le seront pas, qui pourront cependant profiter des avantages procurés par le contrat de travail. Il pourrait néanmoins y avoir mandat si les statuts chargent expressément le syndicat de la conclusion du contrat collectif. Dans toutes les opinions qui précèdent, le contrat collectif de travail est un véritable contrat de droit civil.

Il a été soutenu (1), qu'il n'y avait pas là véritable contrat de droit civil, mais bien simple déclaration faite par les patrons, dans laquelle ils fixent les conditions auxquelles il leur sera possible d'embaucher les ouvriers. Cette déclaration ne remplace, en aucune façon, les contrats particuliers qui seront faits ultérieurement pour chaque ouvrier, mais sur la base une fois déterminée. Cette sorte de traité de paix ne saurait produire aucune obligation civile de nature contractuelle. Si on admettait pareille thèse, ces conventions, signées par les patrons

(1) Moissenet, *Etude sur les contrats collectifs en matière de conditions de travail*, thèse, Dijon, 1903.

et les syndicats, ne sauraient donner naissance à aucune action en justice.

La doctrine semble bien admettre que le syndicat fait une stipulation pour autrui et que par suite, il peut demander l'exécution du contrat qu'il a passé pour le compte des syndiqués, ses membres. Je pense qu'il faut repousser l'opinion de M. Moissenet, et voir dans l'acte fait par le syndicat un véritable contrat de droit civil. Le syndicat peut ester en justice pour réclamer l'exécution des clauses consenties et même peut demander des dommages-intérêts pour inexécution du contrat ; je ne partage pas, sur ce point, l'opinion de M. Deslandres qui déclare que le syndicat ne peut demander des dommages-intérêts parce que les faits se sont passés en dehors de lui et postérieurement au contrat.

Voyons maintenant ce que dit la jurisprudence.

Les principes ont été posés par un arrêt de la cour de Dijon en date du 28 juillet 1890, confirmé par la cour de cassation, le 1^{er} février 1893 (1). C'est l'affaire du syndicat de Chauffailles. Il s'agissait de la violation, par un patron, des clauses d'un contrat collectif de travail, au préjudice d'un certain nombre d'ouvrières.

« Attendu, dit l'arrêt de la cour de cassation, que les administrateurs de ce syndicat....., prétendant qu'ils ont été parties principales à la convention, soutiennent qu'ils ont le droit de former, au nom et au profit exclusif

(1) D., 1893, 4, 241.

du syndicat, une action en dommages-intérêts, pour réparation des infractions qu'ils imputent aux défendeurs... attendu que l'arrêt dénoncé, tout en reconnaissant que la fixation du taux des salaires, et la réglementation des heures de travail rentrent dans la catégorie des intérêts généraux dont la défense appartient aux syndicats professionnels, déclare que celui de Chauffailles n'a été, dans l'espèce qu'un simple intermédiaire entre les propriétaires de l'usine et leurs ouvrières, auxquelles seules diverses concessions étaient faites ; que le syndicat n'a aucunement souffert des manquements reprochés aux patrons, et que seules aussi les ouvrières, en nombre très restreint, au préjudice desquelles ces manquements ont pu être commis, en ont éprouvé un dommage purement personnel....., que le syndicat, qui n'est intervenu que pour accepter, en leur nom, les offres qui leur étaient faites, n'avait pas été de son chef partie au contrat et n'avait, par conséquent, aucun droit pour en revendiquer les effets... »

La cour repousse l'action du syndicat, parce que celui-ci n'a joué que le rôle d'un pur intermédiaire, il n'avait aucun intérêt à l'action.

Un arrêt du tribunal de commerce de la Seine, du 4 février 1892 (1), déclare l'action du syndicat recevable dans une certaine mesure. La Compagnie des omnibus avait violé une clause du contrat collectif, relatif à la

(1) D., 1903, 2, 25 (en sous-note).

durée du travail de ses employés; un conflit en naquit, et le syndicat demandait, en justice, des dommages-intérêts, en réparation du préjudice causé. Le tribunal de commerce lui refusa des dommages-intérêts, estimant que le préjudice moral qu'il avait subi était suffisamment réparé par la condamnation et la publicité qui était donnée au jugement, mais lui donna gain de cause en ce qui concerne l'exécution future du contrat.

« Attendu, dit le jugement, qu'il (le syndicat) peut ester en justice, mais seulement pour la défense des intérêts communs et collectifs en vue desquels il a été créé ; d'où il suit qu'il n'est recevable que dans les instances où le jugement à intervenir est de nature à intéresser l'association, et non l'un ou plusieurs des membres du syndicat, à l'exclusion des autres ; et attendu que le préjudice dont la réparation est demandée a pour base le paiement des heures supplémentaires, que la Compagnie des omnibus aurait fait faire à un certain nombre de ses employés ; que ce préjudice, en admettant qu'il fût justifié, ne saurait être réparé qu'à l'égard de ceux auxquels il a été causé ; qu'il s'agit là, non d'intérêts communs à l'universalité des membres du syndicat, mais bien de droits individuels, pour la poursuite desquels la chambre syndicale n'a pas qualité pour ester en justice ; qu'en conséquence, il échet de déclarer de ce chef la demande non recevable et mal fondée ; par ces motifs, dit que dans le mois de la signification du présent jugement, la Compagnie générale des omnibus sera tenue de ne faire

travailler ses employés que 12 heures par jour..... sinon et faute de ce faire dans ledit délai, et icelui passé, la condamne, dès à présent, à payer à la demanderesse la somme de 100 francs par jour de retard pendant un mois. »

Cette thèse du tribunal de commerce de la Seine a été reprise par le tribunal de Cholet, dans un jugement du 12 février 1897 (1) et par le tribunal de Bourgoin, le 21 juin 1901, confirmé par la cour de Grenoble, le 6 mai 1902 (2).

« Attendu, dit le tribunal de Cholet, qu'il ressort clairement des travaux préparatoires, du texte et de l'esprit de la loi du 21 mars 1884 que le législateur n'a point entendu confiner les syndicats professionnels dans le domaine purement abstrait des questions théoriques ; qu'en exprimant, aux termes de l'article 3, qu'ils ont pour objet, non seulement l'étude, mais encore la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, il leur a ainsi attribué le pouvoir, non pas assurément de s'ingérer dans les affaires purement personnelles de tels ou tels de leurs membres pris individuellement, mais le droit de contracter, et par conséquent, puisqu'on ne saurait concevoir une obligation sans sanction, le droit d'ester en justice pour y soutenir les intérêts de la généralité des syndiqués..... »

(1) D., 1903, 2, 25.

(2) D., 1903, 2, 34.

Le tribunal de Bourgoin a accordé des dommages-intérêts au syndicat s'inspirant de l'idée que nous trouvons également chez M. Perreau (1).

« La violation du contrat, même si elle se produit au détriment de quelques-uns seulement des syndiqués, ne constituera-t-elle pas une atteinte à l'intérêt professionnel, que le syndicat a la mission de défendre, et à raison duquel il a contracté ? La chose paraît évidente. Le syndicat subit d'autre part un préjudice moral ; toutes les fois que les intérêts professionnels de quelques-uns de ses membres sont impunément lésés, son autorité morale, son recrutement même, peuvent de ce fait se trouver compromis. A ce point de vue encore, le préjudice causé aux syndiqués n'est pas seulement un préjudice individuel ; c'est, en même temps, un préjudice collectif pouvant justifier l'exercice par le syndicat de l'action collective. »

Il est logique, me semble-t-il, que le syndicat obtienne des dommages-intérêts, sans préjudice d'ailleurs de ceux que les syndiqués lésés pourront obtenir individuellement.

Et cela est vrai aussi bien des syndicats ouvriers que des syndicats patronaux. Le patron doit pouvoir obtenir par le syndicat auquel il est affilié des dommages-intérêts du syndicat ouvrier qui a violé les conditions contenues dans le contrat collectif ; mais pour arriver à ce

(1) Perreau, *op. cit.*, p. 136.

résultat, il importe que les syndicats soient riches et puissants pour pouvoir répondre sur leurs biens des conditions qu'ils acceptent pour leurs membres. A cette condition seule, le contrat collectif pourra prendre l'extension désirable et produire tous ses bienfaits.

Que le législateur consacre ces deux droits du syndicat : droit d'estimer en justice, pour réclamer l'exécution du contrat et droit de demander en justice des dommages-intérêts pour inexécution des clauses du contrat collectif.

Il nous reste enfin à étudier, pour terminer ce chapitre, la question de la capacité commerciale des syndicats.

Les syndicats ont tendance à vouloir faire des actes de commerce ; je ne parle évidemment pas des syndicats révolutionnaires. Si certaines associations n'ont en vue que la défense des intérêts professionnels par une lutte âpre et violente, il en est d'autres qui envisagent leur rôle sous un tout autre aspect. « Elles travaillent à l'éducation progressive des travailleurs, à l'amélioration de l'organisation sociale, voire même à une transformation des méthodes et des formes économiques, par la collaboration de toutes les activités. Tantôt, elles recherchent les moyens de fortifier la situation des ouvriers dans leurs rapports avec les chefs d'entreprise, tantôt elles songent à modifier les conditions de la production elle-même. »

Les syndicats ont cherché à exploiter une mine, une

marque de fabrique; à acheter des marchandises pour leurs membres; à vendre les produits de leurs adhérents; c'est principalement dans l'agriculture que l'on trouve des syndicats cherchant à faire des actes de commerce. La jurisprudence s'est montrée hésitante, se demandant si la loi de 1884 ne défendait pas tout empiètement sur le domaine des affaires.

Je crois que dans la législation existante, nous ne pouvons trouver de quoi autoriser les syndicats à faire des actes de commerce ; ils contreviendraient, en effet, à l'article 3 et même à l'article 6, puisqu'en faisant le commerce, ils chercheraient un gain, et que ses manières d'acquérir sont assez limitées, comme nous l'avons vu ; de plus, ce serait créer des sociétés commerciales échappant aux mesures protectrices du code de commerce et de la loi de 1867.

Les syndicats professionnels, à l'heure actuelle, en employant un moyen détourné, restent dans la légalité, tout en faisant des actes de commerce.

Ils peuvent créer des sociétés coopératives. Il y a alors juxtaposition de la coopérative et du syndicat, entre lesquels il peut s'établir une sorte de division du travail, la coopérative se chargeant des services d'ordre matériel et le syndicat se cantonnant dans l'étude et la défense des intérêts professionnels. Le syndicat pourra créer la coopérative, soit sous la forme civile, soit sous la forme commerciale. Laissant de côté le reproche que l'on a fait à ce procédé d'être beaucoup trop coûteux,

il faut voir son principal défaut dans ce fait que le syndicat et la société sont et doivent rester deux choses absolument distinctes.

Le procédé n'est pas pratique et il n'est que trop certain qu'un syndicat de patrons ne peut, sans violer la loi, posséder une marque de fabrique ou un brevet d'invention et l'exploiter. L'adjudication des marchés de travaux publics est également fermée au syndicat, s'il ne veut pas instituer dans son sein une société coopérative de production, distincte de lui-même et rentrant dans les prescriptions de la loi du 24 juillet 1867.

C'est surtout depuis le grand développement des syndicats agricoles, que les difficultés se sont élevées. Nous avons vu que les syndicats agricoles ont déjà rendu d'immenses services à leurs membres et qu'il serait heureux qu'ils puissent faire la vente des produits de leurs membres. On s'est demandé si un syndicat agricole qui fait des achats d'engrais ou de semences à l'avance, sans commandes préalables de ses membres, pour les répartir entre eux dans la suite, ne faisait pas acte de commerce. Fallait-il reconnaître au syndicat le droit d'acheter, pour ses adhérents, les outils nécessaires à l'exercice de la profession ?

Sur la légitimité d'une exploitation industrielle ou agricole directe, les tribunaux n'ont jamais varié.

Une association professionnelle de mineurs ne peut acquérir et exploiter une mine, qu'à la condition de constituer une société civile ou commerciale indépen-

dante. (Voir, dans ce sens, trib. Saint-Etienne, 29 mai 1889 ; Lyon, 26 mai 1891 (1).

« Attendu, dit le tribunal de Saint-Etienne..., qu'il (le syndicat) paraît ne pas avoir compris que son obligation ne sera remplie que le jour où, dépouillant cette apparence d'un syndicat destiné à exploiter les mines, il aura formé une société civile régulière.... qu'une exploitation de cette nature est en effet interdite aux associations professionnelles. »

Mais il y a des décisions contradictoires sur la légitimité des opérations d'achat et de vente, que le syndicat peut faire pour le compte ou au profit de ses membres. Un arrêt de la cour de Lyon, du 21 avril 1896 (2), dénie cette légitimité :

« Attendu que vainement les appelants prétendent que leur syndicat était le représentant unique des propriétaires ou des concessionnaires des sources pour la vente des eaux, et que c'était là un fait licite, dont les conséquences ne sauraient être délictueuses ; qu'en accordant aux personnes qui exercent la même profession ou des métiers similaires, ou des professions connexes, le droit de se constituer en syndicats, la loi du 21 mars 1884 a nettement et limitativement déterminé l'objet de ces syndicats, qui ne peut être autre que l'étude et la défense des intérêts économiques industriels, commer-

(1) D., 1891, 2, 201.

(2) S., 1896, 2, 164.

ciaux et agricoles et qu'elle n'a nullement accordé à ces syndicats le droit de faire le commerce, ni des actes de commerce..... »

Dans le même sens, une décision du tribunal de commerce du Mans, en date du 6 mars 1894 (1) :

« Attendu que la loi de 1884 est journellement violée par les syndicats, qui achètent des marchandises de toutes sortes pour les revendre avec des bénéfices souvent supérieurs à ceux du commerce ; attendu que ces syndicats font au commerce local, une concurrence d'autant plus grande qu'ils n'ont à supporter ni patente, ni impôts, tandis que les commerçants, en dehors de la patente et des autres impôts du commerce, ont des frais plus élevés de loyer, de manutention, des charges de famille, que n'ont pas les syndicats... »

Le tribunal commercial de Saint-Nazaire, le 16 juin 1894, dispose (2) :

« Attendu que l'article 3 déclare que les syndicats professionnels... ne peuvent avoir d'autre objet que l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; qu'ils ne peuvent, par suite, être considérés comme commerçants, ni faire des actes de commerce... »

La cour de cassation, le 19 juin 1908, refuse au syndicat des confiseurs-pâtisseries et chocolatiers de la ville

(1) Sous Angers, 29 octobre 1894, S., 95, 2, 80.

(2) S., 1894, 2, 314.

de Marseille, le droit de posséder une marque de fabrique ou de commerce (il s'agissait, en la matière, d'un gâteau appelé le Colombier) (1).

« Attendu qu'un syndicat ne saurait légalement posséder une marque de fabrique ou de commerce ;

« Attendu, en effet, qu'un syndicat professionnel, à qui il est interdit de se livrer à aucune opération commerciale ou industrielle, ne peut faire usage d'une marque de fabrique ou de commerce.... »

Ces décisions judiciaires refusent formellement au syndicat le droit de faire le commerce ; celles qui suivent admettent un léger tempérament à ce principe.

La première est un arrêt de la cour de Bordeaux du 16 avril 1888 (2) :

« Attendu qu'en traitant, en sa qualité de trésorier du syndicat, dont il fait lui-même partie, Tenant n'a point fait une opération commerciale et n'a agi que comme propriétaire, qu'il a d'ailleurs livré les sucres vendus par Frugès au même prix, sans réaliser de bénéfice, et sans la moindre pensée de spéculation personnelle ; qu'il importe peu que, pour rendre plus facile le recouvrement du prix des marchandises, l'appelant ait autorisé Frugès à tirer directement des traites sur lui ; que cette stipulation n'a pas modifié la nature du traité

(1) *Bulletin office du travail*, juillet 1908, p. 663.

(2) D., 1890, 2, 70.

dont le but et le caractère à l'égard de Tenant, n'avaient rien de commercial... »

Il résulte, de cet arrêt, que le trésorier d'un syndicat d'agriculteurs qui achète des denrées, pour les céder aux membres du syndicat, sans aucune majoration, ne fait pas acte de commerce.

La seconde décision émane de la cour de Toulouse; elle porte la date du 26 mars 1889 (1) :

« Attendu, qu'en vertu de la loi du 21 mars 1884, il a été constitué à Albi (Tarn), un syndicat agricole dans le but de procurer à ses seuls membres, aux conditions les plus favorables, et en traitant directement avec les fabricants, les matières premières nécessaires à l'agriculture, notamment les engrais chimiques ; attendu que pour réaliser cet objet et recouvrer les frais de correspondance, de réception, de manutention, de délivrance, etc., il est nécessaire de faire subir aux matières achetées, une faible majoration, qui représente simplement les déboursés ; attendu, dans ces conditions, bien précisées, que le syndicat agricole du Tarn ne se livre par suite, à aucun acte de commerce, qu'il n'est mû par aucune idée de spéculation, et joue le rôle de pur intermédiaire, ne tirant aucun profit de son intervention ; attendu que, pour éviter des complications purement matérielles et simplifier son action, le syndicat agricole s'est adressé à Roumiguère, non commerçant... que

(1) D., 1890, 2, 144.

Roumigiùère, préposé du syndicat, son commis ou gérant, a été autorisé, pour se couvrir de son salaire et de son loyer, à prélever les déboursés plus haut mentionnés et variant, selon le cas, entre 50 centimes et 3 % par 100 kilogr. de matières fertilisantes et autres; que cette redevance, calculée avec rigueur et destinée à couvrir le syndicat simplement de ses frais généraux et des frais accessoires à chaque marché, n'a en aucune façon le caractère d'une commission commerciale, puisqu'elle sert uniquement à rémunérer exactement Roumigiùère de ses peines comme commis et de son bail..... »

Ainsi si le syndicat fait ses opérations, sans qu'il en résulte pour lui de bénéfice, l'acte est toléré. La jurisprudence, qui se montrait ainsi tolérante, était couverte, en 1888, par le ministre du commerce d'alors (1).

La cour de cassation est venue jeter le désarroi dans cette jurisprudence bienveillante, par un arrêt du 29 mai 1908 (2). Elle décida que « *tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre, est un acte de commerce....* qui est interdit aux syndicats, fût-il opéré sur commande et sans esprit de lucre. Aucune loi n'a eu pour but ou pour effet, d'attribuer aux syndicats agricoles des droits plus étendus que ceux qu'ils tiennent de la loi de 1884, ni de modifier les conditions fondamen-

(1) Lettre du ministre du commerce du 27 avril 1888 au président de la chambre de commerce de Paris, *J. off.*, *Doc. parl.*, 1892, p. 207.

(2) D., 1909, 1, 23.

tales de leur organisation telles qu'elles ont été fixées par ladite loi. »

Au sujet de cet arrêt, M. Hitier (1), écrit que « l'acte de commerce, tel qu'il est défini par le code est interdit aux syndicats ; voilà tout ce qu'il y a dans l'arrêt... La pratique du groupement des commandes, par le syndicat servant d'intermédiaire entre ses membres et les fournisseurs est et reste licite, du moment que le syndicat s'abstient de prélever un bénéfice et se borne à se couvrir de ses frais. »

C'est bien là, en effet, que nous a amenés l'examen ci-dessus. Le syndicat ne peut pas faire d'actes de commerce proprement dits ; c'est-à-dire qu'il ne peut pas poursuivre ainsi les bénéfices ; s'il se contente de se rémunérer de ses frais, en majorant légèrement le prix des marchandises qu'il fournit à ses adhérents, il ne sort pas de la légalité, ou tout au moins du domaine fixé par la jurisprudence. De l'interdiction faite aux syndicats de faire des actes de commerce, résulte l'impossibilité de faire des actes de spéculation, même non commerciales, ayant des immeubles pour objet. Ils ne pourront se transformer en sociétés immobilières, dont l'objet est d'acheter pour revendre, ou pour louer avec bénéfice ; et ils ne peuvent même pas posséder d'immeubles de rapport. Il y a donc là une entrave certaine au développement du syndicat.

(1) *Revue d'économie politique*, janvier 1909, p. 57.

Que devra être le projet de réforme à cet égard ? Devra-t-il englober, dans un seul et même régime, tous les syndicats professionnels ? Les ouvriers urbains et les ouvriers ruraux diffèrent à de multiples points de vue ; cependant il est préférable de faire une législation générale ; car pourquoi élever un mur entre les ouvriers industriels et les ouvriers agricoles ? La différence qui existe n'est cependant pas aussi considérable qu'il semblerait de prime abord. Le syndicat achète des outils, comme peut le faire le syndicat industriel pour ses membres. On pourrait, à la rigueur, si on tenait absolument à faire des distinctions, distinguer les syndicats professionnels qui opèrent des achats en gros de matières premières pour le compte de leurs membres, et ceux qui décrètent la grève pour obtenir une augmentation de salaires ; mais il vaut mieux les englober dans une même législation.

On a beaucoup discuté sur l'opportunité qu'il y avait à concéder aux syndicats la faculté de faire le commerce. On a pensé que l'octroi de la capacité commerciale détournera les syndicats de leur objet ; l'association professionnelle étant, d'après les adversaires de la réforme, un organe de lutte, ce serait briser l'homogénéité de ses efforts. Les énergies syndicales, déjà trop rares, abandonneront l'action corporative, pour se tourner vers la recherche du lucre ; c'est faire courir au patrimoine syndical de biens gros dangers, que de l'exposer ainsi à disparaître dans une entreprise commerciale. De

plus la spéculation aura tendance à fermer le syndicat ; les membres actuels verront en effet d'un mauvais œil de nouveaux venus puisqu'ils viendront diminuer la part de chacun des syndiqués. Au cours d'une enquête organisée par le journal *l'Aurore*, en 1900, on releva des répugnances dans la classe ouvrière à accepter le projet de la capacité commerciale des syndicats.

« Si on donne aux syndicats, disait le citoyen Braun, secrétaire de la fédération métallurgique de France, la liberté de faire le commerce, on les lancera dans une voie pleine de dangers pour leur organisation. Devenus commerçants, ayant par là même des intérêts matériels à défendre, ils se laisseront peut-être détourner de leur but, qui est de lutter sans trêve pour la conquête de l'indépendance du travail, pour la substitution au régime de production actuellement en usage, d'un régime de production par les travailleurs organisés ; là, pour moi, est le danger. »

« La loi, disait M. Vaillant, dans l'exposé des motifs d'une proposition de réforme de la loi de 1884, la loi qui ferait du syndicat une société de commerce, d'industrie ou d'échange, serait une loi de désorganisation syndicale et ouvrière. »

D'après le citoyen Leproux, « donner aux syndicats le droit de commercer, c'est sûrement détourner les travailleurs organisés de la lutte des classes ; leur permettre de faire le commerce, c'est entraîner tous ceux, qui, syndiqués d'hier, n'ont pas encore profondément

ancré le sentiment de la lutte des classes, vers des opérations capitalistes. Le nombre des syndiqués augmenterait, c'est vrai, mais ils ne le seraient plus que de nom. Transformées en coopératives, les intérêts des corporations disparaîtraient pour faire place à ceux des petits actionnaires, la lutte aurait pour but de gagner de l'argent et de partager des dividendes....—; que ceux des camarades qui veulent faire le commerce, adhèrent aux coopératives, mais que les syndicats restent l'arme du prolétariat contre le capital, et soient surtout l'école et l'asile du socialisme. »

On retrouve la même idée dans la réponse de M. Keufer, secrétaire de la Fédération du Livre.

« Formés déjà avec tant de peine, au prix de persévérants efforts et de lourds sacrifices, les syndicats, devenant industriels et commerçants, seraient voués aux plus funestes divisions, à la désagrégation rapide par la poursuite exclusive d'intérêts matériels, par les inévitables soucis, les rivalités, les difficultés d'argent et d'administration. »

M. Jaurès, au contraire, envisage l'éventualité de la puissance commerciale des syndicats avec plus de sérénité.

« Si, dit-il, la capacité commerciale devait être dangereuse, il serait plus dangereux encore de la refuser car la classe ouvrière proclamerait ainsi elle-même, qu'elle a besoin d'être sous la tutelle des prohibitions bourgeoises. Elle proclamerait qu'elle est mineure et

entend le rester, et déclarerait solennellement qu'elle est incapable de faire un usage prévoyant et habile d'une liberté..... Repousser une liberté sous prétexte qu'on s'en servirait mal, c'est la défiance suprême de soi; c'est un tel aveu d'impuissance, que si la classe ouvrière le confirmait, elle se frapperait elle-même pour longtemps d'incapacité révolutionnaire. »

M. Jaurès engage donc la classe ouvrière à accepter la liberté qu'on lui offre, sans se préoccuper des résultats qu'elle pourra donner ; mais il semble présumer qu'elle pourra les faire produire à son avantage, si elle sait en tirer parti.

Certains économistes pensent qu'en rendant les syndicats capitalistes, on les mènera directement à l'expropriation des instruments de travail, et on organisera le triomphe prochain du collectivisme. Les partisans de la réforme escomptent, étant donné la sagesse des travailleurs, et la confiance qu'on marque à leur égard, comme l'avait demandé M. Waldeck-Rousseau lors du vote de la loi, qu'il en résultera un grand bénéfice matériel pour les ouvriers et que ce sera excellent au point de vue moral. Le syndicalisme doit jouer dans l'évolution sociale un rôle prépondérant ; mais, pour cela, il faut qu'il s'adapte aux exigences de la vie. Les groupements ouvriers doivent s'adonner à l'éducation de leurs membres, et, tout en poursuivant un idéal, ils doivent « leur inculquer de plus en plus le sens des réalités pratiques, le sens des responsabilités, »

Les syndicats industriels ont beaucoup à gagner à observer le réalisme pratique des syndicats agricoles. Les violences, les beaux discours ne mettront pas fin à la turbulence syndicale. De leur propre expérience, les syndicats tireront un enseignement profond.

« Comme compensation à tous les risques (que l'on prévoit), les associations ouvrières pourront espérer alimenter leurs caisses de ressources nouvelles quelque jour abondantes, qui serviront à leur expansion. Elle verront aussi s'accroître le nombre de leurs membres, car il n'est pas téméraire de penser que par l'attrait d'avantages matériels immédiats, les indifférents, les timides, les égoïstes qui sont légion, se laisseront plus aisément tenter (1). »

En somme, que demandent les syndicats agricoles ? c'est la reconnaissance légale pour les actes de distribution, de coopération, qu'ils font à l'heure actuelle ; la plupart d'entre eux ne pratiquent que les achats et reventes des objets nécessaires à la production agricole ; quelques-uns, la vente des produits du travail de leurs membres ; il en est de même pour les syndicats industriels. Il serait très sage, je pense, d'accorder aux syndicats la faculté de faire ces actes, qui, en somme, ne sont pas purement commerciaux. Leur accorder une capacité commerciale illimitée serait peut-être une réforme inopportune, et qui n'aurait sans doute pas tous les avantages

(1) Cahen, *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1909, 8, p. 353.

que ses partisans veulent bien lui trouver ; que les syndicats fassent leur éducation et se montrent aptes à posséder la capacité commerciale pleine et entière ; d'ici là qu'on développe leur capacité de façon à donner aux syndicats agricoles en particulier le moyen de faire certains actes de commerce.

Nous voici arrivés à la fin du chapitre, et il nous faut répondre à la question que nous nous posions au début. Convient-il d'étendre la capacité juridique et civile des syndicats professionnels ? Je le pense. Au point de vue de la capacité civile, donner aux syndicats le moyen d'élargir leur patrimoine pour en assurer la stabilité ; déterminer d'une façon précise le droit du syndicat en matière de contrat collectif, qu'il convient de développer, pour améliorer les rapports du travail et du capital ; enfin favoriser de nouveau l'essor syndical en donnant au syndicat le droit de faire certains actes de commerce dans l'intérêt de ses membres. Il est à souhaiter que cette extension de la capacité syndicale que le cabinet Briand mettait à son programme dans sa déclaration ministérielle du 8 novembre 1910 se fasse, en dépit des protestations des révolutionnaires.

« N'est-il pas clair que si les syndicats se mettaient à faire œuvre pratique, œuvre commerciale, ou œuvre d'assistance au lieu de rester des centres de creuses déclamations et d'excitations violentes, ce serait un excellent moyen d'éducation de leurs adhérents ? Seulement, et c'est là ce que craignent les révolutionnaires, cette ac-

tivité féconde les détournerait des agitations stériles ; elle leur montrerait aussi qu'il n'est pas toujours aisé aux commerçants et aux industriels de gagner de l'argent ; en même temps que la possession d'un avoir important, et la crainte d'indemnités à payer, donneraient aux syndiqués le sentiment de leur responsabilité, et les rendraient quelque peu conservateurs dans le sens le plus large et le plus sain du mot. Ce serait utile à tout le monde, sauf à ceux qui se font de l'amour du peuple une carrière » (1).

« Le projet déposé par M. Millerand précise et accroît les droits conférés aux syndicats au point de vue de leurs biens par la loi de 1884.

« Il leur confère formellement la personnalité civile et leur donne, par une formule également très large, le droit d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou onéreux, des biens meubles et immeubles. D'autre part, il confère aux syndicats dans les conditions exceptionnellement avantageuses par rapport au droit commun, le droit de faire des actes de commerce » (2).

La proposition déposée par M. Vaillant en 1903, donne aux syndicats la pleine capacité d'acquérir des biens meubles et immeubles, mais leur refuse la personnalité civile ; la proposition est volontairement muette sur le droit d'ester en justice.

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Economiste français*, 18 juin 1904, p. 892.

(2) Barthou, *Action syndicale*, p. 165.

CHAPITRE III

FAUT-IL ÉTENDRE LA LOI DE 1884 AUX FONCTIONNAIRES ET AUX PROFESSIONS LIBÉRALES ?

Cette question des syndicats de fonctionnaires est l'une des plus graves de notre époque, étant donné les conséquences qu'elle peut avoir suivant que l'affirmative ou la négative aura triomphé.

Qu'est-ce au juste qu'un fonctionnaire ?

« Je n'en vois pas d'autre définition que celle-ci : est fonctionnaire, tout individu qui est associé par les gouvernants, directement et d'une manière permanente, à l'accomplissement d'une mission, qui, à un moment donné, et dans un certain pays, est considéré comme s'imposant juridiquement aux gouvernants » (1).

« J'appelle fonctionnaire, dit M. Berthélemy (2), qui-conque est personnellement au service d'une administration publique, le cantonnier comme le préfet, le maître d'école aussi bien que le conseiller d'Etat. »

(1) Duguit, *Revue politique et parlementaire*, 1906, 48, p. 29.

(2) *Revue de Paris*, 15 février 1906, p. 885.

On peut se demander quelle est la nature de l'acte qui lie le fonctionnaire à l'Etat.

« La nomination d'un fonctionnaire résulte d'un accord entre le dépositaire de la puissance publique qui confère la fonction, et le citoyen qui l'accepte. On trouve dans cet accord les éléments qui, aux termes du droit, sont constitutifs d'un contrat : la capacité des parties, la liberté du consentement, l'existence d'une obligation, une cause licite » (1).

Le gouvernement prend comme fonctionnaires qui bon lui semble, et les candidats aux fonctions publiques sont libres lorsqu'ils acceptent les conditions que leur fait l'Etat. Les obligations du fonctionnaire résident à la fois dans le service qu'il doit à l'Etat, et dans les divers avantages ou rémunérations que l'Etat lui offre en retour de ce service.

Il y a bien dans l'acte de nomination d'un fonctionnaire un contrat : ce qu'il y a de spécial dans ce contrat, c'est que les conditions en sont fixées unilatéralement par les représentants de la puissance publique. En fait, l'Etat pourrait agir par voie de contrainte, comme pour le service militaire ; mais il ne le fait pas, car il serait plus mal servi ; il serait, en plus, obligé de prendre des gens pour toute leur vie ; et en supposant qu'il trouve facilement chez eux les connaissances financières, administratives qui sont nécessaires, il y aurait une véri-

(1) Demartial, *Revue générale d'administration*, février 1907, p. 130.

table tyrannie. Aussi, l'Etat préfère-t-il recruter par voie de concours les éléments nécessaires. Le contrat repose sur cet appel à la concurrence, tout comme dans les marchés de travaux de fournitures, sur la publicité donnée aux privilèges inhérents à chaque carrière.

La situation du fonctionnaire vis-à-vis de l'Etat, tient donc à la fois du contrat et de l'acte de puissance publique. Le fonctionnaire accomplit une besogne dont l'Etat s'était chargé; l'Etat, qui représente l'intérêt général, lui concède une partie de la puissance publique, et il en résulte que la fonction est par sa matière hors du droit commun, tout comme les intérêts qui s'y rattachent; on ne saurait donc, semble-t-il, appliquer ici la loi de 1884 qui est la loi de droit commun pour les intérêts professionnels.

« Le lien juridique qui unit l'Etat et le fonctionnaire, écrit M. Germain (1), n'est point, comme il a été cependant soutenu, un contrat semblable au précaire de droit romain. Le précaire de droit romain est le contrat par lequel une personne, propriétaire d'une chose, en concède gratuitement la possession à une autre, avec le droit d'en user librement, à charge de restitution à la première réquisition. La théorie du précaire ne peut expliquer la fonction publique, puisque le précaire est un contrat à titre gratuit, et que les fonctionnaires ont en général un traitement, puisque le précaire, le nom

(1) Germain, thèse, Paris, 1907, p. 96.

l'indique, est une concession à titre précaire, et que la fonction publique, aujourd'hui du moins, est généralement concédée à vie. » Ce fait, que le fonctionnaire, a le plus souvent un traitement, et ne peut être révoqué sans motif grave, le différencie du mandat du droit romain qui était essentiellement gratuit et toujours révocable par le mandant.

Un auteur allemand voit dans le lien qui unit le fonctionnaire à l'Etat, un contrat *sui generis*, qui ne peut être classé parmi les autres contrats communs ; il le qualifie de « contrat de service public » (*dienstvertrag*).

Il semble bien qu'il y a contrat, puisque l'Etat a une obligation de payer, le fonctionnaire une obligation de faire à remplir. Le fonctionnaire, disions-nous plus haut, reçoit de l'Etat avec la fonction, une partie de la puissance publique ; il en résulte qu'on ne peut assimiler la condition juridique du fonctionnaire à celle de l'employé privé. Si l'employé privé ne remplit pas ses obligations, il n'a de responsabilité que vis-à-vis de son patron ; si, au contraire, le fonctionnaire manque à ses devoirs, ce n'est pas l'Etat qui le blâmera, ce sera derrière lui la nation qui lui demandera des comptes.

« N'est-il pas évident, disait M. Spüller (1), qu'un fonctionnaire ne saurait recevoir un traitement fixe, réclamer des garanties de stabilité, sauf les cas de peine disciplinaire, avoir droit à une pension de retraite,

(1) Circulaire ministérielle du 7 septembre 1887.

et puis, tout à coup, changeant de rôle et de caractère, se présenter comme travailleur libre et demander au droit d'association de défendre ses intérêts contre l'Etat, comme un ouvrier défend les siens, à ses responsabilités et péril contre ceux du patron ? »

Que veut le candidat à une place de fonctionnaire ? Il veut la sécurité. C'est l'esprit de beaucoup de nos contemporains ; ils ne veulent pas courir les risques d'une entreprise personnelle ; ils préfèrent s'en rapporter à l'Etat du soin de leur existence : le fonctionnaire cherche dans la fonction publique un abri contre les vicissitudes économiques, contre les crises, les chômages ; la loi lui accorde des garanties que n'ont pas les ouvriers ou les employés privés (conseils disciplinaires contre les révocations arbitraires par exemple). Cette sécurité que le fonctionnaire a voulue, il doit la payer d'un peu de sa liberté.

Les articles 123 et 126 du code pénal, a-t-on dit, en punissant les coalitions de fonctionnaires, empêchent ceux-ci de se syndiquer.

Il convient de remarquer tout de suite que l'argument n'a aucune valeur.

L'article 123 punit, en effet, la coalition de fonctionnaires dans un but contraire aux lois, et l'on peut concevoir, ce me semble, un syndicat de fonctionnaires poursuivant un but tout à fait licite ; l'article 126 prévoit le cas de fonctionnaires décidant, après concert, de démissionner, ce qui aurait pour objet ou effet d'entraver ou

d'arrêter la marche d'un service public. Ces deux articles ne peuvent donc être invoqués contre le droit de syndicat des fonctionnaires.

Dans la circulaire adressée aux préfets par M. Waldeck-Rousseau, au sujet de l'interprétation de la loi de 1884, le ministre avait dit qu'il fallait, dans les cas douteux, interpréter la loi dans l'esprit le plus conforme à la liberté, et que la loi était faite pour tous les individus exerçant un métier ou une profession ; or, la cour de cassation refusa aux médecins le droit de se syndiquer, et il fallut une loi spéciale, celle du 30 novembre 1892, pour régler définitivement la question sur ce point ; ne peut-on pas inférer de ce fait, que la loi de 1884 ne peut être invoquée par les fonctionnaires ?

D'ailleurs, si l'on reconnaît aux fonctionnaires le droit de se syndiquer, on leur accordera aussi le droit de grève, étant donné la législation actuelle, a-t-on prétendu.

« Qu'est-ce qu'un syndicat ? (1) : Un groupement d'employés ayant pour but de discuter, à forces égales, avec un employeur, les conditions d'un travail donné. Je ne dis pas que le syndicat ait pour but unique la grève ; mais on ne peut contester que le droit de syndicat implique forcément le droit de grève ; car un syndicat d'employés ne peut discuter, à armes égales, les conditions du travail avec l'employeur, que s'il a l'arme de la grève.

(1) Duguit, *Revue politique et parlementaire*, 1906, 48, p. 29.

Cela posé, les gouvernants, quels qu'ils soient (rois, présidents, parlements d'aujourd'hui, conseils corporatifs de demain), ne peuvent permettre à leurs fonctionnaires de se syndiquer parce qu'ils ne peuvent reconnaître le droit de grève ; puisque les fonctionnaires sont, par définition, associés, d'une manière directe et permanente, à l'accomplissement d'une mission qui est juridiquement obligatoire pour les gouvernants ». On ne peut admettre le droit de grève pour les fonctionnaires, car l'Etat a besoin d'assurer la continuité des services publics, dans l'intérêt supérieur de la nation.

Un courant d'idées s'est formé pour ne pas se montrer aussi sévère envers les fonctionnaires ; et la distinction des fonctionnaires d'autorité, et des fonctionnaires de gestion est née.

Selon cette opinion, les fonctionnaires d'autorité, c'est-à-dire ceux qui détiennent une portion de la puissance publique, ne pourront pas se syndiquer, précisément parce que l'intérêt général, national, doit prendre le pas sur l'intérêt particulier ; les fonctionnaires de gestion, au contraire, qui ne détiennent aucune parcelle de puissance publique, pourraient se syndiquer.

Cette distinction, assez séduisante de prime abord, a cependant des défauts.

« A quel signe (1), à quel criterium pourra-t-on reconnaître que l'agent ne détient aucune portion de la puis-

(1) Pierre Girard, *Revue d'économie politique*, 1906, 20, p. 769.

sance publique ? » Comment déterminer si tel agent est un fonctionnaire ou un employé ? M. Bourguin voyait le critérium dans le pouvoir de verbaliser qui appartient aux fonctionnaires d'autorité ; il refusait, par suite, impitoyablement le droit de syndicat aux agents assermentés et ayant le pouvoir de verbaliser. La distinction n'est pas très pratique, car comment admettre qu'un fonctionnaire ne peut se syndiquer, tandis que son camarade immédiat, qui n'a pas ce droit de verbaliser, pourra profiter de tous les avantages accordés par la loi de 1884.

Si pareille distinction entrerait dans la législation, il faudrait procéder à une délimitation précise et minutieuse, car sans cela on ouvrirait le champ à l'arbitraire. Que de sources de conflits, que de chocs, et par suite que de troubles, cette division en deux parties distinctes amènerait dans la classe des fonctionnaires ! De plus, c'est une distinction extrêmement fragile, les fonctionnaires faisant simultanément parfois des actes des deux espèces. « Admettons, cependant (1), qu'il soit possible de distinguer nettement les fonctionnaires d'autorité de ceux de gestion ; sera-ce une raison pour assimiler ces derniers à des employés privés ? Comment ! le personnel d'un ministère pourra former un syndicat destiné à lutter contre l'autorité ministérielle, dont il

(1) Demartial, *Revue générale d'administration*, février 1907, p. 135.

est l'organe... les agents des postes pourront concerter une cessation du travail sous la protection de la loi même ? La question n'est pas de savoir si un fonctionnaire exerce ou non la puissance publique, mais de savoir s'il est ou non au service de la puissance publique. »

« On réclame bruyamment, pour les fonctionnaires, le droit de se syndiquer; et rien n'est plus propre à démontrer la déchéance actuelle du principe d'autorité, que le fait que pareille prétention ait pu être posée, et que même, elle ait reçu, de la part d'une fraction notable de l'opinion, un accueil favorable, car c'est la négation même du principe d'autorité. Il est bien entendu que nous parlons des agents de l'Etat, nommés par lui en tant que puissance publique et non des ouvriers qui peuvent être employés par l'Etat en tant qu'entrepreneur de travaux publics. Le syndicat est fait pour permettre à des ouvriers qui engagent leur travail à de puissants patrons, de débattre librement les conditions du contrat. Entre l'Etat et le fonctionnaire qu'il nomme, il n'intervient aucun contrat, ni exprès, ni tacite. Il y a nomination par un acte d'autorité à une fonction dont les conditions d'exercice sont souverainement réglées par la puissance publique. Sans doute, il faut que cette nomination soit acceptée ; elle est, le plus souvent, ardemment sollicitée, mais c'est manifestement jouer sur les mots que de voir dans cette acceptation, qui n'est autre

chose que la réserve de la liberté individuelle, le principe d'un contrat (1). »

Le but des syndicats étant la défense des intérêts professionnels, et l'organisation du travail d'une façon logique, on se demande comment on peut concevoir les fonctionnaires se révoltant contre l'autorité publique et la nation entière et réglant à leur guise les services publics.

« Non, dira-t-on (2), ils formuleront leurs vœux ; la représentation nationale leur donnera force de loi, seulement s'ils sont conformes à l'intérêt général. Je n'ai nulle envie d'interdire aux fonctionnaires de formuler leurs vœux et de présenter des doléances ; mais cela n'implique pas la nécessité du syndicat qui est un moyen formel de lutte. La limite peut être difficile à tracer ; il n'en est que plus nécessaire de la fixer et de la maintenir. »

Voici, d'autre part, ce qu'on lisait dans le *Temps* des 29-30 janvier 1906 : « Si les syndicats de fonctionnaires sont autorisés, ces syndicats s'affilieront à la C. G. T. Les fédérations jouissent d'un pouvoir absolument tyranique..... Le mouvement syndicaliste n'est pas décentralisateur, mais centralisateur et oppressif ; il est la négative violente de la liberté individuelle ; ce serait la

(1) Villey, *Revue d'économie politique*, 1907, 21, p. 723.

(2) Villey, *Revue d'économie politique*, 1907, 21, p. 724.

C. G. T., véritable conseil des Dix, qui donnerait le mot d'ordre aux syndicats de fonctionnaires. »

« Jusqu'ici (1), on a commis la faute de faire des fonctions publiques la chose des gouvernants. La faute ne serait pas moins grave, si on en faisait la chose des fonctionnaires. Ceux-ci, à moins d'être d'une humanité supérieure, dont on ne connaît pas encore d'échantillons, seraient fatalement amenés, non pas à faire passer, de propos délibéré, leurs intérêts particuliers avant l'intérêt public ; mais à avoir de l'intérêt public la conception la plus favorable à leurs intérêts particuliers. Comme la force serait au nombre, les fonctions publiques actuellement exploitées par en haut, le seraient par en bas ; on tomberait de Charybde en Scylla.... Il serait intéressant de savoir comment les syndicats, organes de résistance, se transformeront en organes de direction ; de quelle autorité relèveront les fonctionnaires dissidents ; ce que deviendront la hiérarchie et la spécialisation des fonctions, sous un régime fondé sur un principe essentiellement antihierarchique et niveleur, comment on s'arrangera, s'il se forme dans une même administration, non pas un seul syndicat, mais plusieurs, ce qui ne manquera pas d'arriver ; qui les départagera, en cas de conflit ; par quel artifice on maintiendra entre toutes ces associations autonomes la solidarité, qui doit

(1) Demartial, *Revue de droit public*, 1907, 24, p. 12 et 13.

unir les services publics d'un grand Etat, et l'unité de l'Etat elle-même. »

M. Demartial prévoit aussi que la reconnaissance du droit de syndicat, entraînera à reconnaître le droit de grève aux fonctionnaires, car les syndicats ne peuvent aller sans la grève ou, alors, seraient uniquement des amicales présentant des vœux aux pouvoirs publics, et comme personne ne veut reconnaître aux fonctionnaires le droit de faire grève, il vaut mieux proclamer qu'ils ne peuvent pas non plus se syndiquer. Il se montre partisan des simples associations de fonctionnaires, parce qu'elles peuvent rendre et ont en effet rendu d'éminents services, mais il ne veut pas de syndicats de combat, ce qui serait fatalement, si les fonctionnaires avaient le droit de se syndiquer.

C'est aussi la même opinion que soutint M. Berthélemy, au banquet mensuel de la fédération des industriels et commerçants français, le 22 octobre 1910.

« Les syndicats des industries monopolisées, disait-il, ne servent à rien, puisque les conditions de travail y sont fixées, non par le contrat, mais par les règlements et les lois.

« Puisqu'il ne peut s'employer à discuter les conditions du contrat de travail, à quoi va servir le syndicat des agents d'un service public ? L'organe, ici, créera la fonction. Unissons-nous d'abord, pensent-ils, nous verrons après ce que nous pourrions réclamer. Obligée de

revendiquer quelque chose pour justifier son existence, l'association dirige nécessairement sa force contre les chefs. Elle introduit la critique dans les rouages, où l'obéissance est le plus nécessaire ; elle devient le porte-parole des paresseux et des mécontents. Bientôt un état de malaise, de défiance mutuelle, s'établit entre les syndiqués et l'autorité. Que la colère s'en mêle, c'est la grève. Vous ne voulez pas de la grève, prohibez les syndicats. »

Le droit de syndicat a été par la majorité des ministères, sans distinction de nuances politiques, refusé aux fonctionnaires proprement dits (circulaires ministérielles des 20 septembre 1887, 31 août 1892, 13 décembre 1895, 1^{er} février 1897).

M. Dumay posa la question à M. Jules Roche, alors ministre du commerce et de l'industrie (1). M. J. Roche répondit :

« Je ne reconnais pas du tout aux agents du gouvernement le droit de mettre à exécution la loi sur les syndicats professionnels, parce que cette loi ne s'applique pas à eux. La loi sur les syndicats professionnels a donné cette liberté aux ouvriers, parce que deux intérêts privés étaient en présence, l'intérêt des patrons d'une part, l'intérêt des ouvriers d'autre part ; elle a voulu attribuer à tous les intéressés le droit d'user de la liberté naturelle pour faire prévaloir leurs intérêts.

(1) *J. Off.*, Chambre, *Déb. parl.*, séance du 17 novembre 1891.

« Les employés de l'Etat, eux, ne sont pas en présence d'un intérêt privé, mais bien d'un intérêt général, le plus haut de tous, l'intérêt de l'Etat lui-même, représenté par les pouvoirs publics, par la Chambre et le gouvernement ; par conséquent, s'ils pouvaient exécuter à leur profit la loi sur les syndicats professionnels, ce serait contre la nation elle-même, contre l'intérêt général du pays, contre la souveraineté nationale, qu'ils organiseraient la lutte. » La Chambre de 1891 approuva les déclarations de M. Jules Roche.

Le 11 novembre 1905, le ministre de la marine, M. Thomson, en présence de la grève des ouvriers des arsenaux de la marine, leur signifiait qu'il ne reconnaissait pas le droit de coalition à des travailleurs intéressés à la défense nationale. « Devant l'attitude du ministre de la marine et du gouvernement, l'Union fédérative des travailleurs de l'Etat (marine, guerre, finances, postes, travailleurs municipaux, assistance publique, instituteurs), mit la question du droit syndical à l'ordre du jour, dans une réunion tenue à la Bourse du travail de Paris, le 24 novembre ; les salariés des grands services publics déclaraient qu'ils devaient, en dépit des défenses réitérées du gouvernement, non seulement se syndiquer, mais encore se fédérer, et recourir, au besoin, à la grève générale, au cas où leurs droits acquis seraient contestés » (1).

(1) Beaubois, *Mouvement socialiste*, 2^e série, 5, 1906, p. 175.

M. Thomson maintint son opinion et refusa le droit de syndicat aux travailleurs de l'Etat.

Voici, maintenant, une lettre qu'écrivait, le 7 avril 1907, M. Clemenceau, en réponse au manifeste que lui avaient adressé certains fonctionnaires syndicalistes (1).

« Aucun gouvernement n'acceptera jamais que les agents des services publics soient assimilés aux ouvriers des entreprises privées, puisque cette assimilation n'est ni raisonnable, ni légitime. Vous êtes pourvus d'un emploi par décision officielle, et vous ne pouvez en être privés que dans certaines conditions fixées par la loi.

« Vous prenez place dans une société hiérarchisée, où vous recevez, pour un nombre limité d'heures de travail, un traitement établi par la loi ; où vous bénéficiez d'un avancement régulier, à l'abri des crises économiques, où le droit vous est donné de faire appel de toute mesure préjudicielle, à un conseil composé, pour partie, de délégués élus par vous ; où vous jouissez d'avantages divers, tels qu'un traitement de congé pendant la maladie, la gratuité de l'enseignement secondaire pour vos enfants, des réductions sur les tarifs des chemins de fer ; où il vous est constitué une retraite servie par l'Etat, où vous n'avez ni à débattre le taux de votre rémunération ni à vous prémunir contre la baisse des salaires, ni à vous assurer contre le chômage, ni à redouter un lendemain sans travail ou sans retraite, où, pour conclure,

(1) *Revue politique et parlementaire*, 1907, 52, p. 229.

vous apparaissez bien comme formant dans la société une catégorie spécialement avantagée, avec des droits et même, j'ose le dire, avec des devoirs particuliers.

« Au premier rang de ces obligations, il faut placer celle d'assurer la continuité du service public auquel vous êtes attachés. En acceptant une fonction de l'Etat, vous renoncez au droit d'abandonner votre travail par une entreprise concertée. Un contrat public, débattu par le Parlement, vous lie à la nation elle-même ; le rompre, par une action simultanée et collective, est autre chose qu'une grève ; c'est une entrave mise à l'exercice de la souveraineté nationale dans le fonctionnement d'un ou plusieurs de ses organes. Ce délit appelle, contre ceux qui s'en rendraient coupables, les sanctions prévues au projet du gouvernement. Vous êtes ainsi placés hors du droit commun des travailleurs des entreprises privées. C'est pourquoi la loi du 21 mars 1884, faite pour les salariés que menacent les variations dans les échanges économiques, ne peut, ni ne doit s'appliquer à votre cas. La logique et le bon sens sont contre les protestations formulées dans votre mémoire.

« C'est aussi l'opinion formelle de la cour de cassation, décidant par ses arrêts du 27 juin 1885 et du 28 février 1902, que le droit de former un syndicat est restreint à ceux qui, soit comme patrons, soit comme ouvriers et salariés, appartiennent à l'industrie, à l'agriculture ou au commerce, à l'exclusion de toutes autres personnes ou de toutes autres professions. »

Cette lettre résume bien les principales raisons que l'on a invoquées contre le syndicat de fonctionnaires. A la fin de sa lettre, M. Clemenceau invoque 2 arrêts de la cour de cassation du 27 juin 1885 et du 28 février 1902, qui restreignent le droit de syndicat aux ouvriers et salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture. Un arrêt tout récent de la cour de Paris du 27 octobre 1910, (1) refuse aux ouvriers des P. T. T. le droit de syndicat ; voici un passage important de cet arrêt, où il est nettement dit que la loi de 1884 ne peut pas être invoquée par les fonctionnaires pour s'autoriser à se grouper en syndicats.

« Attendu que les prévenus ont constitué un syndicat dont les statuts ont été déposés le 4 mai 1909, et qu'ils ont dénommé « Syndicat national des agents des postes, télégraphes et téléphones », mais qu'ils étaient sans droit pour se prévaloir des dispositions de la loi du 21 mars 1884 ; qu'en effet le texte de cette loi, et les travaux préparatoires témoignent suffisamment que le législateur n'a entendu donner l'autorisation de former un syndicat qu'aux ouvriers et employés travaillant pour le compte d'un patron, qui par un droit corrélatif bénéficiait de la même faculté ; que la loi qualifie le syndicat qu'elle institue « Syndicat professionnel des patrons et ouvriers », que les travaux préparatoires emploient les mêmes expressions, et que dans la discus-

(1) *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1911, p. 11.

sion législative, il est fait allusion aux relations du travail et du capital ; considérant, dès lors, que la loi est inapplicable aux agents des P. T. T., qui ne peuvent se dire au service d'un patron, et dont les rapports de subordonnés vis-à-vis de l'Etat, ne sauraient être assimilés à ceux qui existent entre patrons et ouvriers libres de discuter ensemble leurs intérêts respectifs concernant le capital et le travail ;

« Par ces motifs, la cour confirme le jugement du 29 juillet 1909. »

Ainsi donc, la majeure partie de la doctrine suivie sur ce point par les différents ministères et par la jurisprudence, estime que les fonctionnaires ne peuvent invoquer le bénéfice de la loi de 1884 et cependant nous voyons naître et grandir autour de nous des multitudes de syndicats de fonctionnaires ; d'où cela peut-il venir ?

Il faut rechercher la cause première de ce mouvement syndicaliste, dans une défaillance qui se produisit à la Chambre le 22 mai 1894. Ce jour-là, M. Jonnart, ministre des travaux publics, sous le ministère Casimir-Périer, déclarait, à la tribune, qu'il ne croyait pas que la loi de 1884 puisse s'appliquer aux agents de l'Etat. Le gouvernement repoussait, en conséquence, un ordre du jour de M. Ramel, ainsi conçu :

« La Chambre, considérant que la loi de 1884 s'applique aux ouvriers et employés des exploitations de l'Etat, aussi bien qu'à ceux de l'industrie privée, invite

le gouvernement à la respecter et à en assurer l'exécution. »

La Chambre vota cet ordre du jour et causa ainsi la chute du ministère Casimir-Périer.

Depuis lors, les fonctionnaires ont trouvé un appui dans un certain nombre d'auteurs qui s'entendent pour proclamer le droit qu'ils ont au syndicat.

On a prétendu que l'argument tiré des articles 123 et 126 du code pénal n'a aucune valeur ; l'article 123 punit le fait de se concerter entre fonctionnaires, contrairement à la loi ; ne peut-on pas envisager un syndicat de fonctionnaires avec des buts très légaux ; ne peut-on pas concevoir un syndicat de fonctionnaires uniquement préoccupé de questions professionnelles, et n'ayant nullement pour but de suspendre le fonctionnement d'un service public ? Il n'y a pas incompatibilité, semble-t-il, entre la fonction publique et le syndicat. On invoque l'intérêt général, mais en somme, l'intérêt général n'est que la somme des intérêts particuliers, et l'opposition que l'on fait de ces deux intérêts est fausse ; car, de deux choses l'une : ou bien cet intérêt particulier est en opposition avec l'intérêt général, et alors il cache une illégalité, ou l'intérêt particulier n'est pas purement égoïste, et il est fatalement conforme à l'intérêt général.

Le syndicat doit, dit-on, fatalement avoir pour conséquence la grève ; mais il ne faut pas se baser, pour refuser ce droit aux fonctionnaires, sur les ruines innom-

brables que cause l'interruption des grands services monopolisés de l'Etat, les postes par exemple ; car « si c'était une raison pour l'empêcher par la force, on arrêterait la marche vers la justice sociale ». Les partisans du droit de syndicat pour les fonctionnaires ne poussent pas tous leur opinion aussi loin ; certains estiment qu'il faut faire une distinction entre les fonctionnaires proprement dits et ceux qui font partie du personnel des anciennes industries particulières que l'Etat a monopolisées ou exploitées concurremment avec ces particuliers. Les premiers n'auraient pas le droit de faire grève parce qu'il est nécessaire que l'Etat maintienne sa souveraineté ; les autres, au contraire, pourront se mettre en grève, car ce n'est pas parce que l'Etat s'est fait industriel, qu'il transforme par là même, tous les ouvriers qu'il emploie en fonctionnaires ; à ce point de vue, leur situation est absolument comparable à celle des employés et commis des compagnies privées.

Les fonctionnaires ont aussi trouvé un encouragement à se syndiquer dans l'attitude des pouvoirs publics à leur égard.

Le 27 décembre 1899, M. Millerand favorisa la fondation du *syndicat des ouvriers des postes, télégraphes et téléphones*. Vers la fin de 1900, il favorise la création de l'*association générale des sous-agents des P. T. T.* ; c'est aussi avec son appui, que se fondèrent l'*association générale des agents* et l'*association fraternelle des receveuses et des dames employées*.

Les instituteurs, qui avaient fondé un cercle, le 24 février 1893, se transformèrent en syndicat le 9 mars 1905 et déposèrent leurs statuts le 21 mars 1905. Ils ont les plus louables intentions ; ils veulent, par leurs syndicats, former les cadres auxquels l'Etat donnera, le jour où la socialisation se fera, le gouvernement de l'instruction publique. Malheureusement, ces nobles aspirations sont noyées sous les idées révolutionnaires.

Ces syndicats se sont développés et les pouvoirs n'ont pas efficacement sévi contre eux. Encouragés par l'appui moral du gouvernement, les syndicats se groupèrent en une fédération générale : « *La fédération générale des associations professionnelles des employés de l'Etat* ».

Les ouvriers des arsenaux ont été autorisés, par le gouvernement, à se syndiquer ; cela fut fait pour les ouvriers de la marine par M. Pelletan, ministre de la marine, dans une lettre adressée, le 25 octobre 1902, aux préfets maritimes. En 1901, le général André, ministre de la guerre, avait admis la même faculté pour les ouvriers de son département.

Etant donné que des groupements de ce genre avaient pu se former, on pouvait croire la cause des syndicats de fonctionnaires gagnée.

Cependant M. Dubief, en 1905, refuse de reconnaître le syndicat des agents des postes, et lors de la grève de 1909, M. Barthou voulut bien recevoir les agents postiers syndiqués, mais seulement à titre personnel.

De même le droit de se syndiquer est refusé aux ins-

tituteurs, par les circulaires de M. Spüller (20 septembre 1888), de M. Bourgeois (3 août 1892), de M. Combes (13 décembre 1895), de M. Rambaud (30 janvier 1897).

Comme on le voit, les décisions les plus contradictoires sont prises, les opinions adverses se font jour ; il règne, sur la question, un malaise qu'il serait urgent de dissiper.

Le 22 mai 1906, M. Sarrien soumettait à la signature du président de la République, la création d'une commission chargée d'étudier la question ; quant à lui, il pensait qu'il était impossible de reconnaître aux agents de l'Etat le droit de recourir, pour la défense de leurs intérêts particuliers, à la grève, qui ne peut se concilier avec le fonctionnement normal et régulier des services publics, dont ils ont volontairement assumé la responsabilité, en échange d'avantages incontestables.

Mais, si les fonctionnaires ne peuvent pas se syndiquer, ils peuvent former des associations suivant le principe de la loi de 1901 sur le contrat d'association ; pourquoi ne pas avoir invoqué cette loi, de préférence à celle de 1884 ; c'est qu'ils ont trouvé, ou tout au moins pensé trouver plus de facilités dans cette dernière, pour défendre leurs intérêts professionnels ; les syndicats ont une capacité plus étendue que les associations de 1901 ; l'état civil du syndicat peut être enregistré dans les plus petites communes, à la mairie, tandis que pour les associations, il faut aller à la sous-préfecture, et il y a des

publications à l'*Officiel*, et une consignation dans des registres obligatoires ; c'est à cette publicité que les fonctionnaires veulent se soustraire, en se groupant en syndicats.

Il me paraît difficile, sinon impossible, comme le conseille M. Berthélemy dans un article intitulé : « La crise du fonctionnarisme », paru en 1908, dans *les questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale*, de refuser indéfiniment le droit de syndicat aux fonctionnaires. On a laissé, peu à peu monter leur flot et on ferait, je crois de vains efforts pour l'endiguer.

« Qu'on le veuille ou non, qu'on le désire ou qu'on le regrette, le syndicat sera, ce n'est qu'une question de temps » (1).

Mais le législateur devra exercer son activité sur la question de la grève dans les services publics. Jusqu'à nos jours, on a toujours confondu le droit de syndicat et le droit de grève, et nous avons vu soutenir qu'accorder le droit de syndicat aux fonctionnaires, c'était fatalement leur reconnaître le droit de grève. L'un ne va pas sans l'autre, dit-on. Eh bien si ! Ce sont deux choses absolument distinctes accordées par deux lois distinctes et nullement solidaires l'une de l'autre. C'est sur ce point qu'il convient d'insister ; les fonctionnaires veulent pouvoir se syndiquer, parce qu'eux aussi y voient un moyen d'arriver à la grève s'ils sont mécontents ; qu'ils

(1) R. Bonnard, *Revue de droit public*, 1907, 24, p. 506.

se détrompent ; je suis entièrement partisan du syndicat de fonctionnaires, mais je repousse formellement la grève des services publics. Que le législateur mette bien la distinction en lumière ; qu'il accorde aux fonctionnaires des garanties considérables pour arrêter l'arbitraire et assurer à chacun un avancement régulier et normal ; qu'il organise une juridiction arbitrale, obligatoire qui connaîtra des difficultés qui pourront s'élever entre l'administration et ses employés. Que la grève des services publics soit formellement interdite, pour que le gouvernement puisse punir sévèrement les fonctionnaires qui se mettraient en grève, et ne soit pas amené à faiblir après avoir mis fin au conflit, et à procéder à des réintégrations qui ne peuvent que nuire au bon fonctionnement des services et au maintien de la discipline.

Le législateur français ne ferait, ainsi, que suivre l'exemple de la Nouvelle-Zélande.

Le syndicat de fonctionnaires peut être appelé à jouer un rôle bienfaisant, mais, pour cela, il devra devenir un syndicat puissant et raisonnable.

« Que les fonctionnaires prennent garde et se méfient des meneurs et des démagogues, qui veulent les entraîner dans l'action révolutionnaire de la C. G. T. ; qu'ils restent étrangers au syndicalisme révolutionnaire ; qu'ils soient convaincus que rien ne pourrait être plus nuisible à leurs propres intérêts que de participer à une

action révolutionnaire... qu'ils n'oublient pas, non plus, qu'ils ne peuvent pas invoquer, eux fonctionnaires, le mythe de la grève générale, parce qu'ils sont, par définition, associés à un service public, c'est-à-dire à une activité dont l'accomplissement constitue un devoir juridique pour ceux qui en sont en fait investis » (1).

Que les fonctionnaires ne se le dissimulent pas ; trouvant dans le syndicat une protection contre l'arbitraire gouvernemental, étant plus protégés, ils devront être, partant, plus responsables.

Pour ce qui est des professions libérales, nous avons vu la loi du 30 novembre 1892 accorder aux médecins le droit de syndicat que la cour de cassation leur avait primitivement refusé ; je crois qu'il est à souhaiter que ce système s'applique à toutes les professions libérales et que la loi de 1884 devienne leur loi, comme elle l'est pour les ouvriers de l'industrie, du commerce et de l'agriculture.

D'ailleurs, en accordant à toutes les professions libérales le droit de syndicat, on ne ferait, en somme, que se conformer au désir du législateur de 1884, qui se trouve exprimé à la séance du 21 février 1884, par le rapporteur de la loi devant le Sénat, M. Tolain : « On a cru, tout d'abord, parce que la commission s'était servie des mots « syndicats professionnels », qu'elle voulait restreindre, limiter, circonscrire l'application

(1) Duguit, *Revue politique et parlementaire*, 1908, 57, p. 487.

aux seuls ouvriers qui travaillent manuellement, aux ouvriers industriels. Jamais la commission n'a eu une pareille pensée ; elle espère bien, au contraire, que la loi qui vous est soumise est une loi très large, dont se serviront un très grand nombre de personnes auxquelles tout d'abord on n'avait pas pensé : les gens de bureau, par exemple, les comptables, les commis et les employés de toute espèce ; en un mot, toute personne qui exerce une profession, ainsi qu'il est dit dans la loi, aura le droit de se servir de la nouvelle législation que vous allez voter. » Parfois, la jurisprudence a semblé vouloir suivre la route tracée par la loi du 30 novembre 1892.

C'est ainsi que nous relevons un jugement du tribunal de Provins, en date du 8 avril 1897, reconnaissant le droit ou la qualité d'association régulièrement constituée, au syndicat des géomètres experts de France. La cour d'appel de Paris, le 1^{er} décembre 1898, reconnut également aux experts-géomètres le droit de se syndiquer. Mais, comme le dit M. Barthou (1), « on ne saurait méconnaître que cet arrêt, qui constitue une exception dans l'ensemble même de la jurisprudence, ne peut avoir pour effet de remplacer un texte formel de la loi elle-même ».

Un texte précis est absolument indispensable pour mettre fin aux difficultés qu'a soulevées cette question

(1) *Action syndicale*, p. 129.

et répondre aux intentions des auteurs de la loi de 1884.

Cette question des syndicats des fonctionnaires et de l'extension de la loi de 1884 aux professions libérales, a donné naissance à de multiples projets de loi.

La première proposition est celle de M. Colfavru, qui avait pour but d'étendre à toutes les professions le bénéfice de la loi de 1884 ; déposée le 21 juin 1886, elle ne vint pas en discussion.

La proposition de M. Leveillé, (8 juillet 1890), donna lieu à un rapport de M. Etcheverry, fut prise en considération le 12 mars 1891, mais n'aboutit point ; elle étendait le droit syndical à toutes les professions manuelles ou libérales.

Le 28 mai 1894, M. Groussier déposait, à son tour, une proposition de loi étendant la loi de 1884 à toutes les professions libérales et aux personnes dépendant d'administrations et d'établissements publics.

Citons aussi la proposition déposée par MM. Dejeante, Allard et plusieurs autres députés, le 4 février 1902, puis le 14 octobre 1902, qui accorde le droit de se syndiquer à tous les salariés, sans aucune distinction ; cela viserait, sans aucun doute, les fonctionnaires.

La proposition Lemire (3 juillet 1902, déposée à nouveau le 12 juin 1906 et le 15 décembre 1910), accorde aux professions libérales et aux employés et ouvriers de l'Etat, des départements et des communes, le bénéfice de la loi de 1884.

Le projet déposé, au nom du Gouvernement, par MM. Clémenceau et Briand, le 25 mai 1909, et qui donne un statut aux fonctionnaires, leur accorde le droit de s'associer ; il ne prononce pas le mot de syndicat, bien qu'en fait ce soient de véritables syndicats. Le droit de grève est formellement refusé aux fonctionnaires publics.

Un projet même, déposé par le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice le 27 décembre 1910, relatif au statut des agents des chemins de fer d'intérêt général, et au règlement pacifique des différends d'ordre collectif relatifs aux intérêts professionnels de ces agents, organise l'arbitrage obligatoire.

CHAPITRE IV

LES SANCTIONS NÉCESSAIRES. — SYNDICALISME RÉVOLUTION-
NAIRE. — ATTEINTES A LA LIBERTÉ DU TRAVAIL.

Nous avons vu, au début de cette étude, que la loi de 1884 a dévié de son but. Nous nous sommes demandés quelle pouvait bien en être la raison, et nous avons parlé, sans insister autrement, du mauvais vouloir manifesté par les patrons à l'égard des syndicats ; ce fut, en effet, un mouvement très net, que cette opposition faite par les patrons à la nouvelle liberté. Les patrons ne voyaient dans les syndicats que des organisations destructives de leur autorité, dissolvantes de la discipline et du bon ordre. Les syndicats se sont formés malgré cette opposition et ont considéré les employeurs comme des ennemis irréconciliables. Nous ne pouvons blâmer les patrons d'avoir vu grandir avec crainte cette nouvelle puissance, mais grand fut leur tort d'avoir voulu lui barrer la route ; car « l'obstacle qu'on veut apporter à une évolution nécessaire amène la révolution. » Il en est résulté que les syndicats sont trop souvent devenus des agents de désordres et de troubles.

On pousse les syndiqués à la lutte, leur montrant le capitalisme sous un jour odieux. Les syndicalistes révolutionnaires ont vu tout le parti qu'ils pourraient tirer de la nouvelle institution, et ils ont réussi peu à peu à s'emparer des syndicats.

Les ouvriers ont été amenés à voir dans les syndicats non pas un organisme permanent, mais bien une coalition temporaire destinée à les soutenir en temps de crise ; et la preuve en est qu'ils affluent au syndicat en temps de grève, pour toucher leur part des subsides distribués aux grévistes, mais s'en vont une fois la grève terminée, pour ne pas avoir à payer de cotisation. C'est précisément cette attitude des ouvriers qui laisse beaucoup à penser sur le nombre de syndiqués donné par les statistiques ; le président du syndicat en effet, maintient, en temps de paix sur les registres, les noms de ceux qui se sont affiliés pendant la grève, et se sont retirés à la fin de la crise. La loi de 1884 avait espéré que les syndicats feraient l'éducation tant morale que professionnelle de leurs membres ; peut-être y seraient-ils arrivés, si leurs ressources avaient été plus considérables.

Les syndicats se sont laissés entraîner dans la voie révolutionnaire. On a vu des grèves devenir extrêmement violentes sous l'excitation de personnes que l'on a désignées sous le nom de « gréviculteurs ».

L'attitude violente adoptée par certains syndicats a

éloigné de leurs rangs les ouvriers sérieux qui auraient volontiers apporté leur contribution à l'œuvre syndicale mais dont la parole loyale et trop modeste ne les désigne pas suffisamment aux suffrages de leurs camarades.

La confédération générale du travail, sorte de fédération des fédérations, a émis la prétention de gouverner la classe ouvrière. Dans ce but, elle essaie de mêler son nom à toutes les grèves, à tous les conflits du travail.

Elle a rêvé d'organiser la grève générale. Les agitateurs révolutionnaires auxquels elle donne volontiers asile sont persuadés que la grève générale est absolument impossible à l'heure actuelle, mais ils pensent qu'il convient de persuader l'ouvrier de sa possibilité ; il faut qu'il y pense continuellement ; et on l'y prépare par une série de grèves, qui sont comme une répétition de celle qui amènera la révolution sociale.

La première grève importante qu'ait organisée la C. G. T., fut celle des mineurs du Nord. Une catastrophe s'était produite dans une mine à la suite de l'imprévoyance de certains ingénieurs ; des mineurs étaient morts. La C. G. T. vit là une belle occasion d'exercer son activité ; elle délégua une vingtaine de gréviculteurs pour exciter à la grève des ouvriers qui n'avaient nullement envie de la faire. La grève des mineurs éclata et se termina par l'assassinat de l'officier de cavalerie Latour.

« Les délégués de la C. G. T. (1) parcouraient les routes des départements du Nord, pénétraient dans les demeures de ceux qui, pour nourrir leur famille, n'avaient pas acquiescé à la grève, et ne trouvant que les femmes au logis, les obligeaient à marcher avec eux à la tête de la colonne, en usant vis-à-vis d'elles de violences inqualifiables. »

La pénible journée de Draveil-Vigneux fut aussi organisée par la C. G. T. qui voulait sa « journée insurrectionnelle ». La C. G. T. s'était mise à la tête d'une grève de terrassiers qui avait éclaté ; les bandes menées par les délégués arrêtaient des automobiles pour les rançonner, usant de procédés d'un autre âge.

La C. G. T. organisa et annonça une grande journée pour le dimanche suivant. Ce fut une véritable bataille rangée dans laquelle on vit les ouvriers armés par les soins de la C. G. T. tirer sur l'armée. On eut de nombreux blessés. Les ouvriers s'étaient battus poussés par la C. G. T. et étaient devenus de vrais émeutiers.

Dans les grèves actuelles, on commet de trop nombreux délits et parfois même des actes criminels.

Le sabotage est à l'ordre du jour et les syndicats prêchent aux ouvriers l'emploi de ce procédé. Certains auteurs parlent de « sabotage moralisateur »,

(1) Interpellation G. Berry sur la C. G. T., Chambre, 13 janv. 1911.

et il est vraiment triste de voir des ouvriers suivre leurs conseils. Aujourd'hui, certains ouvriers n'ont d'autre espoir pour améliorer leur situation que dans l'action directe ; « sur un simple mot d'ordre reçu du syndicat, tous les ouvriers d'une même profession se mettent en grève, et souvent les ouvriers des autres métiers, par solidarité disent-ils. Des délits sont commis, des atteintes à la liberté du travail se répètent tous les jours. Un ouvrier a été renvoyé par un patron ; il suffit que cet ouvrier soit à la tête du syndicat pour qu'aussitôt, ce syndicat donne l'ordre à tous les syndiqués de quitter le travail. Qu'importe que cet ouvrier renvoyé l'ait été pour une raison juste ou non. On ne s'en préoccupe guère ; c'est un moyen de manifester la haine de la classe prolétarienne contre la classe capitaliste. »

Cette attitude des syndicats professionnels a eu de déplorables résultats. On s'étonne que les patrons voient d'un mauvais œil les syndicats et leurs membres. Comment pourrait-il en être autrement, lorsque c'est la menace à la bouche qu'ils viennent demander, que dis-je, exiger du patron une réforme qu'ils considèrent, non comme une faveur, mais comme un droit ? Les syndicats perdent la confiance des patrons ou ne cherchent pas à l'acquérir, pour poursuivre de bien maigres résultats. Les grèves de combat, organisées par les syndicats et les meneurs, ont évidemment en bloc amené une certaine amélioration dans le sort de la classe ouvrière ; mais en fait, combien de fois les ouvriers

ont-ils perdu des sommes considérables, et surtout combien de fois ont-ils ruiné une industrie dans une localité ; ne pouvant plus vivre alors, ils ont dû s'expatrier eux et leur famille, au prix de quelles souffrances, eux qu'une grève engagée inconsidérément avait déjà ruinés, leurs pauvres économies, s'ils en avaient, ayant servi à subvenir à leurs besoins pendant la grève. Là où autrefois il y avait l'aisance et le bien-être, la grève a laissé la gêne et la misère.

Les syndicats actuels se laissent donc trop souvent mener par des gens dont le métier est de vivre de troubles. Ces gréviculteurs lorsqu'ils ont réussi à amener un conflit, n'ont qu'un but : l'étendre le plus possible ; on organise un conseil de grève qui siège au syndicat, et décide quelles mesures il convient de prendre pour augmenter le nombre des grévistes. D'ailleurs, le débauchage est loin d'être toujours volontaire et les syndiqués grévistes, poussés par les meneurs se livrent aux pires violences pour faire quitter le travail à ceux qu'ils appellent aujourd'hui « *les renards* ». La *chasse au renard* que l'on prêche dans tous les conflits contemporains, est simplement la négation de la liberté du travail. Si un ouvrier refuse de se mettre en grève, on rôde autour de sa maison, on l'escorte jusqu'à son travail sous les huées ; la force publique est obligée de le protéger pour qu'il puisse travailler avec sécurité ; on le cite dans la publication du syndicat comme un « re-

négat » un « vendu » et on le met au pilori. Mais la chasse aux renards n'est pas toujours aussi platonique. La « machine à bosseler », si chère aux révolutionnaires actuels, en est la preuve ; surexcités par les meneurs, on a vu des ouvriers aller jusqu'à frapper brutalement des camarades qui ne voulaient pas quitter le travail et tenaient à conserver leur gagne-pain.

L'ouvrier mis au pilori sera mis aux bans du prolétariat et ne pourra trouver du travail. L'ouvrier non syndiqué est aujourd'hui poursuivi par la haine des syndicats. Combien de grèves ont éclaté parce que des ouvriers syndiqués n'avaient pas voulu continuer à travailler dans le même atelier qu'un non syndiqué. La maison a été mise en interdit et l'ouvrier frappé d'index. Le patron devra chasser l'ouvrier non syndiqué mis à l'index s'il ne veut pas se voir ruiné à brève échéance.

L'ouvrier non syndiqué qui ne veut pas se soumettre aux décisions du syndicat est frappé d'une véritable impossibilité de travailler. Nous verrons plus tard si la jurisprudence reconnaît aux syndicats le droit d'agir ainsi.

Il faut remarquer qu'il existe cependant des syndicats et des fédérations qui n'ont nullement ce caractère révolutionnaire, mais ils sont malheureusement trop rares : je veux parler de la Fédération des travailleurs du livre et de celle de la chapellerie par exemple.

« Ces unions, dit M. Pic (1), même lorsque leurs tendances sont nettement socialistes, font presque toujours passer la question d'ordre professionnel au premier plan ; elles savent tenir compte des nécessités de l'industrie, des fluctuations du prix de revient, et grâce à la modération, elles obtiennent souvent des chefs d'industrie des concessions durables, servant ainsi la noble cause de la paix sociale, que les manifestations tapageuses et théâtrales de certains congrès (Amiens 1906, Nancy 1907) risquent trop souvent de compromettre. »

Ces fédérations puissantes, parmi lesquelles nous avons oublié de citer la fédération des ouvriers mécaniciens des chemins de fer, sont affiliées à la C. G. T., et il est curieux, semble-t-il, que leur élément raisonnable n'ait pu venir à bout de la turbulence des autres syndicats. Cela tient au mode de votation admis dans la C. G. T. Le congrès de Montpellier a rejeté la représentation proportionnelle, et donné un mandat à chaque syndicat particulier de sorte qu'un syndicat de 100.000 membres peut être tenu en échec par 2 syndicats parisiens de quelques dizaines de membres chacun.

Les ouvriers livrés à eux-mêmes cherchent à réagir contre la dictature des syndicats. « Ainsi les ouvriers de Wignehies-Fourmies (2) remettaient dernièrement au préfet du Nord la protestation suivante : « Les soussignés,

(1) Pic, *Législation industrielle*, édition 1909, p. 403.

(2) Georges Michel, *Economiste français*, 1892, 1, p. 647.

ouvriers lainiers demeurant tous à Wignehies, ont l'honneur de porter à votre connaissance qu'ils répudient hautement et franchement les agissements de personnalités, la plupart étrangères au pays et ignorantes de ses besoins, qui, sous prétexte de revendications ouvrières, sont venues leurrer les travailleurs et semer la zizanie entre patrons et ouvriers ; que, victimes de ces agissements, dont le but politique n'est que trop évident, les soussignés sont tout disposés à repousser les avances des agitateurs, autour desquels ils s'engagent à faire désormais le vide le plus complet... »

Mais le mouvement le plus important de réaction contre le syndicalisme révolutionnaire fut celui des syndicats jaunes. *Le mouvement jaune* est né précisément du désir d'ouvriers sensés et honnêtes, de secouer le joug tyrannique que fait peser sur eux le syndicat révolutionnaire. Ces ouvriers se sont rendus compte du résultat néfaste des grèves tant pour l'ouvrier que pour le patron ; tant pour les intérêts particuliers que pour les intérêts collectifs. Le syndicat jaune est né au moment de la grève du Creusot, le 1^{er} novembre 1899. L'objet du nouveau syndicat est précisé par l'article 1^{er} des statuts.

« La Société a pour but :

« 1^o De protéger les intérêts des membres et de leur famille ;

« 2^o De contribuer à améliorer légalement leur condition économique et sociale ;

« 3° D'établir et de maintenir avec les chefs des usines, des rapports de dignité, de discipline et de respect ;

« 4° D'établir et de maintenir entre tous les membres du personnel des usines sans distinction, des rapports de bonne camaraderie ;

« 5° De centraliser les demandes et réclamations des membres des syndicats, de les étudier et de les transmettre, avec avis motivé, et en les appuyant si elles sont justes ;

« 6° D'organiser un bureau de renseignements et de consultations, dans l'intérêt de ses membres ;

« 7° De secourir, en cas de maladie, les membres nécessaires ;

« 8° D'accorder, en cas de besoin, à la suite du décès d'un membre, des secours proportionnés à la fois aux ressources du syndicat et aux besoins de la veuve et des orphelins ;

« 9° D'étudier les œuvres d'assistance et de prévoyance susceptibles d'améliorer la situation des membres et de leur famille ;

« 10° De se préoccuper du placement des membres qui, pour une cause quelconque, pourvu qu'elle n'entache pas l'honneur, quitteraient le Creusot ;

« 11° D'étudier, de concert avec les autres syndicats ouvriers des usines du Creusot, les questions intéressant l'ensemble des usines ;

« 12° D'organiser des fêtes, banquets, conférences. »

L'unique but de ce syndicat est bien l'intérêt professionnel ; voulant que l'on considère les jaunes comme des hommes d'honneur, ayant conscience de leur dignité, il est décidé que l'on excluera des syndicats tout membre qui aura porté atteinte à la dignité de la profession. Le syndicat jaune, c'est là son caractère principal, veut que le patron ait confiance en lui ; il veut que l'ouvrier respecte le patron, et estime que « discipline et respect n'ont jamais voulu dire esclavage et bassesse. » Le syndicat jaune, en général, celui du Creusot en particulier, se rapproche des trades-unions anglaises, en faisant l'éducation de ses membres⁺ ; c'est lui qui tranche les différends entre les syndiqués, ce qui le rapproche des anciennes corporations ; il repousse la grève déclarée à la légère, la grève de haine que font continuellement les syndicats rouges, et ne garde ce moyen que comme l'*ultima ratio*, en vue de faire aboutir des revendications justes et fortement motivées ; le syndicat, en effet, intervient entre le patron et les ouvriers, lorsqu'il s'aperçoit que les réclamations de ceux-ci sont justes ; cette intervention ne se produisant pas à tort et à travers, n'en aura que plus de poids aux yeux des patrons. Le syndicat jaune a banni de son sein et de ses discussions, la politique, mais se proclame néanmoins gardien des institutions républicaines. Ce que les jaunes réclament avant tout, c'est une loi pour donner la possibilité de travailler aux bons ouvriers qui, sensés, n'ont confiance que dans leur effort, et se rendent compte que le travail seul, peut

les élever. Il est absolument indispensable que le patron ne se défie plus des ouvriers, de façon que l'ouvrier revienne à la confiance qu'il avait jadis dans le patron. La haine entretenue par les rouges est la pire des choses, et conduit l'ouvrier à l'opposé de ce qu'il espère, à la misère. Il est absolument indispensable, disent les jaunes, que les ouvriers se rendent compte des effets néfastes de la grève ; qu'elle ne se termine qu'en ruinant le patron et l'ouvrier, tandis que s'enrichissent les meneurs.

Ce qui fait la faiblesse des jaunes c'est qu'à la différence des rouges, ils n'ont aucune subvention ; leurs ressources, qui se bornent à des cotisations et quelques donations, sont minimales ; de plus, des divisions se sont produites parmi les directeurs du mouvement ; en outre il y règne un esprit trop catholique, esprit si intransigeant, que les non-catholiques se sont vu refuser l'entrée du syndicat indépendant. Nous ne pouvons que regretter l'échec du mouvement jaune, car, s'il n'avait dévié, c'eût été, peut-être, la réalisation du désir du législateur de 1884.

Nous nous retrouvons à nouveau en présence des syndicats rouges et de leurs tendances révolutionnaires.

Que fait le gouvernement, en face de cette attitude menaçante des syndicats ?

Lorsque les syndicats se sont constitués, lorsqu'ils se sont groupés en fédérations, lorsque leur jeunesse inexpérimentée aurait eu besoin d'apprendre la vie sociale,

l'autorité a montré à leur égard une bien trop grande faiblesse et cette attitude a persisté.

« Nous avons vu, dans ces derniers temps, l'autorité reculer pied à pied devant les empiètements les plus inadmissibles des organisations syndicales, la répression s'émousser de plus en plus dans ses mains » (1).

« La basse courtoisie, la flagornerie des pouvoirs publics, à l'endroit des agitateurs professionnels, des gens qui d'ailleurs parlent sans aucun mandat réel, l'abus des amnisties et des grâces... toutes ces circonstances ont amené la déplorable situation actuelle » (2).

Sans aller jusqu'à l'opinion de M. Leroy-Beaulieu, qui demande des mesures de rigueur, je souhaiterais que le gouvernement adopte une ligne de conduite qui lui permettrait de respecter le droit syndical et ses manifestations, tout en le maintenant dans ses justes limites.

La loi de 1884, dans son article 9, dispose :

« Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dis-

(1) Villey, *Revue d'économie politique*, 1907, 21, p. 725.

(2) P. Leroy-Beaulieu, *Economiste français*, 27 septembre 1910, p. 415, 1^{re} colonne.

positions de l'article 6. En cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs. »

Ce sont surtout les contraventions à l'article 3 qui nous intéressent; la loi assigne comme objet exclusif aux syndicats « l'étude et la défense des intérêts professionnels... » L'article 9 est là pour sanctionner ces dispositions, pourquoi le juge n'applique-t-il pas les pénalités? C'est qu'il est très délicat de savoir où commence et où finit la défense des intérêts professionnels; on craint beaucoup l'arbitraire du juge qui, plutôt que de se compromettre en la matière, préfère se montrer bienveillant. L'article 2 qui exige que les ouvriers qui se syndiquent exercent la même profession des métiers similaires ou des professions connexes, est sans cesse violé puisque on enregistre la présence de meneurs qui n'ont d'ouvriers que le nom. Ces meneurs, ne peut-on les atteindre indirectement?

Ce n'est pas par la prison qu'on les atteindra; ils s'en font, au contraire, un titre de gloire; mais ce qu'il faut, c'est les atteindre pécuniairement. Il faut absolument que ceux qui ont pris la décision d'un acte illicite, soient déclarés responsables.

« Nous pensons que les syndicats professionnels doivent être considérés comme pénalement responsables, toutes les fois qu'ils sont la cause directe d'actes de nature à porter atteinte à l'ordre social, et que ces actes seront

prévus et punis par la loi... Il est incontestable que le préposé, en exécutant l'ordre du syndicat, est personnellement en faute, car il n'a pas dû ignorer qu'on lui ordonnait de violer la loi pénale, mais il n'est pas seul coupable, car il n'a été que l'instrument de la volonté du syndicat. C'est par ordre du syndicat qu'il a commis l'acte incriminé, et l'infraction tire son origine de deux êtres distincts : le syndicat, qui a été un excitateur ou un complice, et le préposé qui a été son agent. Or notre loi a prévu la provocation et l'excitation aux crimes et aux délits, ainsi que la complicité ; elle a édicté des peines contre les agents indirects de l'infraction, et rien ne s'opposerait à ce que ces peines, en tant que pécuniaires bien entendu, soient infligées à un syndicat professionnel » (1).

Il ne faut pas s'effrayer outre mesure des conséquences que peut entraîner cette responsabilité pour les syndicats.

« C'est le seul moyen de les rendre sages. Les ouvriers ont voulu avoir part aux dons de la liberté ; ils doivent en subir les charges dans leur action collective comme dans leur action individuelle. Il n'y a pas de plus grand service à rendre aux syndicats, que de les obliger à être tolérables » (2).

Cette responsabilité pécuniaire, est illusoire à l'heure

(1) Laffargue, thèse Toulouse, 1898, p. 67.

(2) Note Planiol sous Amiens, précitée.

actuelle, étant donné que les syndicats sont la plupart du temps totalement insolvables ; c'est pour cela qu'il est nécessaire, comme nous l'avons souhaité antérieurement, que l'on accorde aux syndicats la faculté de devenir riches. Cela les assagira fatalement, puisqu'il y aura une responsabilité effective ; ce jour-là, les ouvriers, las de voir saisir leurs biens, fuiront les conseils des meneurs pour faire œuvre sage et raisonnable.

En attendant que cette responsabilité soit devenue effective, on a demandé que la C. G. T. soit dissoute. Cette fédération est-elle légale ? Sous quelle loi s'abrite-t-elle ?

M. Pierre Leroy-Beaulieu estime que l'article 5 de la loi de 1884 ne peut justifier l'existence d'une pareille union.

« Cet article 5 autorise-t-il la constitution d'un groupement général permanent et autonome comme l'est la C. G. T., qui prétend comprendre les syndicats les plus divers et les diriger ? Il est évident qu'un pareil organisme était en dehors des intentions et des prévisions du législateur de 1884. Aussi peut-on soutenir que ce groupement autonome entre des syndicats de tous métiers, par conséquent entre gens de métiers différents, ne concourant pas à l'établissement d'un produit déterminé, doit être considéré comme illégal. Cette conclusion paraîtrait d'autant plus justifiée, que la loi de 1884 crée pour les syndicats un droit exceptionnel, dérogeant au droit commun, et qui doit être entendu dans un sens étroit. Certains juriconsultes, peu effrayés de l'extrême

démocratie et enclins pour elle à quelque complaisance, peuvent cependant s'autoriser du silence de la loi pour soutenir qu'un groupement général, autonome, permanent, faisant appel à tous les syndicats sans exception, comme la C. G. T., n'étant pas formellement interdite par la loi, est licite » (1).

Nous ne sommes pas de l'avis de M. Leroy-Beaulieu. Il résulte bien des travaux préparatoires, que le législateur avait entendu autoriser les unions entre syndicats de professions diverses. La C. G. T. semble donc légalement constituée d'après la loi de 1884 et il est impossible de l'atteindre de ce côté-là ; il conviendrait de l'atteindre dans ses manifestations. Mais la loi de 1884 n'édicte aucune sanction contre les unions de syndicats.

Le 14 mai 1907, M. Clémenceau, président du conseil, répondit en ces termes à M. Ribot, à la tribune de la Chambre :

« La loi de 1901 ne s'applique pas à la C. G. T., fondée en conformité de la loi de 1884. Or vous voulez que Waldeck-Rousseau n'ait pas commis cet oubli dans la loi de 1901. Il l'a incontestablement commis dans la loi de 1884, puisqu'il n'a prévu aucune sanction contre les unions... Supposez que vous ayez fait condamner la C. G. T. à 50 francs d'amende, le lendemain du jour où elle aura été dissoute, dans le même local, dans la même

(1) P. Leroy-Beaulieu, *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} décembre 1910, p. 759.

chambre, avec la même plume, et le même papier, elle se reconstituera, sans que vous puissiez rien faire que de lui infliger encore 50 francs d'amende. Si vous ne voulez pas accepter la situation, il n'y a qu'un moyen, c'est de retoucher la loi de 1884... »

Ainsi, rien dans la législation actuelle ne permet de dissoudre efficacement la C. G. T. Il importe donc d'édicter des peines sévères, analogues à celles de la loi de 1901 contre les administrateurs qui reconstitueraient une union ou un syndicat le lendemain du jugement de dissolution. Il y a intérêt à agir vite.

« Le conflit est aujourd'hui ouvertement déclaré, entre un groupement factieux, incarnation du syndicalisme révolutionnaire et l'Etat représentant de la souveraineté nationale. A celui-ci de décider s'il convient d'abdiquer les prérogatives supérieures de la nation, dont il a la garde, entre les mains des apôtres du sabotage et de l'antimilitarisme » (1).

Cette fédération il est vrai représente une minorité de la classe ouvrière ; d'après les chiffres produits au congrès d'Amiens, en 1906 « elle grouperait 2.399 syndicats comprenant 203.272 membres, soit le quart à peine de l'effectif syndical, et la 1/25 partie de l'ensemble des travailleurs de l'industrie, puisqu'il y a encore en France plus de 4 millions d'ouvriers non syndiqués » (2). Cette

(1) Ferneuil, *Revue politique et parlementaire*, 10 janvier 1911, p. 34.

(2) Pic, *Législation industrielle*, édition 1909, p. 402, note 2.

fédération, qui ne groupe qu'une faible portion de la classe ouvrière, sème la crainte dans l'opinion publique, et avec le mode de votation adopté par elle, il est impossible aux bons éléments de réagir.

Il convient d'armer les pouvoirs publics contre cette fédération que la majorité de la classe ouvrière réprouve.

Il est un autre point sur lequel il convient d'appeler l'attention du législateur, c'est sur la question de la liberté du travail. Le syndicat actuel cherche à se rendre obligatoire en fait, en voulant faire respecter de tous, syndiqués ou non, les décisions qu'il prend; il en résulte une tendance des syndicats à empêcher les ouvriers non syndiqués de travailler, lorsque lui, syndicat, il a décrété la grève. M. Paul Boncour estime qu'il est logique que les syndicats tendent vers la souveraineté économique; d'ailleurs quelle serait l'action des syndicats, s'ils ne pouvaient faire respecter leurs décisions; ce n'est pas une raison parce qu'un certain nombre de timides ou d'indifférents refusent de se syndiquer, pour que le reste de la classe ouvrière, consciente de ses droits n'ait pas le pouvoir de revendiquer ce qui lui paraît juste au prix d'une réduction partielle ou totale de la liberté de ces indifférents.

« Il n'y a pas d'action collective sans organisation, et toute organisation en vue de l'action comporte une certaine part d'autorité. »

Sans doute, la prétention des syndicats serait légitime, si, dans leurs rangs, ils comptaient la grosse majorité de

la classe ouvrière ; on comprendrait alors que la majorité imposât sa volonté à la minorité, car sans cela l'action des syndicats serait réduite à néant. Mais que vaut la décision prise par un syndicat qui représente 10 ou 15 % des travailleurs ; a-t-elle le pouvoir d'engager les autres ouvriers ? Ceux-ci ne sont-ils pas libres de refuser d'accéder au désir du syndicat, et de continuer à travailler, s'ils considèrent que les prétentions syndicales sont injustifiées ? Oui, sans aucun doute, et pourtant, nous voyons chaque jour des grèves s'étendre, malgré le peu de désir qu'ont les ouvriers de la faire ; cela tient à ce que la liberté du travail n'est pas assez protégée ; les ouvriers redoutent la mise à l'interdit, la mise à l'index, le pilori syndical, et les violences qui fourmillent dans les grèves actuelles.

La législation anglaise prévoit le picketing et le rattening.

Le picketing correspond à notre débauchage, c'est une sorte d'espionnage exercé par les syndiqués sur les non syndiqués ; il a pour but de contraindre un ouvrier à adhérer à une grève déclarée.

Le rattening est le succédané violent du picketing ; il consiste à empêcher brutalement un ouvrier non syndiqué et non gréviste de continuer le travail.

L'article 7 de la loi du 13 août 1875 punissait ces procédés de la prison (3 mois au maximum) ou d'une amende (30 livres au plus).

La loi du 21 décembre 1906 sur les trades-unions et

les conflits relatifs au travail, est venue donner aux syndicats la plus grande liberté sur ce point. Le picketing est officiellement reconnu comme licite par les articles 2 et 3 de la nouvelle loi, pourvu qu'il ne s'accompagne pas de violences.

Les syndicats ont-ils le droit de mettre en interdit un ouvrier qui ne veut pas se syndiquer, de mettre à l'index la maison, le patron, qui fait travailler un non-syndiqué, de demander son renvoi sous menace de grève ? Ne peut-il pas y avoir lieu à responsabilité du fait de l'article 1382 du code civil, et l'ouvrier ainsi frappé d'index ne peut-il obtenir des dommages-intérêts ?

L'abrogation de l'article 416 entraîne, prétend-on, la légalité absolue de l'interdiction de travail.

« On menace l'insoumis de le mettre en interdit, on exécute la menace, on l'empêche d'exercer son activité professionnelle, on le prive des avantages de la communauté professionnelle, aux nécessités de laquelle il se soustrait, mais, dans tout cela, on ne porte aucune atteinte à son honneur ou à sa sûreté ; on se contente d'user d'un droit reconnu par la loi, le droit de grève. On pose au patron qui emploie l'ouvrier mis en interdit, l'ultimatum d'une grève pacifique et légale, ou de son renvoi. On interdit au patron de continuer à l'employer, sinon on interdit aux membres du groupe de travailler chez ce patron. Dans toutes ces menaces

d'interdiction prononcées, il n'y a jamais qu'exercice pacifique et légal d'un droit » (1).

M. Thaller estime que la mise à l'index tombera sous le coup de la loi pénale, mais c'est parce qu'il pense que presque toujours cette mise à l'index sera accompagnée de menaces. L'interdiction de travail est licite depuis la loi de 1884, la jurisprudence le déclare.

Le tribunal de Bourguin (2), dans l'affaire Joost, dont nous parlerons plus loin, motivait ainsi son jugement :

« Attendu que la loi des 21-22 mars 1884, sur les syndicats professionnels, a abrogé l'article 416 du code pénal ; qu'en conséquence de cette abrogation, cesse d'être considéré comme un délit punissable, le fait par les patrons ou les ouvriers de se concerter en vue de préparer une grève et de mettre à exécution ce plan concerté, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions et interdictions.... »

La cour de Grenoble, le 28 octobre 1890 (3), disait aussi :

« Attendu... que la mise à l'interdit, comme aussi la proscription d'atelier.... seraient susceptibles de caractériser l'atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail prévue par l'article 416 du code pénal, mais que cet article, ayant été expressément abrogé par la loi

(1) Paul Boncour, thèse, p. 230.

(2) 11 janvier 1890, D., 91, 2, 241.

(3) D., 1891, 2, 243.

du 21 mars 1884.... les faits qui s'y trouvent visés sont insuffisants désormais pour constituer à eux seuls un délit pénal.... »

Ne peut-on pas soutenir que l'article 414 s'applique là où l'article 416 s'appliquait autrefois, et que le législateur n'a supprimé ce dernier que parce qu'il faisait double emploi. On l'a prétendu parce qu'on a allégué que la mise à l'index ou en interdit s'accompagnait forcément de menaces. Cette opinion me semble défendable mais peu conforme cependant à l'esprit de la loi de 1884. Cette loi fut faite dans un but de liberté, tous les travaux préparatoires le disent, et ce fut souvent répété au cours des trois années de discussions, qui ont précédé le vote définitif. Le législateur a nettement voulu donner la liberté d'association aux syndicats professionnels ; il n'a pas voulu entraver l'exercice de ce droit par les pénalités prévues à l'article 416 et c'est pour cela qu'il l'a supprimé. Comment admettre que le législateur ait abrogé l'article 416 dont les pénalités s'élèvent au plus à 300 francs, pour garder les pénalités de l'article 414 qui sont beaucoup plus fortes, puisqu'elles ont pour maximum 3.000 francs. C'eût été de sa part un singulier moyen de consacrer la nouvelle liberté. Les doutes qui ont plané sur la question viennent d'un arrêt de la cour de cassation du 5 avril 1867 (1), que nous avons déjà cité et dans lequel la cour

(1) S., 1867, 4, 228.

déclarait que le mot « menaces » de l'article 414 avait une portée générale et que les pénalités s'appliquaient notamment lorsque les ouvriers menaçaient de faire cesser le travail.

Deux arrêts déclarent formellement que l'article 414 s'applique, lorsqu'il y a lieu de protéger la liberté du travail ; l'un est un arrêt de la cour de Grenoble du 18 juillet 1901 (1) :

« Attendu que, s'il est incontestablement permis à des ouvriers de se mettre en grève pour la défense de leurs intérêts professionnels, l'exercice de ce droit ne les autorise pas à contraindre, par des moyens illicites, d'autres ouvriers à cesser leur travail ; que l'article 414 du code pénal a précisément pour but de protéger la liberté individuelle, en punissant ceux qui se seraient concertés pour amener, à l'aide de violences, voies de fait, menaces, ou autres manœuvres frauduleuses, une cessation de travail, et qui auraient ainsi porté atteinte au libre exercice du travail.....; Attendu que, si l'intention des grévistes avait été simplement de connaître les noms des ouvriers qui travaillaient....., il n'était pas besoin de l'entourer (la villa Graven) au nombre d'une centaine, d'essayer d'enfoncer les portes, et d'y pénétrer de force ; que le but manifeste des grévistes, n'était pas de connaître le nom des ouvriers qui travaillaient dans cette villa, mais de les contraindre à

(1) S., 1903, 2, 30.

abandonner leur travail ; — Attendu que, si l'abrogation de l'article 416 du code pénal a supprimé le délit qui consistait à porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, par un concert formé pour empêcher le travail au moyen d'amendes, proscriptions, défenses, ou interdictions, c'est-à-dire par des moyens coercitifs purement persuasifs, on ne saurait en conclure que le législateur a entendu autoriser et légitimer l'usage des menaces et des violences pour obtenir la cessation du travail, même de la part d'ouvriers syndiqués; que l'interdiction d'employer les violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, sanctionnée par l'article 414 du code pénal, n'a reçu aucune atteinte par l'abrogation de l'article 416 du même code..... »

L'autre arrêt est de la cour de Paris et porte la date du 5 février 1901 (1) :

« Attendu que, si la loi du 21 mars 1884 a abrogé l'article 416, elle a laissé subsister l'article 414 qui qualifie de délit les violences, voies de fait, menaces et manœuvres frauduleuses, dans le but de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail ; que le mot « menaces », dans le sens de cet article, ne s'entend pas seulement de menaces de voies de fait, mais qu'il a une portée plus générale, et qu'il s'appli-

(1) S., 1902, 2, 277 (Syndicat des mouleurs de Persan-Beaumont et Sauvage contre Letixerant).

que à toutes les menaces ou violences morales, ayant pour objet, ou pouvant avoir pour résultat, une atteinte portée à la liberté du travail ou de l'industrie ; que la mise à l'index d'un patron.... n'est pas seulement la défense ou l'interdiction de travailler pour le compte de ce patron, mais la menace d'une perte absolue et définitive de travail pour tout ouvrier qui consentirait à se laisser employer par lui.... »

L'avocat général Desjardins, en 1896, soutint, dans ses conclusions devant la cour de cassation, que l'article 414 était applicable (1). Le procureur général Ronjat avait soutenu la même idée en 1892 devant la cour de cassation dans l'affaire Joost.

Cette opinion a été combattue par Z... dans une note que l'on trouve sous l'arrêt de la cour de cassation du 9 juin 1896 (déjà cité dans la note ci-dessous).

« Les faits que réprimait l'article 416 du code pénal étaient ceux qui tendaient, en vertu d'un plan concerté, à « porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ». C'était, par exemple, le fait de la part des ouvriers, d'empêcher, sous des menaces de grève, un patron de garder un de ses ouvriers, ou celui de mettre un atelier à l'index, ou de défendre aux ouvriers d'y travailler..... Voilà donc (d'après M. Desjardins) par suite de l'abrogation de l'article 416 du code pénal, abrogation édictée pour favoriser le libre

(1) Conclusions sous Cassation, 9 juin 1896, S., 97, 1, 25.

exercice du droit de grève, l'article 414 applicable. Il est du moins applicable quand les interdictions faites à un patron d'employer tel ouvrier, ou à un ouvrier de travailler chez tel patron, sont accompagnées de menaces ; il est en conséquence applicable dans tous les cas où l'article 416 du code pénal l'était autrefois, car ce n'est pas évidemment par une invitation non comminatoire, par l'emploi de la douceur, et par la persuasion, que les ouvriers songeront à réaliser leur but et ce ne sont pas de semblables moyens que visait l'article 416.

« Or, l'article 414 du code pénal est sanctionné d'une manière beaucoup plus dure que ne l'était l'article 416; la contravention à l'article 416 était punie d'une amende de 16 à 300 francs, et d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois ou de l'une de ces deux peines seulement ; la contravention à l'article 414 est punie d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans, et d'une amende de 16 à 3.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement ; en outre, comme il y a nécessairement plan concerté on ajoutera, avec l'article 415, que les coupables peuvent être mis sous la surveillance de la haute police pendant un délai de 2 à 5 ans..., M. l'avocat général heureusement se trompe... pour qu'un acte rentre dans ceux prévus par l'article 414, il faut que la grève y soit un résultat cherché, et non pas un moyen employé....

« L'arrêt précité du 5 avril 1867 ne dit pas autre

chose ; le rapprochement de ses divers considérants fait au contraire très nettement apparaître la différence d'application qui existait entre les articles 414 et 416 ; deux faits différents..... s'y trouvent relevés : l'un consistait dans une interdiction faite à un patron d'employer tel ouvrier, l'article 416 lui a été appliqué ; l'autre consistait dans des menaces adressées à un ouvrier pour l'obliger à s'affilier à une grève, et ici c'est à l'article 414 que la cour de cassation a fait appel.

« Le seul auteur qui ait prévu la question, M. Garraud, est d'avis que l'article 414 du code pénal est sans application à la répression des faits qui, comme la menace faite à un ouvrier de le priver de travail s'il n'entre pas dans le syndicat, ou un patron de mise en interdit, s'il ne renvoie pas un ouvrier, étaient visés par l'article 416.

« On comprend que les manœuvres destinées à porter une atteinte quelconque à la liberté du travail, aient été par l'article 416 moins sévèrement punies, et ne soient plus aujourd'hui considérées comme un délit ; forcer un ouvrier à se mettre en grève, c'est lui ôter ses moyens d'existence, lui rendre plus difficile sa rentrée dans l'usine à la fin de la grève, faire de lui une proie pour les fauteurs de désordres, l'exposer à se rendre complice de crimes ou de délits contre les personnes ou les propriétés, augmenter enfin le danger qu'une grève peut faire courir à l'organisation sociale. Mettre au contraire un patron en interdit, ou un ouvrier à l'in-

dex, c'est simplement forcer le premier à fermer ses ateliers pendant quelque temps, le second à s'éloigner de l'usine pour trouver ailleurs du travail ; le danger est nul pour la société ; les intérêts particuliers seuls sont lésés. »

Pour ma part, j'estime qu'il faut admettre à l'heure actuelle que la mise en interdit ou à l'index ne constitue plus un délit au point de vue pénal. Mais au point de vue civil, le patron ou l'ouvrier lésé n'a-t-il pas une action en dommages-intérêts en vertu de l'article 1382 du code civil.

Z..., dans la note ci-dessus mentionnée, dit que seuls les intérêts particuliers sont lésés. Il ajoute : « Le particulier lésé a-t-il droit à des dommages-intérêts?... Nous croyons que ce droit lui appartient ».

Reportons-nous à la jurisprudence :

Il a été soutenu qu'il n'y avait nullement responsabilité civile du syndicat, à propos de l'affaire du syndicat de Jallieu, plus connue sous le nom d'affaire Joost.

Joost avait cessé de payer ses cotisations au syndicat, ne voulant plus en faire partie ; le syndicat lui ayant demandé de payer ce qu'il avait en retard, Joost refusa et fut exclu du syndicat, qui menaça alors le patron M. Brunet-Lecomte, de faire la grève, s'il ne renvoyait pas ledit Joost. Ce dernier réclamait au syndicat 10.000 francs de dommages-intérêts, en articulant que le syndicat n'avait pas le droit d'imposer son renvoi au patron chez lequel il travaillait.

Le tribunal de Bourguin, le 11 janvier 1890 (1), refusait les dommages-intérêts, déclarant que le syndicat n'avait fait qu'user de son droit. Joost fit appel, et la cour de Grenoble confirma le jugement du tribunal de Bourguin, le 28 octobre 1890 (2) :

« Attendu, dit la cour,..... que la démarche du syndicat auprès de Lecomte, si fâcheuse qu'elle puisse être dans son résultat, ne tombe à aucun point de vue sous l'application de l'article 1382 du code civil..... ; qu'il n'a été porté atteinte à aucun droit ni conventionnel, ni légal, dans la personne de Joost..... ; que, sans doute,..... il y a eu pression morale, mais, qu'exercée à l'aide de moyens licites, dans un but licite, la pression morale ne saurait constituer une faute.... »

Nous avons cité plus haut ces deux arrêts, parce qu'ils déclaraient licite la mise en interdit depuis l'abrogation de l'article 416 du code pénal. Ils considèrent en outre que l'article 1382 du code civil ne peut s'appliquer et qu'il ne peut y avoir lieu à dommages-intérêts.

À propos de cet arrêt de la cour de Grenoble, il convient de citer la note suivante de M. Mongin (3) :

« La cour estime que le syndicat s'est borné à user de son droit strict, qu'il se trouve ainsi en mesure d'invoquer l'adage « *Neminem locdit qui suo jure uti-*

(1) D., 1891, 2, 241.

(2) D., 1891, 2, 243.

(3) Note sous Grenoble, 28 octobre 1890, P., 1892, 2, 17.

tur » ; les moyens employés et le but poursuivi sont en effet également licites. Comme moyen de pression, il a employé une menace de mise en interdit, et le renvoi de l'ouvrier ; car il est incontestable que les ouvriers ont le droit d'annoncer à leur patron la grève comme imminente, au cas où ils n'obtiendraient pas la satisfaction qu'ils demandent..... Le but poursuivi était, aussi, conforme au droit : il s'agissait de recruter un membre au syndicat ; et une association a le droit d'influencer la volonté des personnes qu'elle veut s'adjoindre, pourvu qu'elle n'ait recours à aucun moyen coupable.... Nous ne croyons pas, cependant, que les motifs allégués soient décisifs ; l'atteinte à la liberté individuelle est, dans l'espèce, si grave, si caractérisée, et si contraire à certaines garanties réservées par le législateur de 1884, que l'analyse juridique ne saurait y découvrir les éléments véritables de l'exercice d'un droit. Quel a été, dans son ensemble, le moyen employé ?..... la suppression du travail, l'interdiction du métier, voilà le fond de la tactique mise en œuvre pour amener l'ouvrier à composition. Un pareil moyen n'est-il pas directement attentatoire au principe de la liberté du travail, qui, s'il a été privé de certaines sanctions pénales, n'en conserve pas moins toute sa force au droit civil, et continue à former la base de notre régime industriel ? Le droit de chaque individu ne va que jusqu'à la limite du droit d'autrui ; l'article 1382 devient applicable, lorsqu'un acte empiète

sur le droit du voisin ; or lorsqu'une personne fait tous ses efforts pour interdire à une autre l'exercice d'un métier, ne viole-t-elle pas un droit fondamental ? La loi de 1884 ne porte pas atteinte aux conséquences civiles du principe de la liberté du travail ; ainsi il a été jugé que les engagements pris en vue de soutenir solidairement une grève, ne sont pas valables, et qu'ils ne donnent pas une action en justice aux grévistes pour obtenir le payement des secours promis. Il est généralement reconnu, que les amendes prononcées par les chefs du syndicat en vertu des statuts, contre les ouvriers refusant de prendre part à une grève, ne peuvent être réclamés judiciairement. Ces diverses décisions supposent bien que les syndicats portent atteinte au droit, lorsqu'ils empêchent le libre exercice du travail, même par de simples interdictions, sans avoir recours à des violences ; si de pareils actes étaient entièrement licites, pourquoi les engagements propres à en fortifier l'effet, ne seraient-ils pas exécutoires ? »

L'objection que l'on peut faire au principe des dommages-intérêts, c'est qu'on semble ainsi porter atteinte à la loi de 1884, et rendre inefficace l'arme qu'elle a voulu donner aux ouvriers. Si le syndicat est sans cesse sous la menace de dommages-intérêts, il y aura de multiples procès, qui absorberont rapidement le peu de fortune, qu'il lui est permis de posséder. « L'abolition de la peine criminelle entraîne donc implicitement l'abolition de la peine civile. Nous ne pensons pas qu'il

soit excessif de considérer les dommages-intérêts comme pouvant être dus; cette doctrine ne paralyse nullement le droit de grève comme beaucoup semblent le croire; elle empêche seulement que ce droit (de grève) ne devienne abusif en portant une atteinte trop grave à la liberté individuelle... Le droit à des dommages-intérêts commencera à partir du moment où des actes précis, caractérisés, viendront à se produire contre l'ouvrier, et lui enlever la liberté de rester dans l'atelier; un certain nombre refusant d'obéir à leurs camarades, continuant à travailler, se voient menacés ou frappés eux-mêmes d'interdit, de proscriptions, d'amendes et subissent, par suite, certains préjudices; nous ne voyons pas pourquoi leur droit à indemnité ne serait pas reconnu..... Il (le patron) n'aura pas le droit à des dommages-intérêts, à raison de ce seul fait que le syndicat aura proclamé la grève, et publié sa décision même par la voie de la presse; mais le jour où des actes d'intimidation, et de proscription auront écarté le personnel qui lui était demeuré fidèle, son droit d'engager librement des employés aura été violé, et l'article 1382 serait applicable (1). »

L'opinion soutenue par les deux arrêts de Bourguin et de Grenoble, n'a pas triomphé devant la cour de cassation, qui, dans la même affaire Joost, admit qu'il pouvait y avoir lieu à dommages-intérêts.

(1) Note Mongin, précitée.

L'arrêt de la cour de cassation est du 22 juin 1892 (1). Le procureur général Ronjat déposa les conclusions suivantes (dont nous avons déjà parlé plus haut).

« S'il est..... permis d'user de son droit, de tout son droit pour la protection et la sauvegarde d'un intérêt légitime, si minime qu'il soit, et quel que soit le préjudice qui doive en résulter pour autrui, l'usage d'un droit cesse d'être licite, et engendre une action en dommages-intérêts lorsqu'il a pour unique mobile la volonté de nuire à autrui. »

La cour de cassation admit les conclusions du procureur général, et, sur la légitimité de la mise en interdit, fit une distinction entre les interdictions qui ont pour but la défense des intérêts professionnels, et celles qui ne visent qu'un intérêt purement personnel.

« Attendu que l'article 7 (de la loi de 1884) donne à tout membre d'un syndicat professionnel le droit absolu de se retirer de l'association, quand bon lui semble; que, si, depuis l'abrogation de l'article 416 du code pénal, les menaces de grève adressées, sans violence, ni manœuvres frauduleuses, par un syndicat à un patron, à la suite d'un concert entre ses membres, sont licites, quand elles ont pour objet la défense des intérêts professionnels, elles ne le sont pas lorsqu'elles ont pour but d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier, parce qu'il s'est retiré de l'association, ou qu'il refuse d'y rentrer ;

(1) D., 92, 1, 449 ; S., 93, 1, 44.

que dans ce cas, il y a une atteinte au droit d'autrui, qui, si ces menaces sont suivies d'effet, rend le syndicat passible de dommages-intérêts envers l'ouvrier congédié.....; par ces motifs, casse, renvoie devant la cour de Chambéry. »

Cette dernière rendit son arrêt le 14 mars 1893 (1).

« Attendu que les agissements du syndicat constituent, à l'encontre de Joost, une atteinte au droit naturel qu'a tout homme d'exercer librement son industrie en se conformant aux lois.....; qu'il n'est permis à personne d'abuser de son droit; qu'il y a abus d'un droit toutes les fois que celui qui prétend l'exercer n'agit que dans le but de nuire à autrui, sans aucun intérêt pour lui-même.....; que leur menace de cesser le travail n'était, en réalité, qu'une manœuvre injustement dirigée contre un ouvrier auquel ils ne pouvaient adresser aucun reproche sérieux..... — Attendu que, par cette disposition (art. 7) le législateur a voulu protéger la liberté individuelle; que, s'il ne permet pas d'y renoncer par des clauses volontairement consenties, il prohibe, à plus forte raison, toute manœuvre, tout agissement qui tendrait à en paralyser l'exercice; que cette liberté, dont le maintien est d'ordre public, deviendrait purement illusoire pour l'ouvrier, s'il ne pouvait en user sans se voir menacé par là même d'être privé du travail, qui est le plus souvent son seul moyen d'exis-

(1) D., 1893, 2, 492.

tence..... ; que le préjudice éprouvé par Joost est incontestable, et que la cour possède les éléments nécessaires pour déterminer le chiffre des dommages-intérêts ;

Par ces motifs, condamne les intimés..... à payer à Joost, la somme de 2.000 francs à titre de dommages-intérêts... »

Il est certain que le syndicat use d'un droit en mettant à l'index un patron ou un ouvrier, mais il peut y avoir exercice abusif du droit donnant lieu à des dommages-intérêts.

Z..., dans la note que nous avons citée plus haut, disait :

« Pour supprimer toute entrave aux coalitions et aux grèves, la loi du 21 mars 1884, en abrogeant l'article 416 du code pénal, a voulu que les ouvriers fussent libres d'exercer une pression sur les tiers, ouvriers ou non. Il lui a paru que, désormais, ces actes ne devaient plus être considérés comme troublant l'organisation sociale. Mais ce serait aller trop loin que de donner aux ouvriers le droit de satisfaire un peu louable désir d'oppression, en nuisant, sans profit pour eux-mêmes, et par pure méchanceté, à des tiers ; il suffit qu'ils aient le droit de nuire à ces derniers, lorsqu'ils ont un intérêt à satisfaire ; cet intérêt peut être de nature quelconque, les ouvriers useront légitimement du droit de grève pour forcer à renvoyer un contremaître injuste, un ouvrier étranger, qui, ayant moins de besoins, se contente

d'une paye moindre et avilit les salaires. Mais il serait inadmissible, que la saine théorie, qui réprime par une condamnation à des dommages-intérêts la méchanceté irraisonnée, fût mise en échec au profit des syndicats ou des ouvriers. »

M. Paul Boncour est d'une autre opinion.

La cour de cassation a donné à l'article 7 une portée qu'il n'a jamais eue : l'article 7 vise uniquement à annuler toute disposition des statuts qui aurait pour effet de lier le syndiqué au syndicat. Il ne saurait devenir un texte de protection générale des droits de l'individu et de la liberté du travail. Ce n'est pas sur cet article que devrait se fonder la cour de cassation pour déclarer délit civil l'interdiction de travail. M. Paul Boncour estime, que l'interdiction de travail prononcée contre un ouvrier parce que non syndiqué, ne dépasse pas les limites de l'intérêt professionnel, et il est malheureux d'ouvrir le champ à l'arbitraire du juge, « en lui permettant, en lui donnant même comme mission, de se prononcer sur la valeur, sur l'opportunité de la politique professionnelle ; de déclarer, suivant son bon plaisir, que telle grève est légitime et telle autre pas » (1).

Il est à souhaiter que pareille jurisprudence ne passe pas dans les habitudes, et ne s'établisse pas définitivement, car, on verrait certains faits être punissables un

(1) Paul Boncour, thèse, p. 308

jour, et pas le lendemain ; la coalition serait innocente ou coupable suivant que ses auteurs auraient bien ou mal apprécié la situation industrielle ou même leur propre intérêt. Cette conséquence de la thèse de la cour de cassation est absolument logique.

Postérieurement à l'arrêt de la cour de cassation, d'autres arrêts ont admis qu'il pouvait y avoir responsabilité civile du syndicat.

Ainsi un arrêt de la cour de Lyon, du 2 mars 1894 (1):

« Considérant que c'est à la suite d'une menace de grève, que le directeur de l'usine, cédant aux instances des ouvriers syndiqués, a congédié Oberlé à la date du 14 mars 1890 ; considérant que cette intervention du syndicat s'est produite d'une manière illicite..... que l'on objecterait en vain que l'intervention du syndicat a été régulièrement légale, en vertu de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, et qu'aucune faute n'est imputable aux ouvriers syndiqués ; qu'il résulte en effet, tant du texte de la loi nouvelle, que des principes exposés dans les travaux préparatoires, que cette loi a pour objet unique de protéger les ouvriers dans leurs intérêts professionnels vis-à-vis des patrons, en les autorisant à se concerter entre eux, pour la libre discussion de leurs salaires ; mais que la faculté accordée par la loi est limitative, qu'elle ne peut être

(1) D., 1894, 2, 305 (Oberlé contre syndicat des tailleurs de cristaux d'Oullins).

étendue au-delà du règlement des difficultés qui s'élèveraient directement entre les patrons et leurs ouvriers ; que le législateur a voulu, d'une part, assurer la liberté entière de l'ouvrier vis-à-vis du patron dans la fixation du salaire, mais qu'en même temps, il a entendu faire respecter la liberté personnelle, et l'indépendance des ouvriers, en proclamant dans la même loi, le droit de chacun d'eux de faire partie ou de ne pas faire partie du syndicat suivant sa volonté.....; considérant... que les membres du syndicat des tailleurs de cristaux d'Oullins ont commis une faute dont il est dû réparation ;

« Par ces motifs,..... condamne en conséquence le syndicat à payer à Oberlé la somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts. »

De même, un arrêt de la cour de Paris, du 31 mars 1896 (1) : « Considérant qu'il résulte des documents de la cause et qu'il est établi par l'aveu même de la chambre syndicale, qu'en 1885, à propos d'un différend élevé pour une cause mal définie, que ladite chambre s'obstine à ne point faire connaître, entre elle et la maison Geoffroy, dans laquelle travaillait Bonnissent père, cette maison fut mise à l'index et inscrite au pilori corporatif ; que Bonnissent, qui, au surplus, n'avait jamais fait partie du syndicat, continua à travailler dans la maison Geoffroy ; que pour cette seule raison, il fut mis en con-

(1) D., 1896, 2, 184.

signe, que par ce fait, Bonnissent, après la fermeture de cette maison, s'est vu fermer l'accès de toutes les maisons similaires, même non consignées, par la crainte légitime où elles étaient de se voir elles-mêmes mises en interdit, si elles venaient à l'employer ; qu'en agissant ainsi, et en continuant jusqu'à aujourd'hui à insérer son nom à la quatrième page du journal *la Fonderie*, au nombre des ouvriers figurant au pilori corporatif, la chambre syndicale des fondeurs en cuivre a excédé les droits à elle conférés par la loi du 21 mars 1884, qui, dans son article 3, les a strictement limités à l'étude et à la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, que ladite chambre syndicale pouvait indubitablement prendre toutes mesures ayant pour but la défense des droits professionnels de ses adhérents, mais sans porter atteinte aux droits d'autrui ; que, sans doute, la loi susvisée a eu pour but, et pour résultat, d'abroger les articles 416 et suivants du code pénal, en enlevant le caractère délictueux aux faits de coalitions insérés dans les articles 1382 et suivants du code civil ; que, dès lors, en frappant Bonnissent d'interdit, et en attachant à son nom la note infamante de l'insertion pendant dix ans au pilori corporatif, elle lui a causé méchamment, et dans le seul but d'assurer l'exécution de ses propres statuts, un grave préjudice moral et matériel ; considérant d'autre part, qu'envisagés à un autre point de vue, les agissements de ladite chambre syndicale ont été la plus violente atteinte portée

dans la personne de Bonnissent à la liberté du travail, garantie par les lois et à la libre indépendance des citoyens..... »

Dans le même sens un arrêt de la cour de Lyon, du 15 mai 1895 (1). (Syndicat des ouvriers robinetiers de Lyon, c. Burnichon.)

« Considérant qu'aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; considérant que ce n'est pas se livrer à l'étude de ces intérêts, que de fermer la porte des ateliers à tout ouvrier qui ne fait pas partie du syndicat ; que rien n'était certainement plus éloigné de l'esprit du législateur de 1884, que de faire renaître par la loi nouvelle le monopole tyrannique des anciennes corporations de métier abolies par la révolution de 1789. — Considérant, il est vrai, qu'aux termes de l'article 6 de la susdite loi, les syndicats professionnels peuvent créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail ; qu'en vertu de cet article, on peut admettre qu'ils constituent des sortes de bureaux de placements pour leurs adhérents ; qu'ils recommandent ceux-ci à la bienveillance des patrons, et cherchent à leur procurer du travail, mais à la condition que ce soit par des moyens honnêtes et licites, et non en signi-

(1) D., 1895, 2, 310, S., 1896, 2, 30.

fiant aux patrons l'interdiction d'employer aucun ouvrier non syndiqué sous menace de grève ; que de semblables manœuvres engagent la responsabilité du syndicat envers ceux qui en sont les victimes..... considérant que sur les neuf témoins entendus, sept affirment de la façon la plus nette que c'est le syndicat qui, par une intervention active et spéciale, a empêché Burnichon, après son départ de la maison Curbillon, d'être employé par d'autres patrons.....

Par ces motifs....., condamne le syndicat..... à payer à Burnichon avec intérêt légal à partir de l'arrêt actuel, la somme de 2.000 francs..... »

Citons encore un jugement du tribunal civil de Lille (1^{re} chambre) du 4 juillet 1901 (1) :

Un ouvrier mouleur, Arthur DufLOT, avait été mis à l'index à la suite d'une grève (en 1892) ; poursuivi par le syndicat, il ne put trouver du travail, ni exercer par suite son métier de mouleur ; il demande 15.000 francs de dommages-intérêts au syndicat.

« Attendu, dit le jugement, que les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'œuvre de la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; qu'il n'est jamais entré dans l'esprit du législateur d'en faire des instruments de despotisme et de tyrannie à l'égard des ouvriers qui entendaient conserver leur liberté d'action et refusaient de se syn-

(1) D., 1903, 2, 464.

diquer ; que, par suite, l'ouvrier non syndiqué qui a été empêché de travailler par la faute du syndicat a droit, en vertu de l'article 1382 du code civil, de réclamer des dommages-intérêts pour le préjudice causé..... »

Le tribunal accorda 500 francs de dommages-intérêts à Duflot.

L'avocat général Desjardins, nous l'avons dit, soutint devant la cour de cassation, que l'interdiction de travail ne constituait plus un délit pénal. Mais, dans ces mêmes conclusions il fait des réserves au sujet de la question des dommages-intérêts.

« Mais (1) pourquoi ne pourrait-on pas envisager dans la sphère du pur droit civil, cette même menace comme, en fait, capable d'engendrer une action en dommages-intérêts ? Est-ce qu'un fait préjudiciable à autrui cessera nécessairement d'engager une responsabilité civile, par cela seul qu'il n'entraînera plus la responsabilité pénale ? » M. Desjardins ne le pense pas, et, sur ce point, voyant que la cour de Rennes avait déclaré, le 21 juillet 1894, qu'en interprétant ainsi la loi, on allait contre le gré du législateur de 1884, il dit :

« Aurait-on, par hasard, fait régir par une sorte de droit nouveau, tout un ordre de faits en vue d'assurer le libre essor des syndicats professionnels admis désormais à se constituer sans l'autorisation du gouvernement ? Ce serait là, si je ne me trompe, une conjecture

(1) Conclusions sous cassation, 9 juin 1896, S., 97, 1, 27.

téméraire. Il ne faut pas s'imaginer que le législateur de 1884, en affranchissant de certaines entraves la formation de certains syndicats, ayant pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, se soit proposé purement et simplement d'encourager les grèves ; ce serait lui faire injure.... » La grève peut ne pas être légitime « par exemple, si les grévistes se proposaient de semer une agitation stérile ou de nuire à autrui. Dans ce dernier cas, on ne peut, sans violer le droit commun, dénier à la personne lésée la faculté de se plaindre. On ne peut pas éliminer, par une fin de non recevoir, le droit élémentaire pour des citoyens de réclamer devant la justice de leur pays, la réparation d'un fait dommageable... Lorsque des menaces de grève sont dictées par un esprit de malveillance, quand elles ont pour but et pour effet d'imposer le congé dûment injustifié d'un ouvrier, elles peuvent motiver une action en dommages-intérêts... » La cour cassa le jugement de la cour de Rennes.

Nous trouvons reprise dans les conclusions de M. Desjardins, la distinction faite par la cour de cassation en 1892, entre le cas où les menaces sont faites dans un esprit de malveillance, et celui où la menace de grève est absolument légitime. C'est cette même solution qui est adoptée par l'arrêt de la cour de Paris, du 5 février 1901, que nous avons déjà cité.

Cet arrêt décide qu'il y a lieu à dommages-intérêts, s'il y a faute reconnue du syndicat.

« Attendu que ces actes, même licites, au point de vue pénal, peuvent donner lieu à une action en dommages-intérêts en vertu de l'article 1382 du code civil, s'ils constituent une faute ou un abus portant atteinte au droit d'autrui... Que le syndicat a commis une double faute : 1° en mettant ou en maintenant à l'index la maison Letixerant, alors qu'aucun intérêt professionnel n'était en jeu, la grève ayant pris fin ; 2° en sortant de la sphère d'action et de ses attributions, pour imposer une interdiction avec menaces à tous les ouvriers mouleurs en métaux, même à ceux ne faisant pas partie du syndicat ; que cette mesure portait atteinte aux droits reconnus par l'article 7 de la loi du 21 mars 1884 à tout membre d'un syndicat professionnel de se retirer à tout instant de l'association, et de recouvrer sa pleine liberté d'action.... ; attendu que, si on peut se montrer très large, toutes les fois qu'il s'agit de la défense d'intérêts professionnels, on ne saurait cependant tolérer des actes de représailles, accomplis par malveillance, dans le but de nuire, et en dehors de tout intérêt de la profession... »

Les quatre arrêts ci-dessous se sont aussi inspirés de cette même idée que la mise à l'index a eu nettement pour but de nuire à l'intéressé.

La première décision a été rendue par le tribunal civil de première instance de Genève, le 24 février 1899, dans l'affaire Stucker-Boock (1).

(1) P., 1899, 5, 47.

Il s'agissait d'une mise à l'index prononcée par la chambre syndicale des ouvriers fondeurs en fer de Genève contre la maison Stucker-Boock de Genève. La mise à l'index avait été annoncée dans le *Peuple de Genève* et motivée par les faits suivants : « salaires inférieurs à ceux des autres fonderies de la place, irrégularités dans le calcul des heures de travail et renvoi de six ouvriers qui, après avoir signé de force un engagement de consentement, avaient retiré leurs signatures. »

La *Tribune de Genève* inséra, le 16 avril 1897, le maintien de la mise à l'index. Le 29 avril 1897, Stucker-Boock réclamait des dommages-intérêts, et l'insertion du jugement à intervenir dans un certain nombre de journaux qu'il nomme.

« Attendu, dit le jugement, que si, dans certains cas, la grève est un moyen légal, auquel les ouvriers peuvent recourir, on doit considérer comme constituant un acte illicite, les entraves apportées par un tiers au libre exercice par un industriel, de sa profession, soit en mettant à l'index, par voie d'affiches ou d'articles de journaux, son usine ou son atelier ; soit en incitant ses ouvriers à se mettre en grève, alors surtout que ceux-ci se déclarent satisfaits de leurs salaires et des rapports qu'ils entretiennent avec le patron ; attendu que la chambre syndicale, soit les défenseurs, membres de son comité, simples tiers vis-à-vis de Stucker-Boock, se sont, sans aucun mandat, et sans aucun droit, ingérés arbitrairement dans

les opérations industrielles du demandeur pour les entraver, et même les rendre impossibles ; — attendu qu'une semblable intrusion constitue une atteinte d'autant plus grave au droit, et à la liberté industrielle du demandeur, qu'elle s'est continuée avec un acharnement inqualifiable, pendant près de deux années, malgré la conviction que les défendeurs devaient avoir de l'injustice de leurs procédés ; malgré les avis qui, à plusieurs reprises, leur ont donné des tiers éclairés et désintéressés ; et qu'enfin, il ressort de tous les faits de la cause que cette campagne n'a été provoquée et continuée que dans un but de vengeance personnelle ; — attendu que les agissements illicites des défendeurs ont causé au demandeur un dommage matériel indéniable, en éloignant de son atelier les ouvriers désireux de s'y embaucher, en écartant les clients par la crainte que l'insuffisance du personnel empêcherait l'exécution rapide de leurs commandes ; en diminuant le crédit commercial du demandeur ; et enfin, en l'obligeant à soutenir le présent procès pour faire cesser l'interdit mis sur sa maison ; — attendu que la mise à l'index qui a pesé pendant deux années sur l'atelier du demandeur et qui a été, à diverses reprises, publiée dans les journaux de Genève et de Zürich, a porté également une grave atteinte à sa situation personnelle ; qu'il a droit à une réparation ;... que cette réparation doit consister non seulement dans une indemnité pécuniaire, mais

dans la publication du présent jugement, dans les mêmes journaux qui ont publié la mise à l'index.... »

Le second arrêt est celui du tribunal de Charleville, du 7 janvier 1892 (1).

« Attendu... qu'elle (la loi de 1884), n'a pas voulu organiser la tyrannie... en établissant pour la collectivité le droit d'opprimer l'individu ; qu'une semblable dérogation aux principes, qui, *contra naturam juris*, ferait de l'intérêt professionnel une sorte de raison d'Etat et érigerait les syndicats en Etats dans l'Etat, ne doit point, en l'absence d'un texte formel, s'induire d'une simple suppression d'un article du code pénal ; — attendu qu'en mettant en interdit le débit de boissons tenu par X..., les défendeurs ne servaient même pas un intérêt professionnel... qu'ils voulaient simplement opprimer et frapper un homme, parce qu'il s'était refusé à exécuter leurs ordres de proscription... qu'il y a lieu, en conséquence, d'ordonner que la réparation soit prononcée dans la limite du possible, par les moyens de publicité employés pour causer le préjudice... ».

En troisième lieu, nous trouvons un jugement du tribunal civil de Douai, en date du 7 mai 1902 (2).

Il s'agissait d'un syndicat ouvrier qui avait affiché une mise à l'index, prononcée contre certains patrons. Le

(1) D., 1892, 2, 433.

(2) D., 1903, 2, 329.

tribunal a considéré qu'il y avait là une faute qui entraînait, pour le syndicat, une obligation de payer des dommages-intérêts.

« Attendu qu'il ne saurait leur (aux syndicats) être permis... de blâmer, réprimander et censurer, par voie d'affiche, comme ont cru pouvoir le faire les défenseurs, certains patrons, désignés par leurs noms à la malignité ou aux commentaires plus ou moins désobligeants du public.... qu'il s'agit de constater que Cuvelier et consorts ont donné à leur décision une publicité extraprofessionnelle inutile, par conséquent abusive et vexatoire, et que ce fait constitue, au lieu de l'exercice d'un droit, une faute donnant lieu à l'application de l'article 1382 du code civil... ; par ces motifs, condamne les défendeurs conjointement et solidairement, à payer une somme de 300 francs... à titre de dommages-intérêts. »

Nous retrouvons la même idée dans le quatrième arrêt qui est de la cour de Riom et porte la date du 7 février 1900 (1).

En somme, voici quelle est la tendance actuelle de la jurisprudence.

Lorsque l'interdiction de travail est exercée uniquement dans un but de malveillance, la jurisprudence applique presque toujours la doctrine de la cour de cassation, et déclare l'interdiction de travail, délit civil donnant lieu à des dommages-intérêts.

(1) S., 1903, 2, 225.

Lorsque l'interdiction de travail est exercée contre un ouvrier, parce que non syndiqué, la jurisprudence déclare alors souvent qu'il y a quasi-délit civil (Chambéry, 14 mars 1893. Tribunal civil de Lyon, 10 août 1895. Cour de Lyon, 15 mai 1895).

Si l'interdiction a été prononcée parce que l'ouvrier ne se soumet pas aux conditions de travail fixées par le syndicat, la jurisprudence refuse alors toujours de considérer l'interdiction de travail comme un délit civil.

M. Paul Boncour admet, comme la plupart des auteurs, qu'il y a délit civil quand l'interdiction de travail est exercée dans le seul but de nuire à autrui, ou quand il est prouvé que l'intention de nuire est le motif principal de l'interdiction de travail ; mais il ne veut pas admettre qu'il y ait délit civil dans une interdiction de travail prononcée contre un ouvrier qui n'est pas syndiqué, car, ou bien l'intention de nuire était le motif principal et alors c'est le cas précédent, ou bien ce n'est pas prouvé et alors il y a lieu de supposer que les limites de l'intérêt professionnel ne sont pas dépassées et que la loi est seulement interprétée dans un sens de liberté, ce que désirait M. Waldeck-Rousseau.

M. Paul Boncour ne pense pas qu'il faille abandonner l'antithèse de la liberté et de la licence.

« La liberté (1), c'est le droit pour le groupement ouvrier de poursuivre et d'établir une souveraineté du tra-

(1) Paul Boncour, thèse, p. 324.

vail... ; la licence, ce serait d'étendre sur toute l'activité des membres de la profession, une tyrannie qui ne se réclamerait pas de l'intérêt professionnel, mais de tout autre point de vue religieux, politique, révolutionnaire, ou bien qui ne se réclamerait pas de règles générales, mais de vengeances ou de représailles particulières ; cette licence serait profondément regrettable. »

C'est aussi mon avis ; car, s'il est nécessaire d'accorder aux syndicats les moyens de faire respecter leurs décisions, et de veiller efficacement à la défense des intérêts professionnels, il serait intolérable de leur concéder une mainmise tyrannique sur la classe ouvrière, surtout à l'heure actuelle, étant donné la faible proportion des syndiqués, par rapport à la masse de la population ouvrière. Pour arriver là, les pouvoirs publics sont insuffisamment armés. Ils ont cependant à leur disposition l'article 3 de la loi de 1884, qui s'applique à l'interdiction du travail, comme à tous les modes de l'activité syndicale, et donne à l'intérêt professionnel des limites larges mais infranchissables. Le syndicat viole-t-il ces limites, nous aurons recours aux dispositions de l'article 9. Pour ce qui est du surplus, M. Paul Boncour voit un remède dans la théorie de l'exercice abusif du droit, qui permet de considérer comme un délit civil l'interdiction prononcée dans un but de vengeance, et n'ayant aucun caractère de généralité.

En résumé et pour conclure sur ce chapitre, je pense que la magistrature devra employer et appliquer les

sanctions de l'article 9, dans le cas de violation de l'article 3. Il faut reconnaître au syndicat le droit d'imposer sa volonté aux ouvriers même non syndiqués, lorsqu'il défend véritablement l'intérêt professionnel ; mais que l'article 1382 du code civil donne au syndicat la responsabilité de ses actes, lorsqu'il agira par pure vengeance, dans le but de nuire à autrui. L'article 414 et ses sanctions sévères doivent être maintenus pour le cas où, sans la pression des meneurs, le syndicat et ses membres se laisseraient aller à des violences et des voies de fait contre la personne des travailleurs au cours des grèves. La défense des intérêts professionnels n'a jamais comporté les violences, dont nous sommes parfois les témoins au cours des grèves contemporaines.

Développez la puissance du syndicat, mais donnez-lui le sens de sa responsabilité, en le condamnant à des dommages-intérêts, lorsqu'il n'agira pas dans un but professionnel. Un syndicat puissant et responsable, serait à désirer.

Certaines propositions de lois, se basant sur l'esprit révolutionnaire de certains syndicats, marquent une réaction contre le droit syndical; c'est ainsi qu'il faut citer les diverses propositions présentées par M. M. Barthe (15 mars 1886, 10 mars 1893, 10 juillet 1893, 22 juin 1894) ; d'autres, au contraire, marquent un esprit très libéral. A ce type se rattache la proposition de M. Bovier-Lapierre, qui fut déposée nombre de fois sur le bureau de la Chambre, sans pouvoir vaincre la résis-

tance du Sénat (4 mars 1884, 5 novembre 1891, 21 novembre 1895).

Le Gouvernement s'étant ému des atteintes qui étaient sans cesse portées à la liberté du travail, chargea le conseil d'Etat d'élaborer un projet, qui donna lieu à un rapport de M. Trarieux, le 5 juin 1893.

Le 19 novembre 1889, M. Lachize et plusieurs autres de ses collègues déposèrent une proposition de loi tendant à frapper l'employeur qui refuserait de traiter avec les syndicats. Nous retrouvons la même idée dans la proposition déposée par M. J. Guesde, le 6 décembre 1910.

Les articles 10 et 11 du projet Millerand (1902 et 1906) prévoient les cas d'atteintes portées au droit syndical ou à la liberté du travail.

CHAPITRE V

LES ANCIENS OUVRIERS. — LE PATRIMOINE SYNDICAL A LA DISSOLUTION DU SYNDICAT

La question des anciens ouvriers est loin d'avoir la même importance que les précédentes ; mais comme néanmoins elle a une certaine portée, nous nous sommes décidés à lui faire une place dans ce travail.

L'article 2 de la loi de 1884 nous dit que les syndicats professionnels pourront se constituer entre personnes exerçant des métiers similaires ou des professions connexes. Qu'en résulte-t-il ? C'est que pour pouvoir faire partie d'un syndicat, il faut exercer une profession, et, en second lieu, qu'un ouvrier qui abandonne la profession, ne peut plus faire partie du syndicat représentant son ancienne profession.

Pour faire partie d'un syndicat, il faut exercer une profession, conséquence bien naturelle ; le législateur de 1884 voulait favoriser les ouvriers, il devait donc, nécessairement, mettre comme condition d'entrée au syndicat la profession. Cette mesure était fort sage et l'on n'aurait pas à se préoccuper, à l'heure actuelle, des agisse-

ments de certains meneurs, si elle avait été observée dans toute sa rigueur.

Le syndicat est une machine à laquelle il faut communiquer la vie ; or les ouvriers, pour la plupart, ne peuvent s'adonner aux occupations multiples que comporte la marche d'un syndicat. Je sais bien que la division du travail y est très développée, mais n'importe, l'ouvrier qui est pris toute la journée à l'usine ou à l'atelier, fatigué quand arrive le soir, songe plus au repos qu'aux questions intéressant directement le syndicat. Qui s'occuperait facilement de l'organisation des meetings, des conférences, qui envisagerait les différentes questions que comporte l'organisation d'une campagne, si les ouvriers ne se substituaient des gens qui n'ont pas à passer leur temps à l'usine ou au chantier ? De plus, les ouvriers n'ont pas tous l'instruction nécessaire pour mener à bien toutes ces questions dont les subtilités échappent parfois à leur esprit plus ou moins grossier. Fatalement ils devaient confier leurs intérêts à des gens plus instruits qu'eux, et plus au courant de toutes les questions administratives que comporte la vie d'un syndicat ; parmi ces personnalités, on en trouve qui remplissent leur mission avec une maîtrise incomparable, qui, aux qualités du bon administrateur, savent joindre celles d'un excellent observateur, et se mettent en pleine communion d'esprit avec leurs commettants ; elles savent reconnaître les besoins de la profession aux premiers symptômes de malaise qui se ma-

nifestent ; elles savent les remèdes qu'il convient d'employer, et parmi les solutions qui se présentent, savent discerner celles qui sont justes et conciliables avec les intérêts de la collectivité entière ; elles savent ne pas lancer les syndiqués dans une crise où ils épuiserait leurs forces sans en tirer aucun profit ; bref elles savent mener les syndicats dont elles ont la charge, avec prudence, et c'est ainsi que certains syndicats, certaines fédérations, se sont acquis, en même temps qu'une réputation de sagesse et de raison, la confiance des patrons, et les sympathies de l'opinion publique.

Mais à côté de ces administrateurs dont le nombre ira s'accroissant, il existe une autre catégorie de personnes, auxquelles nous ne pouvons adresser les mêmes éloges. Ce sont précisément les meneurs ; ce sont eux qui, se souciant fort peu au fond des intérêts vraiment professionnels et économiques des syndicats, et des professions qu'ils représentent, lancent souvent la classe syndiquée et la classe ouvrière en général, dans des luttes contre le capitalisme et le patronat, luttes qui ne feront qu'affaiblir le syndicat, le perdre dans l'esprit des patrons et de l'opinion publique. C'est à eux, nous l'avons vu, que nous devons d'avoir constaté que les syndicats déviaient de leur but et versaient dans les idées révolutionnaires.

Pour remédier à cet état de choses, il faudrait fournir au syndicat des personnes ayant le temps de se consacrer à cette œuvre et connaissant à fond les be-

soins de la profession. Il n'y aurait pour trouver les éléments nécessaires qu'à autoriser les anciens ouvriers à rester au syndicat bien qu'ayant quitté la profession.

Il y aurait d'abord les ouvriers qui abandonnent la profession parce que leur âge ne leur permet plus de supporter les fatigues du métier. Si parfois ces ouvriers, déjà un peu avancés en âge, ont perdu un peu de la vivacité, de l'audace des jeunes, ils ont acquis ce qui remplace avantageusement ces deux qualités, je veux parler de l'expérience. Qui est mieux à même de connaître les points faibles d'une profession qu'ils ont exercée pendant de longues années ; qui pourrait mieux apprécier la justesse des revendications de leurs anciens camarades ; qui, surtout, aurait plus le temps de s'adonner à la tâche de l'administration du syndicat ? Combien d'entre eux ne désireraient que se mettre au service des jeunes et les soutenir dans leurs justes prétentions ? Ces anciens ouvriers n'auraient pas les ambitions politiques des mauvais administrateurs dont nous parlions tout à l'heure ? Leur expérience, leur âge serait un gage d'impartialité. Les syndicats ne pourraient que gagner à pouvoir les garder en leur sein et à les mettre à leur tête.

Il est une autre catégorie qui comprend les ouvriers qu'une raison quelconque oblige à quitter le métier. La présence d'un ouvrier qui a quitté la profession entraîne l'illegalité du syndicat.

Jugé dans ce sens (cour de Bordeaux, 27 décembre 1893 (1) :

« Attendu que les deux prévenus, Arnaud et Marty, qui faisaient partie du personnel de la compagnie des tramways de Bordeaux en qualité de contrôleurs, furent congédiés le 15 décembre 1892, pour cause de retrait d'emploi ; que, depuis cette époque, les deux prévenus sont employés de commerce, c'est-à-dire qu'ils exercent une profession qui n'a aucun intérêt commun avec les employés de la compagnie des tramways....; qu'au moment de leur congédiement, Arnaud et Marty composaient le bureau, puisque le premier était investi des fonctions de secrétaire, et le second de celles de trésorier ; qu'il résulte des documents de la cause, que depuis le 15 décembre 1892, Arnaud et Marty n'ont pas cessé d'administrer le syndicat... Attendu que les faits qui viennent d'être précisés constituent manifestement une infraction aux dispositions de l'article 2 de la loi du 21 mars 1884, infraction prévue et réprimée par l'article 9 de la même loi, que cette infraction est d'ailleurs régulièrement poursuivie contre Arnaud et Marty, puisqu'ils étaient les administrateurs du syndicat.... Par ces motifs, condamne... »

Cette décision est profondément regrettable, car si la jurisprudence se fixait en ce sens, elle fournirait aux patrons le moyen de se débarrasser d'un syndicat.

(1) S. et P., 1894, 2, 209 ; D., 94, 2, 197.

Il leur suffirait de renvoyer de la profession un ouvrier du syndicat, pour entraîner sa dissolution, l'ouvrier y étant resté adhérent.

Je crois qu'il conviendrait de distinguer, entre le cas où l'ouvrier, ayant exercé la profession pendant un temps déterminé, l'a quittée depuis peu (c'était le cas du jugement de Bordeaux), et celui où l'ouvrier ne fait plus partie de la profession depuis longtemps déjà (plus de dix ans par exemple).

Dans le premier cas, il faudrait autoriser l'ouvrier à rester au syndicat ; dans le second, au contraire, sa présence au-delà du délai fixé entraînerait l'illégalité du syndicat, car passé ce délai, on peut considérer l'ouvrier comme n'ayant plus la notion exacte des besoins de la profession. Je crois que ce serait la meilleure solution à adopter. On éviterait ainsi de placer le syndicat sous la perpétuelle menace d'une dissolution, pour présence illégale d'un ouvrier ne faisant plus partie de la profession ; et l'on donnerait satisfaction au désir de voir respecter l'esprit du législateur de 1884 qui a voulu des syndicats formés entre personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes.

Mais, va-t-on me dire, vous allez favoriser l'accès des syndicats aux meneurs ; ils exerceront la profession pendant quelques mois, quelques semaines pour faire courir le délai : il n'y a pas cela à craindre ; car,

si, je suppose l'on exige 5 ans d'exercice de la profession, il faudra que ce soient 5 années consécutives sans interruption (sauf les cas spéciaux de maladie par exemple) ; et même si les meneurs voulaient s'astreindre à remplir les conditions exigées, cela leur serait fort difficile, étant la plupart du temps fort mauvais ouvriers, et souvent même ignorant totalement l'A B C de la profession.

Que faut-il penser de l'ouvrier qui, ayant quitté la profession, veut entrer au syndicat à ce moment-là ?

Nous trouverons, plus loin, un projet de réforme qui les admet à y entrer.

Il faut, ici, distinguer suivant que le syndicat existait ou non tandis qu'il exerçait la profession.

Si, à cette époque-là, il n'existait pas de syndicat, on ne peut refuser à l'ouvrier d'en faire partie, après avoir quitté la profession, dans les conditions prescrites par la loi ; si au contraire le syndicat existait antérieurement je crois qu'il faut refuser son entrée à l'ouvrier qui, s'étant abstenu pendant qu'il exerçait la profession, veut y entrer alors qu'il n'en fait plus partie.

En résumé, qu'on admette les anciens et vieux ouvriers à rester au syndicat pour donner les conseils que dicte leur sage expérience, et qu'on autorise les ouvriers ayant acquis une connaissance spéciale, approfondie du métier, par un temps fixé d'exercice, et ne l'ayant quitté que depuis un certain délai, à demeurer au syndicat pour faire profiter leurs camarades de leurs conseils.

Cette question des anciens ouvriers a soulevé, à la Chambre, une grosse émotion, lors de l'interpellation de M. Basly, le 1^{er} juin 1891. Cette interpellation avait été motivée par un arrêt de la cour de Besançon du 25 février 1891, confirmant la dissolution prononcée le 28 octobre 1890 par le tribunal correctionnel de Lure, contre la chambre syndicale des ouvriers mineurs de Ronchamp-Champagny, qui avait gardé en son sein un membre qui n'était plus mineur ; et par l'invitation reçue en 1891 par le syndicat des ouvriers métallurgistes de Maubeuge, d'avoir à modifier un article de ses statuts, par lequel on acceptait dans le syndicat tous les ouvriers faisant ou ayant fait partie de la profession.

« M. Basly cita le fait d'ouvriers comptant vingt-deux, vingt-cinq, vingt-six et même trente-deux ans de services, qui avaient été renvoyés en leur qualité de syndiqués. Ainsi, on renvoyait les ouvriers, on les chassait de la profession, parce qu'ils faisaient partie du syndicat, et ils ne pouvaient plus faire partie du syndicat parce que, ayant été congédiés, ils avaient cessé, malgré eux, d'exercer la profession. » (1).

Ce jour-là le gouvernement promit de présenter un projet réglant la situation sur ce point. Le 2 juin 1891, c'est-à-dire le lendemain de la discussion, M. Fallières, garde des sceaux, déposait un projet de loi au nom du

(1) Barthou, *Action syndicale*, p. 106.

gouvernement. La Chambre vota le projet, qui vint échouer au Sénat le 7 juillet 1893.

L'arrêt de la cour de Bordeaux, du 27 décembre 1893, que nous avons cité plus haut, ranima l'émotion soulevée à la Chambre en 1891, M. Sembat reprit, le 20 janvier 1894, le projet déposé en 1891 par M. Fallières. Cette proposition fut l'objet d'un rapport de M. Lebon et d'une discussion, le 18 juin 1894. Il n'y eut pas de seconde délibération.

L'article 3 de la proposition déposée par M. Grousier, le 28 mai 1894, accorde aux personnes ayant exercé la profession, le droit d'adhérer ou de rester au syndicat.

La question fut reprise par l'abbé Lemire, le 3 juillet 1902, puis le 12 juin 1906 et enfin le 15 décembre 1910.

Question du patrimoine syndical. — La solution dépend entièrement de la façon dont on apprécie la nature de la personnalité des syndicats professionnels.

Si l'on admet que le syndicat est une personne morale privée, on considère qu'il a sur son patrimoine un droit de propriété absolue et qu'il peut en disposer, même après sa dissolution. C'est l'avis émis par M. César Bru (1).

« Nous affirmons que l'actif du syndicat doit se partager entre les membres syndiqués. C'est une consé-

(1) César Bru, *Les syndicats professionnels et leur personnalité civile d'après la loi de 1884*, p. 82 et 83.

quence forcée de notre théorie sur la nature de la personnalité civile. Le syndicat est une personne morale privée, formée par une réunion de travailleurs, dans le but louable d'améliorer leur condition sociale. Chacun est venu apporter son obole à l'œuvre commune, et ces deniers réunis, ont formé un capital déjà puissant. Mais tous ont entendu, ont voulu que ce capital leur soit utile et serve leurs intérêts ; aucun d'eux n'a prétendu en abandonner la propriété le jour où, le syndicat disparaissant, ce capital ne serait plus rien en vue du but à atteindre. Et en faveur de qui serait fait cet abandon ? En faveur de l'Etat, qui recueille tous les biens sans maître. N'est-ce pas là un résultat choquant ; et n'est-il pas bizarre de voir l'Etat, érigé par beaucoup en dispensateur de toutes les faveurs à la classe ouvrière, venir ravir aux travailleurs ce petit capital qu'ils ont constitué en économisant quelques sous chaque mois sur leur salaire.

Si, au contraire, l'on admet que les syndicats professionnels sont des personnes morales publiques, on reconnaît le droit de propriété du syndicat sur son patrimoine pendant son existence ; mais on est conduit à admettre que, au jour de la dissolution, le patrimoine devenu *res nullius*, revient à l'Etat. C'est la théorie à laquelle s'est rallié M. Jolly, dans sa thèse. « Notre théorie, écrit-il (1), est celle-ci : le syndicat professionnel,

(1) Jolly, thèse, p. 124.

établissement d'utilité publique, a sur son patrimoine un droit de propriété absolu, identique à celui d'un propriétaire quelconque sur sa chose, et par conséquent exclusif de tout droit analogue de la part de ses membres. Il suit de là que, pendant la durée du syndicat, aucun de ses membres, soit démissionnaire, soit exclu, ne peut rien lui réclamer de son patrimoine, soit en nature soit en argent ; et que d'autre part, le syndicat venant à disparaître, l'être moral, propriétaire du patrimoine n'existant plus, ce patrimoine se trouve sans maître et appartient, comme toutes les successions vacantes, à l'Etat. »

Je pense qu'il est juste que les membres du syndicat ne puissent réclamer leur part de l'actif, au moment de la dissolution, car il arriverait que certains syndiqués s'entendraient pour provoquer la dissolution, et partager ainsi l'actif qu'il pourrait y avoir. Il y a avantage à ce que l'Etat recueille le patrimoine du syndicat dissous, car l'Etat affectera certainement les valeurs ainsi recueillies, à des fondations d'intérêt général, ou à des subventions destinées à soutenir des établissements de même nature.

Le législateur de 1884 ne s'est pas prononcé d'une façon précise, mais, sans nul doute, il a pensé que l'Etat recueillera les biens à la dissolution du syndicat ; le Sénat a repoussé, en effet, au cours des discussions qui précéderent le vote de la loi, un amendement de M. Barthé qui demandait à ce que l'on reconnaisse le droit de

propriété des syndiqués sur le patrimoine syndical.

Il conviendrait, je crois, de décider que les syndiqués n'ont aucun droit sur le patrimoine syndical à la dissolution, mais que cependant, ils pourront, dans les statuts, prévoir le cas de la dissolution et stipuler que le patrimoine, ou tout au moins l'actif ira à tel syndicat, qui, poursuivant le même but ou à peu près, pourra continuer l'œuvre du syndicat dissous. On se conformera, à la dissolution, à cette stipulation ; et à son défaut, l'Etat disposera de l'actif. Ce ne serait pas une innovation dans la législation française, car, nous trouvons la même idée dans l'article 12 de la loi du 27 juillet 1875 sur la liberté de l'enseignement supérieur libre, dans les articles 5, § 7, et 11 *in fine* de la loi du 1^{er} avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels, et dans l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association.

Loi des 12-27 juillet 1875.

ART. 12. — En cas d'extinction d'un établissement d'enseignement supérieur... les biens acquis à titre onéreux feront... retour à l'Etat, *si les statuts ne contiennent, à cet égard, aucune disposition*. Il sera fait emploi de ces biens pour les besoins de l'enseignement supérieur, par décrets rendus en conseil d'Etat, après avis du conseil supérieur de l'instruction publique.

Loi du 1^{er} avril 1898.

ART. 5. — Les statuts déterminent.....

7° Les bases de la liquidation à intervenir, si la dissolution a lieu.

ART. 11 (*in fine*). — La liquidation s'opérera conformément aux statuts.

Loi du 1^{er} juillet 1901.

ART. 9. — En cas de dissolution volontaire, statutaire, ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts, ou à défaut de disposition statutaire, suivant les règles déterminées en assemblée générale.

Pourquoi ne pas faire bénéficier les syndicats des mêmes dispositions ? L'Etat n'interviendrait que pour faire la dévolution, conformément aux statuts, et ne prendrait l'initiative du choix d'un bénéficiaire que lorsque les statuts seraient muets sur la question.

De cette façon, les sommes amassées par la classe syndiquée, pendant la vie d'un syndicat, ne seraient pas perdues pour la classe ouvrière toute entière qui en bénéficierait à la mort du syndicat.

CHAPITRE VI

LES PROJETS DE RÉFORME

Pour étudier les principaux projets de réforme déposés devant les Chambres, nous adopterons la division suivante :

1° Projet marquant une réaction contre le droit de coalition et le droit d'association ;

2° Projets tendant à sanctionner efficacement la loi de 1884 ;

3° Projets facilitant la constitution, ou agrandissant le champ d'action des syndicats ;

4° Projets tendant à sanctionner plus efficacement les libertés syndicales et en même temps à fortifier l'autorité des syndicats.

SECTION I. — Projets marquant une réaction contre le droit de coalition et le droit d'association.

Propositions de M. Barthe. — Dans cette section première, il faut faire rentrer les diverses propositions présentées par M. Barthe.

Celui-ci déposait, en effet, sur le bureau du Sénat, une proposition de loi, *le 15 mars 1886* (1).

Cette proposition était inspirée par les événements qui s'étaient déroulés à Decazeville, où un patron avait été assassiné par les grévistes. Aussi M. Barthe propose-t-il un mouvement de réaction. Sa proposition se compose en somme de deux parties. Elle propose une modification de l'article 1^{er} de la loi de 1884. M. Barthe abroge lui aussi la loi des 14-27 juin 1791 et déclare que les articles 291, 292, 293, 294 du code pénal, et la loi du 10 avril 1834 ne sont pas applicables aux syndicats professionnels. Mais il n'est pas partisan de l'abrogation de l'article 416 du code pénal. Il propose de substituer à la rédaction primitive dudit article, la rédaction suivante :

« Toute prononciation d'amende, défense, proscription, interdiction, prononcée en vertu d'un plan concerté, avec mise en interdiction où à l'index, soit contre un ou plusieurs ateliers, soit contre un ou plusieurs ouvriers, constitue un délit d'atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

« Ceux qui s'en rendent coupables, comme coupables ou complices, seront punis d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement ».

C'est donc bien revenir sur la législation inaugurée

(1) *Officiel*, Sénat, Annexes, 1885-1887, p. 134, n° 82.

en 1884. L'article 416 abrogé a, nous l'avons vu, rendu licites toutes ces mesures que prend un syndicat pour rendre son autorité effective et pour mener à bien la défense des intérêts professionnels. Si l'on adoptait la rédaction proposée par M. Barthe, on rendrait impossible toute action syndicale ; et il vaut beaucoup mieux, comme nous en avons conclu, frapper le syndicat au point de vue civil, lorsqu'il ne poursuit pas uniquement un but professionnel. J'estime qu'il faut repousser cette rédaction de l'article 416 et sa remise en vigueur, car elle ne ferait qu'entraver le développement nécessaire des syndicats professionnels.

Dans la seconde partie de sa proposition, M. Barthe conserve l'article 9 de la loi de 1884, mais voudrait ajouter les trois articles suivants :

« ART. 10. — Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, dans une réunion des membres d'une association, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs, à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet. Il en sera de même, quand il s'agit d'un crime, si la provocation a été suivie d'une tentative manifeste, par un commencement d'exécution, dans les conditions prévues par l'article 2 du code pénal.

« Seront également punis de trois mois à deux ans d'emprisonnement, et de 100 à 3.000 francs d'amende, ceux qui, dans une réunion de membres d'une association, auront directement provoqué à commettre les crimes de

meurtre, de pillage, d'incendie, ou l'un des crimes contre la sûreté de l'Etat, prévus par les articles 75 et suivants, jusques et y compris l'article 101 du code pénal, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet.

« ART. 11. — La surveillance des syndicats professionnels est attribuée au ministère de l'intérieur.

« Lorsqu'une grève se manifestera, les agents chargés dans la commune de veiller au maintien de l'ordre, en donneront immédiatement avis au commissaire de police, au sous-préfet et au préfet.

« Ces derniers seront tenus d'avertir sans retard le ministre de l'intérieur, qui prendra toutes les mesures nécessaires, soit pour prévenir tous actes pouvant porter atteinte à la liberté du travail et de l'industrie, à la sécurité des personnes et des propriétés, soit pour faire réprimer les délits et les crimes commis.

« ART. 12. — Le ministre de l'intérieur publiera, chaque année, dans le *Journal officiel*, un rapport sur les associations d'ouvriers et sur les associations de patrons, organisées en syndicats réguliers et sur celles qui ne se sont pas conformées aux prescriptions de la loi. »

Nous ne repoussons pas catégoriquement cette seconde partie, comme nous avons fait de la première. M. Barthe obéit, en effet, sur ce point, au désir de frapper les provocateurs, les meneurs qui, nous l'avons vu, ont fait des syndicats des foyers révolutionnaires; ce désir est très louable et je le partage entièrement. M. Barthe

a vu qu'il était temps de punir non seulement les auteurs des crimes ou délits commis au cours des grèves, mais qu'il y avait derrière les auteurs de l'acte, d'autres personnes qu'il fallait atteindre; il édicte, contre elles, des sanctions sévères et entre autres une forte amende. Malheureusement une grosse difficulté s'élève; si parfois la provocation aux crimes et délits est facile à saisir parce qu'elle se manifeste par des ordres du jour, des affiches, il n'en va pas toujours ainsi; sur quel indice se fondera-t-on lorsque la provocation aura eu lieu dans une réunion fermée? De plus, cette surveillance étroite que M. Barthe fait exercer par le ministère de l'intérieur, cette suspicion continuelle qui pèsera sur les syndicats, n'est pas faite pour rassurer les esprits syndicalistes, toujours jaloux de leur indépendance. Les syndicats feront tout en cachette, s'ils savent être tant surveillés, et l'on n'y gagnera rien, bien au contraire. Aussi, si nous adoptons le principe de l'article 10, nous n'adoptons pas celui de l'article 11; le premier a pour but de faire sentir aux syndicats le poids de leur responsabilité; mais le second pourrait ouvrir une ère de tracasseries tout à fait préjudiciables aux intérêts des ouvriers et de la société toute entière.

La critique générale que l'on peut formuler contre ce projet, c'est qu'il a le grave défaut d'exiger, comme caractère constitutif du délit, le concert, l'entente, qu'il marque une défiance très prononcée envers les ouvriers.

Le Sénat discuta la prise en considération, dans la

séance du 14 décembre 1886 et la vota par 152 voix contre 110. Le projet n'aboutit pas.

Le 10 mars 1893, M. Barthe déposait à nouveau sa proposition modifiée (1). Nous n'y trouvons plus la modification à l'article 1^{er} que nous avons signalée dans le projet de 1886.

La proposition ne comprend plus que ce qui constituait la seconde partie de celle de 1886 ; elle ajoute aux dispositions de la loi de 1884, 5 articles dans lesquels elle réprime les atteintes portées à la liberté individuelle de l'ouvrier ou du patron, en temps de grève, et punit les provocations à commettre des crimes ou des délits.

Dans l'article 10 nouveau, M. Barthe déclare la liberté du travail et de l'industrie, un principe d'intérêt général contre lequel viennent se briser et s'annuler toutes décisions prises par les ateliers ou les syndicats professionnels.

Dans ses articles 11 et 12, il prévoit les atteintes portées à la liberté individuelle, dans le cas de grève. Ces deux articles sont un article 416 très développé, qui frappe impitoyablement faits et gestes des ouvriers grévistes. Nous ferons à ces articles, le reproche que nous faisons précédemment à la nouvelle rédaction de l'article 416 proposée en 1886. M. Barthe a même aggravé le principe qu'il soutenait dans son premier projet. Dans l'article 11, il punit d'un emprisonnement de

(1) *Officiel*, Sénat, Annexes, 1893, p. 329, n° 69 (rectifié).

6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 à 300 francs, la mise à l'index, ou interdit « les injures, qualifications de lâche, traître, renégat, de vendu, vociférations ou huées », les patrouilles autour des maisons des ouvriers, ou des ateliers. M. Barthe, poussé par son individualisme, va un peu loin. Comment a-t-il pu songer à punir de peines aussi sévères des cris, des qualifications qui sont employées couramment dans les grèves et même en temps de paix économique. Ces expressions de « vendu, renégat, etc.... » sont du vocabulaire de la classe ouvrière qui les emploie sans y attacher très souvent une importance aussi considérable que M. Barthe le pense. Nous ne croyons pas qu'il y ait là de quoi « faire une impression sur celui qui en est l'objet ». Mais M. Barthe a parfaitement raison, lorsqu'il prévoit les défilés de surveillance autour des ateliers, des maisons des non-grévistes. Mais cette partie seule du paragraphe premier de l'article 11 serait à conserver, le reste, je le répète, est dicté par un individualisme exagéré. Le paragraphe 2 de l'article 11 prévoit les mêmes procédés du patron et les punit des mêmes peines. Je partage cette opinion lorsqu'il veut punir les patrons, qui empêchent, par un plan concerté, un ouvrier syndiqué ayant pris part à une grève, de travailler, mais il ne faut pas voir un délit dans tous les actes que les patrons pourront faire en se concertant pour défendre leur autorité dans l'atelier.

Dans l'article 12, M. Barthe veut que l'ouvrier, ou le patron non syndiqué, soit libre de ne pas se conformer aux décisions du syndicat dont il ne fait pas partie, et et il édicte des peines d'emprisonnement (6 jours à 1 mois) et d'amende (16 à 300 francs) contre quiconque emploiera les moyens de l'article 11 pour l'y contraindre. Le paragraphe 2 du même article est dirigé contre les personnes étrangères à la profession, qui, s'introduisant dans une réunion, y provoqueront une grève ou exciteront à la poursuivre. C'est une juste mesure contre les gréviculteurs.

Les articles 14, 15, 16, sont les mêmes que ceux qui portaient les numéros 10, 11, 12, en 1886. Nous ne nous arrêterons donc pas plus longtemps à leur sujet.

Ces deux propositions de M. Barthe ont été l'objet d'un rapport déposé par M. Goblet au Sénat, le 13 mars 1893 (1). Dans ce rapport, M. Goblet déclare que la commission est d'accord avec M. Barthe, lorsqu'il trouve intolérable, qu'un groupe de grévistes puisse empêcher leurs camarades de travailler ; mais, à son avis, il ne faut pas aller jusqu'à poursuivre les simples violences morales, car, ce serait revenir à l'article 416 abrogé par la loi de 1884. Faire intervenir la police dès le début d'une grève pour éviter des scènes tapageuses, ce serait précisément provoquer des désordres

(1) *Officiel*, Sénat, Annexes, 1893, p. 92, n° 73.

très graves, des rixes ; cela ne ferait qu'énervner les ouvriers et rendre la conciliation beaucoup plus difficile. M. Barthe punit les excitations aux crimes et délits dans les réunions de syndicats, mais alors dit le rapporteur « ou bien les provocations auront le caractère de publicité, et alors elles tomberont sous le coup des articles 23 et suivants de la loi de 1881 sur la presse, ou alors, elles ne seront pas publiques, et on ne voit pas de raison pour les réprimer, si elles se produisent dans une assemblée de syndicats plutôt que si elles ont lieu dans toute autre réunion privée. » Le rapporteur termine en concluant à la non adoption du projet.

La proposition vint en délibération devant le Sénat, le 13 mai puis le 1^{er} juin 1893, date à laquelle l'ajournement fut prononcé. Le projet fut rejeté les 6 et 7 juillet 1893.

Le 10 juillet 1893, partant toujours du même point de vue individualiste, M. Barthe déposa au Sénat, une proposition tendant à réformer l'article 7 de la loi de 1884 (1).

Il propose d'ajouter à l'alinéa 1^{er} de cet article la disposition suivante :

« Dans le cas de grève d'un syndicat professionnel, et nonobstant toute clause contraire, tout membre peut également, soit refuser de prendre part à la grève, et

(1) *Officiel*, Sénat, Annexes, 1893, p. 533, n° 260.

continuer de travailler, soit sortir de la grève à tout instant et reprendre le travail. »

J'estime que cette réforme ne s'imposait nullement. N'est-il pas implicitement prévu dans le paragraphe 1^{er} de l'article 7, ce cas que M. Barthe veut viser dans son nouvel alinéa ; « tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à *tout instant* de l'association » : le cas de la grève y est prévu. Ce qu'il importe sur cette question, c'est de décider si, oui ou non, le syndiqué aura droit à une indemnité pour les conséquences qui l'amèneront à quitter le syndicat, à refuser la grève, ou à reprendre le travail.

Nous arrivons enfin à la dernière proposition de M. Barthe, qui fut déposée au Sénat le 22 juin 1894 (1). Cette proposition est motivée par la direction qu'ont pris les syndicats. « Les syndicats professionnels sont sortis des limites qui leur sont légalement tracées », nous dit M. Barthe, dans l'exposé des motifs. Ils tiennent des congrès révolutionnaires où l'on traite de la destruction de la société actuelle dite « capitaliste » et de son remplacement par une société nouvelle dite « collectiviste ». On s'est montré trop faible devant les abus des syndicats, et il est temps que l'on prenne dès mesures de rigueur contre les chefs qui les dirigent et les poussent à des excès sans cesse répétés.

« Nous demandons qu'à l'avenir tout syndicat qui,

(1) *Officiel*, Sénat, Annexes, 1894, p. 173, n° 131 (rectifié).

sortant du terrain professionnel, prendra part aux congrès socialistes révolutionnaires, dont le but avoué est le renversement de nos lois et de l'ordre social tout entier, soit dissous et que les administrateurs et les membres du syndicat qui, dans leur participation à un congrès, commettront des contraventions, des délits, des crimes, soient poursuivis et punis ». M. Barthe propose dans ce but d'ajouter à l'article 3 les dispositions suivantes :

« Les articles 292 et 293 du code pénal sont applicables à tout syndicat qui, dans une réunion de ses membres ou dans un congrès formé de la réunion de plusieurs syndicats ou groupements corporatifs, discutera des questions religieuses, politiques, sociales ou autres, étrangères à la profession.

« Ce syndicat sera traduit devant le tribunal correctionnel de l'arrondissement qui, conformément à l'article 9 de la loi du 21 mars 1884, prononcera sa dissolution. En outre, les administrateurs de ce syndicat, et ceux de ses membres qui, dans une réunion, auront commis des provocations à des délits ou à des crimes, seront punis des peines portées par les articles 292 et 293 du code pénal précités ».

Nous doutons fort que les moyens proposés soient efficaces contre l'esprit révolutionnaire des syndicats. M. Barthe voudrait que les syndicats professionnels ne puissent plus aller aux congrès révolutionnaires, comme celui qui s'était tenu à Dijon peu de temps avant le dé-

pôt de cette proposition. Mais croit-il donc réduire les syndicats à la sagesse par ce fait même qu'ils ne pourront plus discuter entre eux dans les congrès. Ce n'est pas mon avis, et je pense au contraire que les excès mêmes de ces congrès amèneront tôt ou tard une réaction bienfaisante ; les syndicats vraiment professionnels finiront par y faire triompher leurs idées, et la meilleure preuve en est, que déjà dans les congrès contemporains, on a vu se former le mouvement réformiste apportant sa réprobation à tous les actes violents et criminels prêchés par les révolutionnaires. Ce serait aller à l'opposé du but que l'on poursuit, que de vouloir cantonner les syndicats professionnels chez eux ; qu'ils discutent au contraire librement, et un jour viendra, où ils se rendront compte que les gréviculteurs sont leurs pires ennemis et les détournent de la voie qu'ils devraient suivre. S'il y a provocation au meurtre, au pillage et à l'incendie, il y a des lois pour nous défendre et punir les provocateurs qui exercent leur métier au grand jour ; que l'on veuille une bonne fois les punir, tout est là. C'était en ces termes que concluait M. Bérenger, dans le rapport qu'il déposa sur ce projet au Sénat, à la séance du 9 juillet 1894 (1).

C'est aussi la conclusion générale que l'on peut adopter pour cette série de projets déposés par M. Barthe. Ils partent d'une bonne idée, celle de protéger la liberté

(1) *Officiel*, Sénat, Annexes, 1894, p. 188, n° 156.

individuelle, mais, ils emploient pour y arriver, des moyens trop radicaux, qui entraveraient le développement de la puissance syndicale, et ne feraient, en réalité, que le jeu des révolutionnaires qu'ils veulent atteindre.

SECTION II. — Projets tendant à sanctionner efficacement la loi de 1884.

Le prototype de cette section est la proposition Bovier-Lapierre, sans cesse présentée, admise à la Chambre, toujours repoussée au Sénat.

M. Bovier-Lapierre qui a une constance parlementaire sans pareille, déposa sa proposition sur le bureau de la Chambre pour la première fois le 4 mars 1884 (1). Le but à atteindre, est d'assurer le libre exercice des droits reconnus par la loi de 1884. « Le but sera atteint, nous dit-il dans son exposé des motifs, par le vote d'une disposition pénale additionnelle à la loi du 21 mars 1884, applicable tout à la fois aux patrons et aux ouvriers, si eux-mêmes portaient atteinte à la liberté du droit des premiers. » Voici le texte de la proposition :

« ARTICLE PREMIER. — Quiconque sera convaincu, par dons ou promesses, violences ou voies de fait, menaces de perte d'emploi ou de privation de travail, d'avoir entravé ou troublé la liberté des associations syndicales professionnelles, et empêché l'exercice des droits recon-

(1) *Officiel*, Chambre, Annexes, 1886, p. 1224, n° 508.

nus par la loi du 21 mars 1884, sera puni d'un emprisonnement de un mois à un an, et d'une amende de 100 à 2.000 francs.

ART. 2. — L'article 463 du code pénal pourra être appliqué. »

Que veut entendre le projet par les mots « dons et promesses » ? Ces deux termes sont d'une compréhension trop grande, et il est à craindre qu'on ne trouve en eux la source de mesures de rigueur contre les patrons. Cette opinion s'est fait jour dans une fraction de la commission chargée par la Chambre d'examiner le projet. Mais le plus grave reproche qu'il y ait à formuler, c'est que le projet est unilatéral ; seuls les patrons seront punis par ses dispositions. Il ne faut cependant pas perdre de vue que, si souvent les patrons commettent des fautes et sont dans leur tort, il y a aussi beaucoup, sinon autant, à reprocher aux ouvriers. Cette unilatéralité fait que nous ne pouvons adopter la proposition telle quelle. Toute bonne loi doit tenir égaux les plateaux de la balance. Favoriser ainsi les ouvriers, ce serait empêcher la conciliation entre employeurs et employés. La majorité de la commission se prononça en faveur de la proposition, et M. Jules Carret, député de la Savoie, dans un rapport sommaire, demanda à la Chambre de la prendre en considération (15 avril 1886) (1), ce qui fut fait le 25 mai 1886. La première délibéra-

(1) *Officiel*, Chambre, Annexes, 1886, p. 1367, n° 659.

tion n'eut lieu à la Chambre que le 17 mai 1889, mais le projet fut adopté à la même séance et transmis au Sénat le 20 mai 1889. Le 11 janvier 1890, la commission du Sénat se prononce contre lui à l'unanimité, et le Sénat, après en avoir discuté le 2 décembre 1890, l'ajourne le 4 décembre 1890 par 178 voix contre 94. La fin de la législature arriva sans que la discussion ait été reprise.

La proposition fut déposée à nouveau devant la nouvelle Chambre qui en vota l'urgence. M. Bovier-Lapierre fit un rapport sur son propre projet à la séance du 20 mars 1890 et conclut à l'adoption au nom de la commission (1). La Chambre en délibéra le 12 mai 1890, discuta les articles et adopta l'ensemble du projet avec quelques légères modifications. Revenu au Sénat, le projet fut l'objet d'un rapport de M. Louis La Caze, déposé à la séance du 11 novembre 1890 (2). M. Louis La Caze fait ressortir les difficultés qui surgissent lorsqu'on veut punir un délit d'intention. Il constate également que souvent, le patron, au moment où le travail est considérable, est obligé de grossir son personnel d'auxiliaires, qu'il renverra sitôt la saison finie ; ces ouvriers saisiraient l'occasion offerte par la loi ci-dessus pour accuser le patron de les avoir renvoyés, parce qu'ils s'occupaient trop activement de leur chambre syndicale ; de plus, cette insécurité qui règnerait dans

(1) Rapport Bovier-Lapierre, *Officiel*, Chambre, annexes, 1890, n° 461, p. 508.

(2) *Officiel*, Sénat, annexes 1889-90, session 1890, p. 117, n° 10.

les ateliers, et qui pèserait sur le patron serait tout à fait préjudiciable au développement de l'industrie française qu'on s'accorde à considérer comme timide. Les prescriptions nouvelles mèneraient à une « tyrannie corporative » et à rendre les syndicats obligatoires, ce qui supprimerait toute liberté. Cette loi sera mal accueillie des patrons qui ne veulent pas d'un texte dirigé contre eux seuls, et formellement contraire aux principes d'égalité. Les patrons n'étant plus libres chez eux, se livreront à des représailles, d'où une guerre continuelle et sans issue. M. La Caze conclut en ces termes :

« Opposer à une loi d'apaisement et de liberté, une loi de combat et de contrainte, ce serait, aux yeux de la commission, en compromettre les effets, et méconnaître la situation rassurante qu'elle a créée. Contraire aux principes de notre droit public, elle constituerait une loi de privilège qui pourrait faire craindre une fois de plus que l'égalité de tous les citoyens devant la loi... ne soit plus regardée par tous comme l'égide protectrice de toutes les libertés et de tous les droits, et qu'une législation de classes ne soit demandée comme la charte des temps nouveaux..... L'étude approfondie à laquelle votre commission s'est livrée..... a affermi dans son esprit la conviction que la loi soumise à vos délibérations était contraire aux intérêts des ouvriers comme à ceux du patron, qu'elle était de nature à porter atteinte au travail national, à la liberté des

contrats, à la paix sociale. Elle vous propose de ne pas l'adopter. » Un rapport supplémentaire, fait par M. Trarieux (1), et déposé le 11 juin 1891, concluait également au rejet de la proposition.

Le Sénat discuta le projet les 18, 19 et 23 juin 1891 et le repoussa à cette dernière date.

Le 5 novembre 1891, sans se décourager, M. Bovier-Lapierre déposait à nouveau sa proposition à la Chambre (2).

Le texte de la nouvelle proposition est à peu près le même que celui qui avait été voté par la Chambre en 1889, si ce n'est la suppression, dans l'article 1^{er}, des mots « employés et ouvriers », après les mots « patrons, contremaîtres ». Il se distingue du texte de 1886 en ceci, que l'article 1^{er} au lieu de porter « quiconque sera convaincu..... », porte « quiconque, patron, contremaître, sera convaincu d'avoir par menaces de perte d'emploi ou privation de travail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvriers ou employés à raison de leur qualité de syndiqués, violences ou voies de faits, offres ou promesses de travail, etc.... ».

Le nouveau texte précise les dispositions de 1886, mais nous doutons de l'efficacité des expressions nouvellement introduites « refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvriers..., à raison de leur qualité de syndi-

(1) *Officiel*, Sénat, Annexes, 1891, n° 120, p. 191.

(2) *Officiel*, Chambre, *in extenso*, 1891, p. 2041.

qués ». Comment pareilles dispositions pourront-elles s'appliquer ? Le patron se gardera bien de donner la vraie raison, si véritablement il se sépare d'un ouvrier parce que syndiqué ; il en donnera une autre. De plus, là encore cela donnera aux ouvriers une arme trop facile contre les patrons.

L'urgence fut déclarée, et un rapport déposé par M. Bovier-Lapierre au nom de la commission le 9 décembre 1891, concluant à l'adoption du projet (1). La Chambre le discuta les 19, 21, 22 mars, 2 et 4 avril 1892, et l'adopta ce même 4 avril par 271 voix contre 223.

M. Trarieux, dans son rapport déposé au Sénat le 24 juin 1892, reproche au projet d'être toujours et volontairement unilatéral, puisque l'auteur a supprimé les mots « employés et ouvriers », ajoutés par la Chambre en 1889. Il conclut au rejet de la proposition ; ce que fit le Sénat après en avoir discuté les 4, 6 et 7 juillet 1893.

Le 21 novembre 1895 M. Bovier-Lapierre dépose encore une fois sa proposition à la Chambre (2). C'est la reproduction à peu près exacte de la précédente. Voici le texte de l'article premier :

« ARTICLE PREMIER. — Ceux qui seront convaincus

(1) *Officiel*, Chambre, annexes, session extraordinaire, 1891, n° 1786, p. 291.

(2) Le texte de cette proposition est annexé au compte rendu *in extenso* de la séance de la Chambre du 21 novembre 1895, annexe n° 1617.

d'avoir par des voies de fait, menaces de perte d'emploi, ou privation de travail, refus motivé d'embauchage, renvoi d'ouvriers ou employés à raison de leur qualité de syndiqués, refus concerté de travail, porté atteinte aux droits résultant *pour patrons et ouvriers* de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, seront punis d'un emprisonnement de 15 jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs ou de l'une de ces deux peines seulement ».

Il semble que l'on puisse déduire de la présence des mots « des droits résultant *pour patrons et ouvriers* » que les pénalités édictées frapperont aussi bien les patrons que les ouvriers, lorsqu'ils porteront atteinte à leurs droits respectifs. La proposition serait donc enfin devenue bilatérale, et nous pensons qu'il faut l'interpréter ainsi ; malheureusement, les mêmes difficultés d'applications subsistent. Comment le juge pourra-t-il apprécier sûrement la nature du renvoi d'un ouvrier ; il y aura de sa part des hésitations justifiées qui ouvriront la porte à des réclamations ouvrières, nullement fondées parfois, et partant à des représailles patronales. La proposition Bovier-Lapierre, que ce soit celle de 1895 ou celle de 1886, a le gros défaut de rendre presque impossible le rapprochement du capital et du travail, et leur bonne entente, c'est pour cela que nous ne souhaitons pas de la voir devenir texte de loi.

Contre-projet Goblet. — Lors de la discussion du pro-

jet Bovier-Lapierre au Sénat, en juillet 1892, M. Goblet déposa un contre-projet ainsi conçu :

« Ajouter à l'article 1^{er} de la loi du 21 mars 1884, la disposition suivante :

« Ceux qui, par voies de fait ou menaces, privations d'emploi, ou refus concerté de travail, auront porté atteinte au libre exercice des droits résultant, pour les ouvriers et patrons, de la loi du 21 mars 1884, sur les syndicats professionnels, seront punis d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Seront punis des mêmes peines, ceux qui, par voie d'interdictions générales affichées dans les ateliers, auront déclaré refuser d'employer des ouvriers syndiqués ».

Ce contre-projet fut renvoyé à la commission le « 5 juillet 1892 » et donna lieu à un rapport de M. Trarieux à la séance du 5 juin 1893 (1). Ce contre-projet présentait l'avantage sur la proposition de M. Bovier-Lapierre de 1891, d'être bilatérale. Il est à remarquer que M. Bovier-Lapierre, en déposant à nouveau sa proposition en 1895, a introduit la même bilatéralité que nous relevons dans le contre-projet de M. Goblet, qui date de 1892.

Projet élaboré par le conseil d'Etat. — Le rapport de M. Trarieux du 5 juin 1893 porte aussi, et principale-

(1) *Officiel*, Sénat, Annexes, session 1893, p. 386, n° 203.

ment sur un projet élaboré par le conseil d'Etat à la demande du gouvernement, et dont voici le texte :

« ARTICLE PREMIER. — Quiconque aura usé de force, violence ou contrainte, dans le but de porter atteinte au droit d'ouvriers ou de patrons de faire, ou de ne pas faire partie d'un syndicat professionnel reconnu par la loi du 21 mars 1884, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Sera puni des mêmes peines, quiconque aura usé des mêmes moyens, dans le but d'obliger une ou plusieurs personnes ne faisant pas partie d'un syndicat à se conformer aux décisions de ce syndicat.

« ART. 2. — Les dispositions de l'article 463 du code pénal pourront être appliquées aux pénalités édictées par l'article premier de la présente loi.

« ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie. »

Ce projet fut l'objet au conseil d'Etat d'un rapport de M. Et. Jacquin, conseiller d'Etat (1).

Voici ce que M. Trarieux en disait au Sénat dans le rapport précité. Il constate d'abord que les dispositions sont bilatérales.

« Le projet, dit-il ensuite, n'érige en délit, ni le refus d'embauchage, ni la privation de travail ou d'emploi, ni l'usage de dons, offres ou promesses. . . . Il n'atteint que

(1) *Officiel*, Sénat, Annexes, session 1893, p. 388, 1^{re} colonne.

les actes de force, de violence ou de contrainte.... Les mots force, violence, contrainte, employés pour caractériser les actes qu'il s'agit de punir, nous paraissent à la fois trop vagues et trop élastiques... Comment définir l'acte de contrainte ? Devrait-on entendre par contrainte toute coercition tendant à faire courber des volontés, telles par exemple que les amendes, les proscriptions ? Ce serait alors faire revivre l'ancien article 416 que la loi de 1884 a formellement aboli comme incompatible avec le fonctionnement de l'association professionnelle et qu'il ne s'agit point dans notre pensée de rétablir ».

De plus le projet en employant les mots « faire ou ne pas faire partie d'un syndicat professionnel reconnu par la loi de 1884 » se montre trop restrictif ; il aurait fallu prévoir le cas de syndicats n'étant pas en règle avec la loi. Dans le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} le conseil d'Etat s'est préoccupé de l'empiètement de certains syndicats sur la liberté individuelle de l'ouvrier qui ne veut pas se syndiquer ; M. Trarieux approuve l'idée, pourvu qu'on n'en profite pas pour rétablir l'ancien article 416.

Le rapporteur termine en soumettant au Sénat un texte d'une *proposition élaborée par la commission* :

« ARTICLE PREMIER. — Quiconque aura usé de l'un des moyens indiqués dans l'article 414 du code pénal, violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, dans le but de porter atteinte au droit d'ouvriers ou de

patrons de faire, ou de ne pas faire partie d'un syndicat professionnel, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Sera puni des mêmes peines, quiconque aura usé des mêmes procédés dans le but d'obliger une ou plusieurs personnes à se conformer à des décisions prises par une collectivité de patrons ou d'ouvriers organisée ou non en syndicats.

« ART. 2.— Les dispositions de l'article 463 du code pénal pourront être appliquées aux pénalités édictées par l'article 1^{er} de la présente loi.

« ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie. »

Ce texte a cette supériorité sur celui de M. Goblet et celui du conseil d'Etat, qu'il se sert de l'article 414, qui en effet, semble tout à fait destiné à punir les faits prévus par ces projets ; ce texte de l'article 414 est trop sombre par lui-même pour qu'il n'ouvre pas la voie à l'arbitraire du juge, ce qu'il faut avant tout éviter.

Il a de plus l'avantage de prévoir l'atteinte portée au droit « de faire ou de ne pas faire partie d'un syndicat professionnel », sans ajouter « reconnu par la loi de 1884 », comme celui du conseil d'Etat ; de cette façon sont également visés ceux des syndicats qui ne sont pas en règle avec la loi.

Les actes délictueux que vise le projet, le sont aussi bien pour les syndiqués que pour les non syndiqués ; les

décisions prises par une collectivité de patrons ou d'ouvriers ne pourront pas plus être imposées brutalement que les décisions du syndicat ne peuvent s'imposer par la violence.

En somme le projet paraît juste et raisonnable, et certains termes une fois précisés (manœuvres frauduleuses), deviendrait, je crois, un bon texte législatif.

Le 19 novembre 1889, M. Lachize (1) et plusieurs de ses collègues, déposaient sur le bureau de la Chambre une proposition de loi ayant un article unique :

« Tout employeur individuel ou collectif qui aura mis obstacle à l'action des syndicats ouvriers reconnus par la loi, en refusant systématiquement de traiter avec eux, sera puni d'une amende de 100 à 1.000 francs, et d'un emprisonnement de 8 jours à 3 mois. »

Ce qui frappe immédiatement, c'est la grande analogie qui existe entre cette proposition et la proposition Bovier-Lapierre adoptée en 1889 par la Chambre. C'est d'ailleurs ce que disait M. Lagrange, dans un rapport sommaire déposé à la Chambre le 6 février 1890 (2). L'urgence ayant été votée sur la proposition Bovier-Lapierre, le rapporteur, au nom de la commission, demande la prise en considération de la proposition Lachize.

Il y eut ensuite un nouveau rapport fait par M. Bovier-

(1) *Officiel*, Chambre, Annexes, session 1889, p. 102, n° 46.

(2) *Officiel*, Chambre, Annexes, session 1890, p. 219, n° 233.

Lapierre le 20 mars 1890 (1). La commission, disait le rapport, après examen de la proposition Lachize, ne la trouve pas assez précise, et déclare ne pouvoir l'accepter. Nous la repoussons également, parce qu'elle présente les mêmes défauts que celle de M. Bovier-Lapierre (unilatéralité ; entretien d'une lutte continuelle entre patrons et ouvriers).

C'est toujours du même esprit que s'inspire la proposition de M. Félix Martin, déposée le 24 juin 1891. Voici le texte de la proposition :

« Ajouter à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels l'article suivant :

« ART. 11. — Ceux qui, par voies de fait, violences ou menaces contre un membre des professions sus-visées, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi, ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront empêché ou contraint de faire partie d'un syndicat professionnel ; ceux qui lui auront retiré ou fait perdre son emploi, parce qu'il fait partie ou refuse de faire partie d'un syndicat professionnel, seront punis d'une amende de 100 à 3.000 francs, et en outre, en cas de récidive dans l'année, d'un emprisonnement de 6 jours à un mois.

« L'article 463 du code pénal pourra être appliqué. »

(1) C'est celui que nous avons cité plus haut ; ce rapport portait en effet, à la fois sur la proposition Bovier-Lapierre et sur celle de M. Lachize.

Un rapport fut fait par M. Trarieux au Sénat, le 11 juin 1891 qui concluait au rejet de la proposition (1).

Ce qui différencie cette proposition des précédentes, c'est qu'elle n'édicte la prison que comme peine en cas de récidive. Malheureusement les termes sont encore vagues. Quel sera ce dommage dont il suffira de menacer l'ouvrier pour encourir les pénalités prévues au texte, on ne le sait ; le gros reproche à faire au projet, c'est qu'il revient purement et simplement à punir l'intention, ce qui est en somme impossible, car il est absolument inadmissible que l'intention puisse constituer un délit, s'il n'y a pas commencement d'exécution. Nous repousserons donc encore ce projet.

Arrivons enfin à la proposition qui fut déposée sur le bureau de la Chambre par M. Mesureur, le 4 février 1896 (2). Comme l'auteur nous le dit dans l'exposé des motifs, « la loi de 1884 n'a édité aucune pénalité contre les atteintes dont elle pourrait être elle-même l'objet », ce qui a donné lieu à des abus intolérables, aussi voici ce qu'il propose :

« ARTICLE UNIQUE. — Ceux qui seront convaincus d'avoir entravé, ou tenté d'entraver le libre exercice des droits résultant de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, seront punis d'un emprisonnement

(1) Rapport déjà cité parce qu'il portait aussi sur la proposition Bovier-Lapierre adoptée à la Chambre le 13 mai 1890.

(2) Incorporé au compte rendu *in extenso* de la séance de la Chambre du 4 février 1896.

de 6 jours à un mois et d'une amende de 16 à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

« Les dispositions de l'article 463 du code pénal pourront être appliquées aux pénalités ci-dessus édictées. »

Cette proposition très brève a le grave défaut de ne pas préciser les moyens qu'il faudra avoir employés pour entraver ou tenter d'entraver l'exercice des droits reconnus par la loi de 1884, ce sera au juge d'apprécier; nous ne pouvons admettre pareille solution : nous le répétons, il faut des textes précis. Il sera impossible de prouver qu'il y a eu entrave et surtout tentative d'entrave, l'appréciation étant fatalement toute subjective dans un grand nombre de cas.

On peut également rattacher à cette catégorie la proposition qui fut déposée par M. Jaurès le 21 novembre 1895 (1) sur le bureau de la Chambre. C'est dans son article 4 que M. Jaurès prévoit le cas d'atteinte portée aux droits reconnus par la loi de 1884.

« ART. 4. — Toutes les fois qu'un employeur aura congédié ou disgracié un ou plusieurs de ses salariés à raison de la participation à l'action syndicale ou politique il sera puni d'une amende de 100 francs à 1.000 francs. »

Toujours le même reproche à faire : celui de l'unilatéralité. Les patrons seuls sont frappés ; pleine con-

(1) Annexé au compte rendu *in extenso* de la séance de la Chambre du 21 novembre 1895, p. 2437.

fiance aux ouvriers, défiance vis-à-vis des patrons. Une juste mesure s'impose. De plus il y aurait des difficultés considérables à apprécier la nature du renvoi de l'ouvrier par le patron ; de sorte que nous sommes amenés à éliminer le projet.

Signalons aussi l'article 6 de la proposition de loi déposée par *M. Basly et plusieurs de ses collègues*, le 14 janvier 1888, déposée à nouveau dans la suite les 12 novembre 1895 et le 7 juillet 1898. Nous en parlerons plus longuement dans la section III de ce chapitre, et nous renvoyons à l'étude de ce projet. Disons seulement ici, qu'il donne comme actes délictueux entraînant la prison et l'amende, ou l'une ou l'autre, « les violences, voies de fait, menaces de perte d'emploi ou de privation de travail, refus concerté d'embauchage, renvoi isolé ou collectif d'ouvriers ou employés à raison de leurs qualités de syndiqués, dons, offres ou promesses de travail ». C'est une longue énumération où malheureusement interviennent les « dons, offres ou promesses de travail », qui sont choses bien difficiles à saisir et à prouver.

En conclusion de tout ceci, nous nous rallierons de préférence à la proposition élaborée par la commission, dont il est parlé dans le rapport de M. Trarieux du 5 juin 1893.

**SECTION III. — Projets facilitant la constitution
ou agrandissant le champ d'action des syndicats professionnels.**

Cette section contient un très grand nombre de projets. Nous donnons immédiatement les subdivisions qui permettront de se rendre compte plus facilement du but poursuivi par chacune des propositions.

A. — Suppression du dépôt des statuts et des noms des administrateurs. Constitution de syndicats entre personnes de professions différentes. Extension du droit de syndicat à toutes les professions et aux fonctionnaires publics. Statut des fonctionnaires, suppression des articles 414 et 415 du code pénal.

Proposition Leveillé, 8 juillet 1890.

Proposition Basly - Lamendin et autres : 14 janvier 1888; 12 novembre 1895 ; 7 juillet 1898.

Proposition Groussier et autres 28 mai 1894.

Proposition Vaillant, 26 janvier 1903, déposée à nouveau le 30 novembre 1906.

Proposition Dejeante et Allard, 4 février 1902, déposée à nouveau le 14 octobre 1902.

Proposition Coutant, 3 juillet 1906.

Projet présenté au nom du Président Fallières par M. Clémenceau, le 11 mars 1907 ; par le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice, le 25 mai 1909 ; par le ministre de l'intérieur et le ministre de la justice, le 30 juin 1910.

Proposition J. Guesde, 6 décembre 1910.

Projet déposé par MM. Briand et Puech, le 22 décembre 1910.

B. — Introduction ou maintien des anciens ouvriers dans le syndicat.

Projet présenté au nom du Président Carnot par M. Fallières, garde des sceaux, le 2 juin 1891; par M. Ricard, garde des sceaux, le 2 novembre 1892.

Proposition Sembat, 20 janvier 1894.

Proposition Lemire, 3 juillet 1902, déposée à nouveau le 12 juin 1906 et le 15 décembre 1910.

C. — Extension de la capacité des syndicats :

1° S'appliquant à tous les syndicats,

Proposition Dussaussoy, 5 février 1895.

Proposition de Gailhard-Bancel, 18 décembre 1908.

Proposition Millerand-Dubief, 2 avril 1909.

2° Visant uniquement les syndicats agricoles.

Proposition Méline, 1890.

Projet présenté au nom du Président Fallières par M. Ruau, ministre de l'agriculture, le 19 juin 1908.

D. — Octroi de la personnalité civile aux unions de syndicats (organisation nouvelle des syndicats).

Proposition Klotz, 15 octobre 1908.

Sous-section A.

Proposition présentée par M. Leveillé et plusieurs autres de ses collègues le 8 juillet 1890. — Cette proposition comprend un article unique ainsi conçu :

« Les syndicats ou associations professionnelles,

même de plus de vingt personnes; exerçant la même profession manuelle ou libérale, des métiers similaires, ou des professions connexes, pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement. »

Nous voyons ici donner satisfaction au désir que nous exprimions de voir le législateur appliquer la loi de 1884 aux professions libérales; l'introduction des mots « manuelle ou libérale » dissipe toute obscurité sur ce point. Un rapport sommaire sur le projet fut déposé par M. Etcheverry à la séance du 20 novembre 1890 (1). Le rapporteur estime que les travaux préparatoires de la loi de 1884 indiquent assez nettement que l'on n'a pas voulu réserver le bénéfice de la loi aux professions manuelles et qu'il est par conséquent regrettable de voir adopter l'interprétation restrictive, aussi propose-t-il de prendre en considération ladite proposition, ce que fit la Chambre dans sa séance du 12 mars 1891.

Propositions Basly, Lamendin et autres. — M. Basly et plusieurs de ses collègues déposaient sur le bureau de la Chambre, à la date du 14 janvier 1888, une proposition de loi destinée à élargir les dispositions de la loi de 1884 (2). Dans son exposé des motifs, M. Basly nous montre les effets néfastes de la nouvelle législation. « On a vu renaître plus rigoureuses, plus violentes que

(1) *Officiel*, Chambre, annexes; session extraordinaire, 1890, p. 430, n° 1049.

(2) *Officiel*, Chambre, annexes; année 1888, p. 46, n° 2271.

jamais, les persécutions patronales contre les membres actifs des syndicats ouvriers ». Aussi commence-t-il, dans son article 1^{er}, par abroger les articles 414 et 415 du code pénal, que la loi de 1884 a laissé subsister, alors qu'elle faisait disparaître l'article 416. Les articles 291, 292, 293, 294 du code pénal et la loi de 1834 ne sont pas applicables aux syndicats professionnels. Par son article 2, il étend le droit de syndicat à tous les citoyens même de professions différentes. Il supprime la formalité du dépôt des noms des administrateurs parce que c'est une mesure policière. Les unions, les fédérations sont autorisées par l'article 3, et l'article 5 de la loi de 1884 est supprimé. Les unions, qui aujourd'hui n'ont qu'une capacité restreinte, puisqu'elles n'ont pas la personnalité civile, auront cette personnalité civile, et il leur suffira pour l'acquérir de déclarer leur constitution (tout comme le devront faire les syndicats ordinaires) à la mairie de la commune où elles se fondent, et à Paris aux mairies d'arrondissement.

Les syndicats professionnels pourront s'occuper librement du placement des ouvriers, et gérer des offices de renseignements. L'article 7 de la loi de 1884 devient l'article 5 de la nouvelle proposition, et il y est consacré le droit pour le syndiqué de se retirer du syndicat, tout en restant membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse, à l'actif desquelles il a contribué ; le syndicat pourra lui réclamer le montant de la cotisation de l'année courante ;

donc, rien de changé sur ce point. L'article 8 de la loi de 1884 est supprimé, et l'article 6, dont nous avons déjà parlé dans la section II de ce chapitre, édicte des sanctions contre quiconque aura entravé ou tenté d'entraver, troublé ou tenté de troubler la liberté des syndicats professionnels ou des fédérations de syndicats. Les syndicats et leurs fédérations seront de véritables camps retranchés intangibles, desquels les patrons, toujours suspects, ne pourront approcher ; on les tient en respect, parce que eux seuls portent atteinte aux droits reconnus par la loi de 1884. Toujours l'unilatéralité, et la rivalité sans cesse rallumée entre le capital et le travail.

L'ensemble du projet fait l'effet d'une œuvre de parti pris. On ne veut pas voir que les patrons ne sont pas les seuls coupables. On délie entièrement les syndicats de toute obligation. Il serait regrettable que le législateur aggrave ainsi la situation créée par la loi de 1884 qui n'a pas assez donné de responsabilité aux syndicats.

Cette proposition a donné lieu à un rapport de M. Beauquier, à la séance du 17 février 1888 (1), rapport sommaire qui, tout en se déclarant partisan d'une réforme de la loi de 1884, ne se prononce pas sur le fonds de la proposition elle-même.

La même proposition est déposée à la Chambre par

(1) *Officiel*, Chambre, annexes ; année 1888, n° 2435, p. 233.

MM. Basly et Lamendin, le 12 novembre 1895 (1). Nous la retrouvons enfin déposée par *MM. Basly-Lamendin-Defontaine*, le 7 juillet 1898 (2).

M. Basly est toujours inspiré des mêmes idées, lorsqu'il dépose son projet en 1889.

« En dépit, dit-il dans son exposé des motifs, des dispositions libérales, la loi sur les syndicats professionnels n'est sortie des délibérations des deux Chambres qu'amoindrie, pleine d'entraves pour le mouvement syndical qu'elle était destinée à seconder..... C'est surtout l'article 4 de la loi de 1884, exigeant le dépôt des noms des administrateurs à la mairie de la commune, où se fonde un syndicat, qui favorise les répressions patronales », et c'est pour cela qu'il le supprime purement et simplement dans son projet. Il veut que « le droit d'association professionnelle proclamé en principe, devienne une réalité ».

Je pense, quant à la formalité du dépôt des noms des administrateurs, que c'est une sage mesure qui gêne peut-être les syndicats révolutionnaires, mais qui ne gêne nullement les syndicalistes uniquement préoccupés des intérêts professionnels, et c'est pourquoi, contrairement à l'opinion de M. Basly, je serais d'avis qu'on la maintint. Les auteurs du projet veulent une liberté syndicale sans aucune restriction ; je la veux

(1) *Officiel*, Chambre, annexes, session 1895, n° 1606, p. 1470.

(2) *Officiel*, Chambre, annexes, année 1898, n° 180, p. 1346.

large mais bien définie, avec des sanctions pour la maintenir dans de justes limites.

Proposition déposée par M. Groussier et plusieurs autres de ses collègues, le 28 mai 1894. Nous ne pouvons mieux faire pour nous rendre un compte exact de cette proposition, que d'analyser l'exposé des motifs qui la précède ; l'auteur y a, en effet, classé les changements qu'il désire voir réaliser.

1. *Extension du droit de se syndiquer aux professions libérales.* — Il veut achever l'œuvre commencée par l'article 13 de la loi du 30 novembre 1892 pour les médecins, chirurgiens, dentistes et sages-femmes ; il ne peut y avoir selon lui, d'objection sérieuse à l'extension de ce droit en faveur de toutes les professions libérales ; je n'en vois pas, en effet, et je suis de son avis sur ce point.

2. *Extension du droit de se syndiquer aux personnes dépendant d'administrations et d'établissements publics.* — Il invoque, à l'appui de cette thèse, le vote de la Chambre, du 22 mai 1894, sur l'ordre du jour Ramel. Ces deux desiderata font l'objet de l'article 2 du projet.

3. *Extension du droit de rester syndiqué ou de se syndiquer aux personnes ayant exercé la profession.* — Cela fait l'objet de l'article 3 qui dit : « pourront adhérer à un syndicat professionnel et continuer à en faire partie les personnes exerçant ou ayant exercé la profession ». Ainsi, d'après ce texte, bien qu'on n'ait pas fait partie du syndicat tandis que l'on exerçait la profession, on

peut s'y affilier alors qu'on ne l'exerce plus. Le principe est bon, à mon avis, mais je voudrais voir édicter certains délais d'exercice, et surtout un temps précis que l'on ne pourra pas dépasser après avoir quitté la profession sans être obligé de quitter le syndicat.

4. *Suppression de l'article 7, concernant le droit de se retirer du syndicat, tout en restant membre des sociétés de secours mutuels et de pension de retraite.* Il trouve en effet scandaleux de voir des ouvriers, qui ne sont plus syndiqués, profiter des avantages qui ne sont réservés qu'aux syndiqués.

5. *Liberté de constitution ; plus de formalités de dépôt des noms des administrateurs.* — C'est toujours la même crainte de la publicité.

6. *Liberté du choix des administrateurs.* — C'est un moyen pour les syndicats d'obtenir le droit de mettre à leur tête un étranger si bon leur semble, tout comme peut le faire une compagnie de chemins de fer. Je pense qu'il faut maintenir l'obligation d'être Français pour devenir administrateur d'un syndicat.

7. *Suppression de l'article 9 concernant les pénalités.* — Cela découlait nécessairement de la liberté complète d'organisation que proclame le projet. Je crois au contraire qu'il faut maintenir ces pénalités pour faire respecter les formalités que nous avons dit vouloir conserver.

8. *Diminution des formalités nécessaires pour acquérir la personnalité civile.* — Il suffira du dépôt des sta-

tuts à la mairie de la commune et à Paris à la préfecture de la Seine.

9. *Les fédérations auront la responsabilité civile au même titre que les syndicats.* — Je ne suis pas partisan de cette grande liberté pour les fédérations ; qu'on leur accorde plutôt une capacité analogue à celle des syndicats actuels.

10. *Extension de la capacité d'acquérir* et par suite, suppression de l'article 8 qui édicte la nullité des acquisitions d'immeubles inutiles au fonctionnement de l'association.

C'est, on le voit, une proposition toute de liberté.

Proposition présentée par M. Vaillant et plusieurs de ses collègues, le 26 janvier 1903 (1), puis le 30 novembre 1906. — On peut résumer la proposition de M. Vaillant en ces termes : « Emancipation, protection et organisation des ouvriers syndiqués contre les patrons ». Dans son exposé des motifs, l'auteur nous dit : « La seule réforme désirable et nécessaire est celle qui abroge toutes les limitations légales, toutes les entraves de tous ordres à sa faculté, à son droit d'association, de syndicat, de coalition, en même temps qui protégera le syndicat et les syndiqués contre l'arbitraire patronal ».

C'est ainsi qu'il agit dans sa proposition : dans un paragraphe 3 nouveau annexé à l'article 1^{er} de la loi

(1) *Officiel*, Chambre, annexes ; année 1903, p. 93, n° 703.

de 1884, il supprime les articles 414 et 415 du code pénal, et dans un paragraphe 4, il ajoute : « Sont abrogés, toutes lois et tous décrets et règlements limitant le droit d'association et de coalition ouvrière ». Plus aucune limitation, plus aucune sanction. Il y a de quoi tenter les cerveaux les plus sages et les plus raisonnables. Ce désir lui fait supprimer les articles 4, 7, 8 de la loi de 1884, qui pourraient gêner l'expansion syndicale. En un mot, liberté en tout et pour tout. C'est toujours sous la pression de cette idée d'émancipation totale que M. Vaillant en vient à refuser la personnalité civile au syndicat, et le droit d'ester en justice. « Le syndicat, dit-il dans l'exposé des motifs, doit rester à l'abri des poursuites patronales et des tribunaux qui le dépouilleraient et le ligoteraient ». Donc pas de personnalité civile parce que pas de responsabilité possible. L'article 6 du projet reproduit la proposition de M. Bovier-Lapierre de 1891, qui, on s'en souvient, est toute pleine de défiance à l'égard des patrons. Au sujet de cette proposition de loi, on se demande quels seraient les patrons qui oseraient traiter avec de pareilles associations, les risques étant tous et fatalement de leur côté. Les patrons seraient en butte à des tracasseries continues, sans jamais pouvoir obtenir des syndicats la moindre réparation civile.

« Si le système proposé par M. Vaillant, écrit M. Barthou (1), était susceptible de revêtir une forme juri-

(1) Barthou, *L'action syndicale*, p. 184.

dique, l'omnipotence tyrannique et irresponsable dont on veut gratifier les syndicats professionnels serait le plus redoutable cadeau qu'on pût leur faire. Elle susciterait contre eux des hostilités, cette fois légitimes, sous lesquelles ils succomberaient, et pour vouloir demander à leur institution ce qu'elle ne doit pas donner, on compromettrait les résultats légitimes qu'on peut en attendre. »

C'est aussi mon avis et il faut repousser énergiquement cette proposition comme néfaste pour les intérêts des ouvriers.

Proposition présentée par MM. Dejeante-Allard et plusieurs autres de leurs collègues, le 4 février 1902, puis le 14 octobre 1902 (1). Nous trouvons dans l'exposé des motifs une phrase qui nous éclaire sur l'intention des auteurs : « Où commence et finit le service public et l'entreprise commerciale, c'est ce que le gouvernement n'a pu définir ». Il ne pouvait en résulter que le désir de ne pas fixer de limite au droit syndical et c'est bien ce que nous trouvons dans l'article unique qui constitue la proposition :

« La loi sur les syndicats professionnels est applicable à tous les salariés sans aucune distinction. »

La loi de 1884 s'étendra ainsi à tous, et les fonctionnaires vont en bénéficier. C'est bien ce à quoi nous ten-

(1) *Officiel*, Chambre, annexes, session ordinaire, 1902, n° 2954, p. 130.

dons de plus en plus, à l'application générale du droit de syndicat à tous les salariés, mais les auteurs du projet auraient dû penser qu'une pareille liberté a besoin de dispositions protectrices qui ne sont pas contenues dans la loi de 1884.

Le principe posé, il fallait remanier la loi sur les syndicats de façon à l'adapter aux exigences du nouveau régime ; par exemple au sujet des fonctionnaires, il conviendrait de décider que ce droit de syndicat n'entraîne pas pour eux le droit de grève.

Proposition déposée par M. Jules Coutant et plusieurs autres de ses collègues, le 3 juillet 1906 (1).

Cette proposition a pour but de supprimer les articles 414 et 415 du code pénal. Dans l'exposé des motifs, M. Coutant nous donne les raisons qui l'ont déterminé à déposer une telle proposition :

« En abrogeant, dit-il, dans le texte de la loi du 21 mars 1884, relative aux syndicats professionnels, l'article 416 du code pénal, alors qu'il maintenait les articles 414 et 415, le législateur a certainement fait une œuvre incomplète, qui frise la partialité, en ce sens que l'article abrogé visait nommément les patrons et entrepreneurs d'ouvrages, alors que les articles 414 et 415 ne semblent être faits que pour les ouvriers, puisque dans la pratique, eux seuls sont journellement condamnés, en vertu de ces deux articles, dont l'élasticité perpétuelle

(1) *Officiel*, Chambre, annexes ; session ordin., 1906, n° 194, p. 751.

est suspendue sur la tête de tous ceux qui veulent user du droit de coalition reconnu par la loi alors que jamais les patrons, organisateurs du lock-out, ne sont poursuivis.....

« Il importe donc que... la loi soit égale pour tous et qu'elle ne soit pas une menace pour l'une des deux parties seulement. C'est dire que l'abrogation de ces deux articles s'impose.

« Si, d'autre part, des faits de violence venaient à se produire, en cas de grève, ou tentative de grève, aucun magistrat, assurément, ne serait embarrassé pour trouver, dans l'arsenal de nos lois, d'autres articles que ceux visés ci-dessus, pour frapper les délinquants. »

Nous estimons, au contraire, que l'on ne doit pas abroger ces deux articles qui sont une sauvegarde contre les tendances trop révolutionnaires de certains syndicats.

Projet présenté au nom du Président Fallières par M. Clémenceau, président du conseil, ministre de l'intérieur, et par M. Guyot-Dessaigne, ministre de la justice (11 mars 1907) (1).

Ce projet a pour but de donner aux fonctionnaires le droit de s'associer librement, en vertu de la loi de 1901. Nous ne nous arrêterons pas longtemps sur ce projet, parce qu'il fut retiré le 25 mai 1909, après avoir donné lieu à un rapport de M. Jeanneney, le 11 juillet 1907 (2)

(1) *Officiel*, Chambre, ann., session ord., 1907, n° 833, p. 226.

(2) *Doc. parlem.*, n° 1213, *J. off.*, p. 507.

et à un rapport supplémentaire de M. Chaigne, le 2 avril 1909 (1). Ce projet créait des associations qui peuvent présenter leurs vœux, ester en justice, sans autorisation spéciale, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer les cotisations de leurs membres, ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées (avec un maximum de 500 francs), ainsi que le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres.

Ces associations ne pourront se concerter qu'entre elles pour la défense et la sauvegarde de leurs intérêts communs. Ces unions sont sous le coup des paragraphes 2 et 3 de l'article 5 de la loi de 1884.

L'article 6 du projet prévoit la révocation contre tout fonctionnaire qui « sans excuse légitime, simultanément avec d'autres et après une injonction à lui adressée, aura refusé sa coopération au service public auquel il est attaché. »

La provocation à la grève est punie d'un emprisonnement de 6 jours à six mois; peine qui peut être portée à 1 an, lorsque la provocation a été suivie d'effet, ou lorsque le fonctionnaire a usé de son autorité sur ses subordonnés, pour les inciter à refuser le service.

Ce projet est excellent, puisqu'il frappe la grève, mais il veut, en somme, régler le droit de syndicat des fonctionnaires sans prononcer le mot de « syndicat ».

(1) *Doc. parlam.*, n° 2451, *J. Off.*, p. 474.

C'est aussi le même reproche que l'on peut faire au *projet de loi sur le statut et le droit d'association des fonctionnaires*, présenté au nom du Président Fallières, par M. Clémenceau, président du conseil, ministre de l'intérieur, et par M. Briand, garde des sceaux, le 25 mai 1909 (1).

Le projet commence par donner aux fonctionnaires des garanties au sujet de l'avancement et de la discipline, puis leur accorde le droit *d'association*. En lisant le projet, on a nettement l'impression qu'on se trouvera en présence de véritables syndicats en fait, bien que le mot ne soit pas prononcé. La grève est punie, comme dans le projet précédent.

Le projet fut à nouveau déposé à la Chambre des députés, le 30 juin 1910 (2), par les ministres de l'intérieur et de la justice ; il fut renvoyé à la commission d'administration générale, le 12 juillet 1910.

Le 6 décembre 1910 (3), M. J. Guesde déposa à la Chambre une proposition de loi introduisant un article nouveau dans la loi du 21 mars 1884. Comme il nous le dit dans l'exposé des motifs, il est scandaleux de voir les patrons refuser, selon leur bon plaisir, d'entrer en rapports avec les syndicats existant. Aussi propose-t-il d'ajouter un article 5 *bis* qui punirait d'une amende de 100 à 1.000 francs et d'un emprisonnement de cinq jours

(1) *Officiel*, Chambre, annexes ; session ord., 1909, p. 4179, n° 2544.

(2) *Officiel*, Chambre, annexes ; session ord., 1910, p. 574, n° 200.

(3) *Officiel*, Chambre, ann., session extraord., 1910, n° 554, p. 177.

à un mois, en cas de récidive, l'employeur individuel ou collectif qui « en cas de différend avec ses ouvriers ou employés, aura refusé de traiter avec le syndicat légalement constitué, auquel ces ouvriers ou employés appartiennent. »

Nous ne pouvons admettre cette proposition, qui enlèverait toute liberté d'action au patron ; il est à souhaiter que ce dernier comprenne qu'il a intérêt à entrer en rapport avec le syndicat, mais on ne peut l'y contraindre.

Mentionnons encore le projet de loi sur le statut des agents des chemins de fer d'intérêt général et sur le règlement pacifique des différends d'ordre collectif, relatifs aux intérêts professionnels de ces agents, présenté à la Chambre des députés, le 22 décembre 1910, par M. Briand, président du conseil, ministre de l'intérieur, et M. Louis Puech, ministre des travaux publics, des postes et télégraphes (1). Ce projet a pour but d'interdire la grève sur les réseaux de chemins de fer et de soumettre, en cas de litige, les différends à des conseils de conciliation, puis à l'arbitrage si le premier moyen échoue. Nous ne l'étudierons pas, parce qu'il vise un cas tout à fait spécial, celui des employés de chemins de fer ; nous avons tenu seulement à le citer pour montrer la tendance du gouvernement à interdire législativement la grève dans les services publics, ou dans les industries ayant le caractère d'un service public.

(1) *Officiel*, Chambre, ann., session extraord., 1910, n° 626, p. 2.

Sous section B.

Projet de loi déposé *au nom de M. Carnot*, Président de la République, *par M. Fallières* garde des sceaux, le 2 juin 1891 (1). Ce projet a pour but d'admettre au syndicat les ouvriers ayant exercé la profession.

La loi de 1884, dit l'exposé des motifs, ne permet la constitution de syndicats qu'entre personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes. Cette exigence prive les syndicats du concours d'ouvriers, qui, quoique n'exerçant pas la profession, en vue de laquelle le syndicat est formé, ont acquis une expérience dans la profession, et des connaissances qui peuvent être appliquées au but poursuivi par le syndicat. Un délai est nécessaire, tant pour l'exercice de la profession que pour le temps depuis lequel on l'a abandonnée. « Pour fixer ces deux termes, nous n'avons pas cru pouvoir mieux faire que de nous inspirer des dispositions de la loi du 8 juillet 1890 sur les délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, qui fixe les conditions d'éligibilité des anciens ouvriers ». Voici le texte du projet :

« L'article 2 de la loi du 21 mars 1884, relative à la création des syndicats professionnels, est complété ainsi qu'il suit :

« Peuvent également faire partie des syndicats ou as-

(1) *Officiel*, Chambre, annexes ; année 1891, n° 1461, p. 1370.

sociations professionnelles, les personnes ayant exercé la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes, pendant cinq ans au moins, et qui n'ont pas cessé l'exercice de ces professions ou métiers, depuis plus de 10 ans. »

Ce projet donna satisfaction au désir que nous exprimions de voir les anciens ouvriers rester au syndicat ; le délai d'exercice est une garantie contre les meneurs.

M. Gaillard, dans son rapport (1), (séance du 23 décembre 1891), conclut, au nom de la commission, à l'adoption du projet. La Chambre déclara l'urgence et vota le projet, le 3 novembre 1892. Il fut *présenté au Sénat par M. Ricard*, garde des sceaux. M. Trarieux déposa son rapport sur le projet, le 5 juin 1893 (2).

« Après mûr examen du but que poursuit cette proposition et des conséquences qu'elle risquerait d'avoir, nous n'hésitons pas à vous en demander le rejet. » Il craint de voir les syndicats « envahis, sous prétexte d'esprit de camaraderie, par des aspirants aux fonctions représentatives, ou par des exploiters de grève. »

Je ne pense pas, je le répète, que pareil danger menace le syndicat, puisque le délai de 5 ans, imposé préalablement, viendrait gêner les gréviculteurs qui, pour la plupart, sont de fort mauvais travailleurs manuels ; et qu'il s'agit de cinq années d'exercice continu de la profession.

(1) *Officiel*, Chambre, ann., session 1891, p. 3021, n° 1840.

(2) *Officiel*, Sénat, ann., session 1893, p. 385, n° 202.

Le projet fut rejeté par le Sénat, le 7 avril 1893.

Proposition déposée par M. Sembat et plusieurs autres de ses collègues, le 20 janvier 1894 (1). Cette proposition est la même que celle qui fut présentée par M. Fallières, garde des sceaux, au nom de M. Carnot, Président de la République ; nous ne nous arrêterons donc pas plus longtemps. Elle a donné lieu à un rapport de M. André Lebon, qui porte la date du 3 mars 1894 (2). M. Lebon montre l'impression produite par l'arrêt de la cour de Bordeaux du 27 décembre 1893 (Arnaud et Marty) arrêt que nous avons étudié antérieurement ; il estime qu'il faut accorder aux anciens ouvriers ou patrons, le droit de rester dans le syndicat auquel ils appartiennent. Il y a évidemment une objection qui a du poids, c'est que les syndicats se trouveront composés de tous les ouvriers congédiés par les patrons, parce que les syndicats se font un devoir de les garder dans leurs rangs ; mais les syndicats, quand ils verront la confiance qu'on leur fait, finiront par se rendre compte de leur intérêt et excluront de leur propre mouvement ces éléments dangereux.

La Commission, cédant à l'objection, présentait un projet ainsi conçu :

« ARTICLE UNIQUE.— Les articles 2, 4 et 9 de la loi du 21 mars 1884 sont modifiés comme il suit :

(1) *Officiel*, Chambre, ann., session 1894, p. 84, n° 290.

(2) *Officiel*, Chambre, ann., session 1894, p. 283, n° 439.

ART. 2. — Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de 20 personnes, exerçant la même profession des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement.

Pourront continuer à faire partie d'un syndicat professionnel, les personnes qui auront abandonné l'exercice de la profession, et pourront y entrer, celles qui, ayant exercé la profession pendant cinq années au moins, ne l'auront pas quittée depuis plus de dix ans.

ART. 4. —

§ 4. Les membres de tout syndicat professionnel, chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat, doivent être Français, et jouir de leurs droits civils.

Un tiers seulement des administrateurs pourra être pris parmi les membres du syndicat, n'exerçant plus effectivement la profession.

Ces derniers, ne pourront pas être en même temps administrateurs ou directeurs d'un autre syndicat.

ART. 9. — Les infractions aux dispositions de l'article 2, paragraphes 2, 4, 5, 6, seront poursuivies contre les personnes qui seront entrées dans un syndicat ou dans un conseil d'administration, en violation de ces dispositions ; les infractions aux dispositions de l'article 2, paragraphes 1, 3, 4, le seront contre les directeurs et les administrateurs des syndicats. Les unes et les autres

seront punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer pour les infractions à la seconde catégorie, la dissolution du syndicat, et la nullité des acquisitions faites en violation des dispositions de l'article 6..... »

Ce texte, nous donne presque entière satisfaction, mais nous souhaiterions que l'on exige les mêmes délais de cinq et dix ans pour les anciens ouvriers devant rester au syndicat, comme ils sont exigés des ouvriers qui veulent entrer au syndicat après l'abandon de la profession.

La Chambre vota l'urgence, sur la proposition Sembat, le 12 juin 1894. La discussion eut lieu les 14 et 18 juin 1894, date à laquelle le projet fut adopté ; mais il n'alla pas plus loin.

Proposition Lemire, 3 juillet 1902 (1), déposée à nouveau le 12 juin 1906, et tout récemment le 15 décembre 1910 (2). Dans l'exposé des motifs, M. Lemire déclare que « si la loi avait été interprétée largement, elle aurait été une loi d'émancipation et de progrès ; elle aurait fait faire aux travailleurs l'apprentissage d'une foule d'œuvres utiles et leur aurait assuré peu à peu la jouissance de conditions économiques meilleures ». Il donne comme remèdes à la situation présente : « l'extension du droit

(1) *Officiel*, Chambre, ann., session extraord. 1902, n° 498, p. 530.

(2) *Officiel*, Chambre, ann., session extraordin. 1910, n° 590, p. 212.

syndical aux employés de l'Etat, des départements et des communes ; l'autorisation donnée à ceux qui ont cessé l'exercice de la profession de faire partie du syndicat dans certains cas prévus par la loi. » Il propose, à cet effet, d'ajouter à l'article 2 de la loi de 1884 les dispositions suivantes :

« La présente loi est applicable aux professions libérales, et aux employés et ouvriers de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics, qui ne détiennent aucune portion de la puissance publique.

« Sont réputés continuer l'exercice de leur profession, ceux qui cessent de l'exercer activement :

a) Pour cause de maladie ou d'invalidité.

b) Pour prendre leur retraite.

c) Pour remplir une fonction dans l'administration d'un syndicat ou d'une union de syndicats de leur profession.

« Sont regardés comme n'ayant pas cessé l'exercice de leur profession les employés et salariés :

a) Qui sont en état de chômage collectif volontaire ou involontaire.

b) Qui, étant sans emploi, sont inscrits sur la liste d'un bureau syndical de placement de la profession.

« Les membres d'un syndicat qui cessent d'exercer la profession sans être dans un des cas prévus ci-dessus, perdent leur qualité de syndiqués et sont réputés démissionnaires.

Par dérogation au présent article, les syndicats ou unions de syndicats, peuvent choisir en dehors de la profession un tiers au plus des membres de leur bureau. »

Ces dispositions, extrêmement précises, sont très supérieures à celles de la commission dont nous venons de parler ; elles ne laissent place à aucun arbitraire et fourniront de bons éléments aux syndicats.

L'article 6 de la proposition confère aux syndicats la personnalité civile et le droit d'ester en justice, mais ce droit d'acquérir à titre gratuit ou à titre onéreux formellement reconnu est assez limité. Le syndicat pourra demander des dommages-intérêts pour inexécution du contrat collectif qu'il aura conclu ; il a l'exercice des actions individuelles de ses membres en matière professionnelle. La proposition transforme en obligation la possibilité pour les pouvoirs publics de consulter les syndicats. « Ils *devront* être consultés avant l'adoption de toute disposition législative se rattachant à leur spécialité. »

Les unions ont le pouvoir d'ester en justice, de posséder les meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement de la mission qu'elles se proposent, de recevoir des dons et legs affectés à ce but.

Dans un article 10 nouveau, M. l'abbé Lemire décide que « le refus d'embauchage et le renvoi motivé par l'affiliation à un syndicat déterminé, ouvrent à ce syndicat la faculté de mettre en interdit un établissement,

sans encourir une responsabilité civile ou pénale. » Ces dispositions donneront lieu à de multiples chicanes entre patrons et ouvriers.

Le projet ne fait qu'effleurer la question de la capacité commerciale des syndicats. Le paragraphe 3 de l'article 6 dit pourtant : « Ils (les syndicats) ont le droit d'acquérir à titre gratuit ou à titre onéreux les biens meubles et immeubles nécessaires à l'accomplissement du but qu'ils se proposent, *ainsi que les produits nécessaires à l'exercice de la profession*, et les immeubles, jardins ou maisons destinés à leurs membres ». L'abbé Lemire, craignant de voir les syndicats s'enrichir, leur limite la capacité d'acquérir les meubles. Nous avons vu que la jurisprudence, interprétant les dispositions de la loi de 1884, avait déclaré que le syndicat pouvait acquérir des meubles sans restriction, gardant seulement pour les immeubles les limitations de l'article 6. M. Lemire étend ces restrictions même aux meubles ; je ne peux admettre cette limitation qui enserme encore un peu plus les syndicats. Le projet ajoute : « ainsi que les produits nécessaires à l'exercice de la profession. » On peut se demander ce que signifie ce membre de phrase. Le syndicat pourra-t-il réaliser des bénéfices ? Non, sans aucun doute. M. Lemire n'est pas partisan du pouvoir commercial des syndicats. Il disait en effet au musée social le 4 avril 1900 :

« A mes yeux et aux yeux de plusieurs de nos amis, l'institution syndicale est avant tout destinée à sauve-

garder les droits humains des travailleurs ; il nous semble que, mal protégés contre la tyrannie de la concurrence, mal représentés, ou pas représentés du tout dans la bataille économique, les ouvriers se sont unis spontanément pour imposer le respect de leur qualité d'honneur.... Ils ont commencé à s'unir, non pour demander de l'argent, mais pour réclamer la justice sociale !... Le commerce dans le syndicat, c'est le gain, c'est le gain illicite, c'est l'argent recherché pour lui-même, sans autre but que lui-même..... Adieu les nobles buts et les généreuses aspirations » (1).

M. Lemire n'est donc pas partisan du pouvoir commercial des syndicats, aussi sa formule manque-t-elle de précision ; il sera souvent fort difficile de distinguer les produits nécessaires à l'exercice de la profession de ceux nécessaires à la subsistance, à l'alimentation, à l'habillement.

M. l'abbé Lemire a déposé à nouveau sa proposition à la Chambre, le 15 décembre 1910. Ce sont les mêmes dispositions que celles de 1902 et de 1906 ; nous n'insisterons donc pas.

De cette sous-section, nous extrayons la proposition de M. Lemire comme la plus sage, nous regrettons que, se défiant des syndicats, il leur limite la capacité d'acquérir des meubles et des immeubles ; au point de vue de la capacité commerciale, nous partageons sa réserve,

(1) *Association catholique*, 15 juin 1900, p. 484 et 485

car il serait peut-être inopportun de donner la pleine capacité commerciale à tous les syndicats qui ne sont pas suffisamment instruits pour en tirer sagement profit.

Sous-section C.

Extension de la capacité des syndicats.

1° *S'appliquant à tous les syndicats.*

Proposition Dussaussoy, 5 février 1895 (1). — Dans son exposé des motifs, l'auteur montre que le législateur est resté à mi-route, en ne donnant pas la pleine capacité aux syndicats d'acquérir à titre gratuit ou à titre onéreux. « Reconnaître aux ouvriers syndiqués le droit d'acquérir des immeubles que posséderait le syndicat personne morale, n'est-ce pas les intéresser à la conservation de la propriété, leur en faire comprendre toute la légitimité ? Ils en deviendront les défenseurs convaincus, lorsqu'ils verront que les syndicats, en lesquels ils placent toute leur confiance, peuvent aussi être propriétaires ». Le projet s'applique à tous les syndicats, mais l'auteur reconnaît lui-même que les syndicats agricoles en tireront principalement profit.

Les acquisitions à titre onéreux ne sont soumises à aucune formalité particulière, nous dit l'article 2 ; mais pour les acquisitions à titre gratuit, il faudra l'autorisation du préfet du département du siège du syndicat ;

(1) *Officiel*, Chambre, ann., session 1895, p. 229, n° 1164.

cette autorisation doit être donnée dans les 3 mois, à défaut de quoi les administrateurs pourront considérer l'acquisition comme valable. En attendant la réponse du préfet, les administrateurs pourront accepter l'acquisition à titre conservataire.

Les articles 5 et 6 règlent la dévolution des biens au cas de dissolution. Voici ces articles :

« ART. 5. — En cas de dissolution, les biens mobiliers et immobiliers constituant l'actif syndical seront dévolus conformément aux dispositions contenues dans les statuts à cet égard. A défaut de clauses réglant la dévolution, l'attribution des biens du syndicat dissous sera faite à un autre syndicat similaire par le préfet du département, s'il se trouve dans le département un syndicat similaire, et par le ministre de l'intérieur dans le cas contraire.

ART. 6. — En aucun cas, les biens du syndicat dissous ne pourront être attribués à l'Etat. En l'absence de syndicats similaires sur toute l'étendue du territoire national et algérien, ils seront attribués au bureau de bienfaisance de la commune, siège du syndicat ».

Ces deux articles règlent d'une manière fort sage les questions de la dévolution de l'actif du syndicat dissous, question laissée entièrement dans l'ombre jusqu'à présent.

Proposition Millerand-Dubief, 2 avril 1909 (1). —

(1) *Officiel*, Chambre, ann , 9^e législature, n^o 2456.

Ce projet donne à tous les syndicats professionnels la faculté de faire des actes de commerce, pourvu qu'ils ne distribuent pas de bénéfices à leurs adhérents, même sous forme de ristournes ; il leur suffit d'être autorisés par les statuts.

L'article premier fixe les pouvoirs du syndicat.

« ARTICLE PREMIER. — Tout syndicat professionnel, régi par la loi du 21 mars 1884 peut, s'il y est autorisé par ses statuts, et à la condition de ne pas distribuer de bénéfices même sous forme de ristournes, à ses adhérents :

1° Acheter pour les revendre, louer ou prêter à ses seuls membres, tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, notamment les matières premières, machines, instruments et outils, les engrais, semences, bestiaux.

2° Recevoir en dépôt les produits du travail de ses membres.

3° Prêter son entremise pour la vente de ces produits, faciliter cette vente par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous son nom et sous sa responsabilité.

4° Passer des marchés avec les administrations publiques.

5° Faire tous les actes nécessaires à la création et au fonctionnement d'œuvres annexes, institutions profes-

sionnelles telles que champs d'expérience, laboratoires, cours d'instruction professionnelle, publications syndicales, périodiques ou non.

ART. 2. — Tout syndicat peut acquérir les immeubles nécessaires aux opérations indiquées à l'article premier. »

Ces dispositions seront surtout utiles pour les syndicats agricoles ; elles sont de bien moindre importance pour les syndicats industriels. Il n'y a qu'à regretter que le syndicat ne puisse faire la vente des produits de ses membres en son nom et sous sa propre responsabilité ; c'eût été un gage de succès, car le syndicat responsable aurait eu plus de poids aux yeux de l'acheteur que l'un quelconque de ses membres ou quelques-uns d'entre eux réunis.

Le projet donne les mêmes pouvoirs aux unions de syndicats. C'est peut-être hardi, mais pas téméraire car cela favorisera le développement de ces unions et leur fera peut-être comprendre quel rôle bienfaisant elles peuvent jouer.

Il y a cependant à prendre garde de ne pas créer de véritables sociétés commerciales échappant à toutes les garanties auxquelles obéissent en général les autres sociétés commerciales ; il y a évidemment là un danger que la loi belge, qui autorise les unions professionnelles à faire ce qu'on voudrait permettre légalement à nos syndicats, a su éviter en créant une véritable société qui garantit l'intérêt des tiers.

Proposition de Gailhard-Bancel, le 18 décembre 1908.

— Cette proposition s'applique à tous les syndicats professionnels et leur donne la plus grande liberté ; elle comprend un article unique :

« Les syndicats professionnels, institués par la loi du 21 mars 1884, pourront, à la condition d'être administrés gratuitement, et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, acheter pour les revendre à leurs seuls membres, toutes matières, animaux, machines, instruments et généralement tous objets propres à l'exercice de leur profession ou métier, et faire pour eux toutes opérations de vente des produits de la profession ou du métier.

« Ils pourront posséder eux-mêmes ces objets, pour les mettre à la disposition de leurs membres, par prêts ou location, en vue de l'exercice de leur profession ou métier.

« Ils pourront employer les sommes provenant de leurs cotisations et de leurs réserves.

« Toutefois, ils pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, à des cours d'instruction professionnelle, à des champs d'expérience, à des ateliers d'apprentissage, à des magasins de dépôt de marchandises, ou autres objets sus-visés aux paragraphes précédents. »

Cette proposition qu'on a accusée d'accorder la capacité commerciale ne mérite pas ce reproche, puisque la capacité accordée n'est pas entière ; le syndicat ne peut

vendre qu'à ses membres et pas aux tiers. La proposition a l'avantage sur le projet Ruau que nous verrons plus loin, de permettre l'achat ferme, et de ne pas réduire le syndicat à jouer le rôle de simple intermédiaire. Cependant il faut constater l'imprécision des expressions « toutes matières, animaux, machines, instruments, et *généralement tous objets propres à l'exercice de leur profession ou métier* ». On a pu craindre que le syndicat ne soit amené à vendre des produits d'alimentation et de vêture. A part cela, le projet semble très raisonnable et acceptable.

2° Visant spécialement les syndicats agricoles.

Projet Méline, 1810. — Nous avons mis ce projet à cette place, car il ne visait que les syndicats d'agriculteurs, bien que la lecture de ses dispositions puisse faire croire à son application générale. Voici quel était l'article premier du projet :

« ARTICLE PREMIER. — Les syndicats professionnels peuvent également, s'ils y sont autorisés par leurs statuts, et par dérogation à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884 :

1. Acheter pour revendre, louer ou prêter à leurs adhérents, les matières premières, machines, outils, engrais, semences, bestiaux et tous objets nécessaires à l'exercice de leur profession.

2. Garantir le paiement des achats directement faits

aux producteurs et aux fournisseurs, des objets ci-dessus énumérés.

3. Recevoir de leurs adhérents des dépôts de fonds en compte courant, avec ou sans intérêts, se charger des recouvrements à faire pour eux et par eux.

4. Vendre pour leur compte les produits de leur profession.

5. Contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter les fonds de roulement de la société. »

Les syndicats agricoles pourraient donc faire tous les actes qui leur sembleraient bon d'effectuer.

Projet présenté au nom de M. A. Fallières, Président de la République, par M. J. Ruau, ministre de l'agriculture, le 19 juin 1908. Ce projet est relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles.

Ces derniers ont été fatalement conduits à enfreindre les dispositions trop étroites de la loi de 1884. La cour de cassation, par son arrêt du 25 mai 1908, a compromis la sécurité de toutes les œuvres de mutualité et de coopération des syndicats agricoles. Des dispositions précises sont donc nécessaires. Le projet pense qu'il faut accorder aux syndicats professionnels le pouvoir de faire des opérations commerciales pour leurs membres (achat et vente), avec une légère majoration pour payer les frais ; mais, si certains syndicats veulent véritablement faire du commerce et emmagasiner des produits, sans avoir de commandes préalables de leurs adhérents, ils

devront se transformer en coopératives, parce qu'ils deviennent de véritables sociétés commerciales.

Cette perspective ne doit pas effrayer les syndicats, car la loi de 1893, en modifiant la loi de 1867, a introduit des facilités considérables en permettant de réduire les parts à 25 francs, et de n'appeler que le dixième des parts, lors de la constitution de la société. Le projet écarte soigneusement des objets que les syndicats pourront mettre à la disposition de leurs membres, toutes les matières alimentaires pour l'homme (sucre, chocolat, légumes, conserves, articles d'épicerie, savons, huiles), de quincaillerie, de ménage. Les syndicats pourront devenir acquéreurs des immeubles où sont déposées les marchandises et produits, car les contraindre à les louer serait leur imposer des charges considérables parfois.

« ARTICLE PREMIER. — Les syndicats économiques agricoles, composés uniquement d'agriculteurs, ont pour but, à condition toutefois d'être gérés gratuitement, et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaires à leurs membres.

1. Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments, appareils et outils, semences et plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, produits divers utiles à l'exploitation du sol, la destruction des insectes, ou animaux nuisibles, et la lutte contre les maladies cryptogamiques.

2. Soit pour la vente en commun des produits agricoles récoltés exclusivement par leurs membres.

Ils pourront se constituer, en se soumettant aux formalités prescrites par l'article 4 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels ; leur est applicable également le paragraphe premier de l'article 6 de la même loi.

Ils pourront faire emploi des sommes provenant des cotisations et se rendre acquéreurs des immeubles nécessaires à leurs réunions et au dépôt des marchandises et produits ci-dessus désignés.

Leur sont applicables les articles 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894, 5 et 10 de la loi du 19 avril 1905 et 4 de la loi du 29 décembre 1906.

ART. 2 .— Les infractions aux dispositions de la présente loi, seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats, et punies d'une amende de 16 à 200 francs ; les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat.

ART. 3. — La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies. »

M. Ruau résume le projet de la façon suivante :

« Nous nous sommes proposés un triple but :

« 1^o Donner aux véritables syndicats agricoles, composés exclusivement d'agriculteurs et gérés gratuitement, qui se bornent à servir d'intermédiaires désintéressés à leurs membres, pour l'achat des matières utiles à l'agriculture, et la vente des produits provenant des exploitations des associés, tous les droits compatibles

avec leur état d'association, sans empiéter sur le domaine des lois régissant les sociétés, sous l'empire desquelles devront forcément se placer les syndicats qui croiraient ne pas pouvoir se contenter des facilités nouvelles accordées.

« 2° Limiter rigoureusement la nature des opérations que pourront entreprendre les syndicats économiques agricoles, en proscrivant toutes les opérations concernant la livraison des denrées d'alimentation pour l'homme, des articles de ménage, de quincaillerie, de vêture, qui ne peuvent pas être considérés comme utiles à l'exploitation du sol et que certains syndicats ont cru, bien à tort, pouvoir mettre à la disposition de leurs membres, faisant ainsi une concurrence injustifiée au commerce local.

3. Permettre aux syndicats agricoles de se rendre acquéreurs, non seulement des immeubles nécessaires à leurs réunions, mais encore au dépôt des marchandises et produits désignés à l'article premier du paragraphe 2 du projet de loi. »

Le projet donne aux syndicats, le pouvoir d'ester en justice conféré par le paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi de 1884 ; par contre, il refuse aux syndicats économiques agricoles, le bénéfice des articles 5 et 7 de la même loi. Ils ne pourront donc pas constituer des unions, et les membres ne seront plus libres d'entrer et de sortir à leur volonté, parce que ce serait supprimer ou dimi-

nuer les garanties données aux tiers, qui sont appelés à traiter avec eux.

Ce projet, comme bien on pense, a soulevé de nombreuses critiques, dont voici quelques-unes :

L'union centrale des syndicats agricoles, et des unions régionales, estime que cette création de syndicats économiques équivaut à la création de sociétés coopératives à responsabilité limitée, et par suite, à briser le grand mouvement syndical agricole.

L'Union des syndicats du Périgord et du Limousin, déclara, par la bouche de M. le marquis de Marcillac, que ce serait étatiser les syndicats agricoles, et que ce serait fort dangereux.

La Société des agriculteurs de France blâma le projet qui entraînerait, d'après elle, la transformation des syndicats en coopératives agricoles.

La Fédération nationale des syndicats agricoles de France, s'est montrée favorable au projet, mais demande que l'on autorise l'utilisation en commun des machines agricoles.

Nous pensons, comme la Société des agriculteurs de France, qui émit un vœu en ce sens, le 12 janvier 1909, que le projet a le défaut d'être entièrement nouveau, et de ne pas se servir du cadre qu'aurait pu lui fournir la loi de 1884. Nous préférons une réforme de la loi à un projet nouveau.

« Qu'il ne soit créé aucune nouvelle catégorie de syndicats agricoles, mais qu'une loi, interprétative de

la loi du 21 mars 1884, reconnaisse explicitement aux syndicats professionnels, la capacité légale d'assurer la défense des intérêts de leurs membres, en pratiquant, pour eux seuls, toutes les opérations usitées jusqu'à ce jour, et notamment les opérations d'achat, de vente et de location en commun, se rattachant exclusivement à l'exercice de la profession, opérations que les syndicats professionnels ont pratiquées ouvertement et avec l'approbation des pouvoirs publics depuis 24 ans, et dont la légalité a d'ailleurs, été reconnue et consacrée par des lois postérieures, notamment par celles du 5 novembre 1894 et du 14 janvier 1908 sur les sociétés de crédit agricole (art. 1^{er}), par celle du 17 novembre 1897, sur la prorogation du privilège de la Banque de France (art. 2.) et par celle du 19 avril 1905, sur les patentes (art. 9.) » (1).

Sous-section D.

Nous avons cru devoir faire une place spéciale à la *proposition de M. Klotz*, étant donné qu'elle organise le monde syndical d'une façon nouvelle. Elle fut déposée sur le bureau de la Chambre, le 15 octobre 1908 (2).

Dans son exposé des motifs, M. Klotz signale la scission qui s'opère dans la classe syndicale en général, et dans la C. G. T. en particulier, entre les réformistes

(1) Vœu émis par la Société des agriculteurs de France le 12 janvier 1909.

(2) *Officiel*, Chambre, session extraord., 9^e législature, n° 2050.

et les révolutionnaires ; aussi propose-t-il une organisation sous deux degrés. A la base, le syndicat professionnel, tel qu'il a été institué par la loi de 1884. Au-dessus de lui, se trouve *l'Union des syndicats professionnels* « groupement régional de syndicats, à quelque corporation qu'ils appartiennent, ayant pour but de centraliser et d'étudier les questions d'intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles, qui ont été formulées par les syndicats, dont elle est l'émanation. »

Au second degré, la *Fédération nationale du travail*, « groupement des délégués élus par les diverses unions de syndicats. Elle a pour but de centraliser et de formuler, après examen, les revendications professionnelles d'ordre économique, industriel, commercial et agricole, que lui soumet le monde ouvrier par l'intermédiaire des unions de syndicats.

Les trois catégories, syndicats, unions de syndicats, fédération nationale, jouissent de la personnalité civile ; elles peuvent acquérir à titre gratuit et onéreux des biens meubles et immeubles, et faire des actes de commerce.

Dans les unions, chaque syndicat garde son autonomie ; le projet donne le nombre de délégués auquel aura droit chaque syndicat, suivant le nombre de ses membres, dans les unions, puis dans la fédération ; d'ailleurs, la fédération est une institution temporaire, en ce sens, qu'elle réunit les délégués une fois par an à Paris pendant cinq jours.

En somme, ce que propose M. Klotz, c'est la représentation du travail à deux degrés.

Ce qu'il y a d'intéressant dans le projet, c'est l'attribution d'une capacité juridique complète à ces diverses associations professionnelles; mais, étant donné l'organisation stricte de cette représentation, il est à douter que le système puisse fonctionner d'une façon régulière et satisfaisante.

**SECTION IV. — Propositions tendant à la fois
à sanctionner plus efficacement les libertés syndicales
et à fortifier l'autorité des syndicats.**

Rentre dans cette catégorie, *le projet présenté par M. Waldeck-Rousseau le 14 novembre 1899, repris ensuite par M. Millerand, le 14 octobre 1902, puis le 12 juin 1906.*

En voici le texte :

« ARTICLE UNIQUE. — La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels est modifiée conformément aux dispositions suivantes :

« ART. 3. — Les syndicats ont exclusivement pour objet :

1. L'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

2. Les opérations diverses qui, ne se rattachant pas directement à ce premier objet, sont néanmoins expressément autorisées par la présente loi.

« ART. 5. — Les syndicats professionnels régulière-

ment constitués, d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

« Les dispositions de l'article 4, sont applicables aux unions de syndicats, qui devront, en outre, faire connaître les noms des syndicats qui les composent.

« Ces unions pourront ester en justice.

« Elles pourront posséder les immeubles qui sont nécessaires à leurs bureaux, leurs réunions, et à leurs bibliothèques, cours d'instruction professionnelle, collections, laboratoires, champs d'expériences, abris pour bestiaux, machines ou instruments, bourses du travail, ateliers d'apprentissage, hospices et hôpitaux.

« Elles pourront recevoir des dons et legs, avec affectation à ces institutions.

« Les statuts prévoieront la destination de ces biens au cas de dissolution de l'union.

« ART. 6. — Les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile ; ils ont le droit d'ester en justice, et d'acquérir, sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens meubles et immeubles. Ils pourront faire des actes de commerce en se conformant aux dispositions ci-après :

« Les syndicats de plus de sept membres, qui, dans le but d'exploiter une entreprise commerciale, formeront une société à responsabilité limitée, régie par les lois du

24 juillet 1867 et du 1^{er} août 1893, bénéficieront des exceptions suivantes aux dispositions des dites lois.

« Le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions.

« Dans ce cas, les syndiqués auront le droit d'être administrateurs, sans être individuellement porteurs de parts ou actionnaires et l'assemblée générale sera formée de mandataires désignés par le syndicat, chaque mandataire possédant une voix, et tous étant considérés comme représentant chacun une part égale dans le capital social.

« Si une société est formée par deux ou plusieurs syndicats, les statuts de cette société déterminent le nombre de mandataires délégués par chacun des syndicats actionnaires, tout délégué ayant une voix.

« Quelle que soit l'importance du capital social, il pourra être divisé en actions ou coupures d'actions de 25 francs. La société ne pourra être définitivement constituée qu'après la souscription de la totalité du capital, et le versement en espèces, par chaque syndicat actionnaire, du quart des actions ou coupures d'actions souscrites par lui, même lorsqu'elles n'excèdent pas 25 francs. Si la société est à capital variable, le versement du dixième suffit.

« Les syndicats pourront, en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres, des caisses spéciales de secours mutuels, et de retraites.

« Ils pourront... etc... (La suite comme les trois derniers alinéas de l'article 6 ancien).

« ART. 7.— Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante, les cotisations versées restant la propriété du syndicat.

« Les statuts règlent le mode de liquidation des droits appartenant dans l'actif commercial aux associés qui cessent de faire partie du syndicat, soit par décès, soit autrement.

« Ils règlent également la destination des biens du syndicat en cas de dissolution.

(Le dernier alinéa identique à celui de l'article 7 ancien).

« ART. 8. — Lorsque les biens des unions des syndicats auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 5, la nullité.... etc., (le reste de l'article comme à l'article 8 ancien).

« ART. 9. — Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6, de la présente loi, seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs du syndicat ou de l'union, et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront, en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat ou de l'union, et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions

de l'article 5 (le deuxième alinéa comme à l'article 9 ancien).

« ART. 10. — L'entrave volontairement apportée à l'exercice des droits reconnus par la présente loi, par voie de refus d'embauchage ou de renvoi, la mise en interdit prononcée par le syndicat dans un autre but que d'assurer les conditions du travail fixées par lui, et la jouissance des droits reconnus aux citoyens par les lois, constituent un délit civil, et donnent lieu à l'action en réparation du préjudice causé. Cette action peut être exercée soit par la partie lésée, soit dans le cas prévu au paragraphe premier, par le syndicat.

« ART. 11 (nouveau). — Sera puni des peines prévues par l'article 414 du code pénal, quiconque, par l'un des moyens énumérés audit article : violences, voies de fait, menaces, manœuvres frauduleuses, aura obligé ou tenté d'obliger une ou plusieurs personnes, soit de sortir d'un syndicat, soit d'en faire partie.

« ART. 12 (nouveau). — (Comme l'article 10 de la loi de 1884) ».

Ce projet donne aux unions de syndicats, une personnalité restreinte analogue à celle des syndicats actuels, quoiqu'un peu plus large; en effet, au lieu de rester dans le vague comme le faisait la loi de 1884 pour les syndicats professionnels, le projet précise les cas dans lesquels les unions pourront acquérir des immeubles; l'énumération se trouve au paragraphe 4 de l'article 5. Les unions pourront aussi recevoir des dons et legs « avec affec-

tation à ces institutions » ; c'est donc une capacité restreinte, mais suffisante pour ouvrir un champ d'action aux unions.

Les syndicats jouissent de la personnalité complète ; ils ont mission de conclure des contrats collectifs, et ils peuvent en poursuivre l'exécution en justice. Ils peuvent acquérir des meubles et des immeubles sans aucune autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux ; pour eux, il n'y a plus la limitation de l'article 6 ancien. Ils pourront même faire des actes de commerce et bénéficieront d'un régime de faveur. Ils pourront devenir propriétaires de la totalité des actions d'une société de coopération ou de crédit qu'il leur plairait de constituer, en se conformant pour le surplus aux lois de 1867 et de 1893. Les syndiqués, dans le cas spécial où le syndicat sera propriétaire de toutes les actions, pourront être administrateurs sans être en même temps actionnaires. Ce que le projet accorde au syndicat, c'est donc un régime particulier. On peut discuter sur le point de savoir quelle est la situation du syndicat vis-à-vis de la société ainsi constituée. Pour M. Gonnard, il y aura toujours lieu de distinguer le syndicat de la société, car, « pour qu'il y ait identité entre le syndicat et la société, il faudrait que ce soient les syndiqués, et non le syndicat qui soient les actionnaires » (1).

(1) Gonnard, *Questions pratiques de législation ouvrière*, 20 mars 1900, p. 87.

M. Martin Saint-Léon pense que le projet identifie entièrement le syndicat à la société; ce sont toujours les mêmes personnes, mais « ces mêmes personnes sont considérées, tantôt comme s'occupant des intérêts généraux de la profession (syndicat), tantôt comme poursuivant un but commercial (société à responsabilité limitée » (1). Quoi qu'il en soit, le syndicat étant seul propriétaire des actions, seul actionnaire, pourra diriger la société comme bon lui semblera, ce qu'il ne pouvait jusqu'ici.

M. de Beauregard critiquant le système Millerand, a qualifié de « monstre juridique » une société comprenant un associé unique (2). Je ne partage pas cet avis, et estime qu'il faut considérer la société et le syndicat, comme ne faisant qu'une seule et même chose avec deux attributions distinctes.

Les statuts, qui règlent la part d'actif commercial qui revient aux syndiqués qui cessent de faire partie du syndicat, sont aussi chargés du soin de régler la situation des biens à la dissolution du syndicat : malheureusement, le texte ne dit pas la solution qu'il conviendra d'adopter si les statuts sont muets sur cette dévolution de l'actif. Le projet donne satisfaction au désir que nous formulions, de voir le syndicat déclaré civilement responsable des atteintes volontairement apportées aux droits

(1) Martin Saint-Léon, *Association catholique*, 1903, p. 507 et 508.

(2) Cf. *Nouvelles et informations : Annales de droit commercial*, 1904, p. 196.

reconnus par la loi aux ouvriers et aux patrons, dans un autre but que l'intérêt professionnel. Il ajoute, en outre, un article 11 nouveau, pour sanctionner la liberté syndicale proclamée par l'article 7 de la loi de 1884. Quiconque voudra contraindre un ouvrier à sortir d'un syndicat ou à y entrer, et emploiera pour y arriver « des violences, voies de fait, menaces et manœuvres frauduleuses » sera puni des sanctions édictées par l'article 414 du code pénal. M. Millerand veut empêcher les syndicats de se rendre obligatoires par la force, et ce n'est que justice ; que les adhérents se présentent au syndicat attiré par les avantages qu'ils reconnaissent pouvoir y trouver, mais qu'on ne les y amène pas de force ; il veut également empêcher que les patrons ne ruinent le pouvoir syndical, en contraignant certains ouvriers à en sortir. Nous ne pouvons qu'applaudir à ces dispositions.

La commission du travail de la Chambre, chargée de l'examen de la proposition Millerand de 1902, chargea M. Barthou de faire un rapport concluant à l'adoption du projet. Le rapport date du 28 décembre 1903.

La proposition Millerand de 1906, reproduit presque textuellement la proposition adoptée en 1893 par la commission du travail de la Chambre, sauf sur deux points : Admission des anciens ouvriers ; extension de la loi de 1884 aux professions libérales, et aux ouvriers et employés de l'Etat, des départements, des communes et des établissements publics qui ne détiennent aucune

portion de la puissance publique. Il est à regretter, que M. Millerand n'ait pas donné de texte sur ces deux points, mais nous adoptons l'ensemble du projet comme le meilleur de tous ceux que nous avons étudiés ici ; le rapport de M. Barthou lui était favorable ; il est à souhaiter que les Chambres s'occupent sous peu de la question ; nous demanderions seulement, qu'au moment de la discussion, on introduisit un texte réglant la condition des anciens ouvriers.

CHAPITRE VII

EST-IL POSSIBLE DE CONCILIER LA LOI DU 21 MARS 1884 SUR
LES SYNDICATS PROFESSIONNELS ET LA LOI DU 1^{er} JUILLET
1901 SUR LE CONTRAT D'ASSOCIATION ?

Le conseil supérieur du travail, dans sa session de 1909, s'est occupé de la question. Nous avons à notre disposition deux rapports ; l'un de M. Keufer, au nom des membres ouvriers de la commission permanente, l'autre de M. Tournon, au nom des membres patrons de la même commission. Nous allons les examiner successivement, pour nous rendre compte de l'opinion des délégués ouvriers et des délégués patronaux à la commission permanente.

1^o RAPPORT DE M. KEUFER. — Au début, les délégués ouvriers étaient partisans de la suppression de la loi de 1884 et de l'adoption de la loi de 1901 ; mais leur opinion vint à se modifier dans la suite. Il est à craindre, en effet, que les syndicats professionnels perdent toute homogénéité, et toute puissance par conséquent, du jour où ils accepteront la loi de 1901. En effet, l'article 2 de cette loi autorisera les associations entre per-

sonnes de corporations différentes, et, si les syndicats n'auront plus à craindre l'illégalité qui les menace sans cesse aujourd'hui, ils donneront prise à leurs adversaires par cette hétérogénéité.

M. Keufer pense que les syndicats doivent avoir une responsabilité, à côté des droits qui lui appartiennent, mais il estime que leur éducation n'est pas suffisante, et qu'on risquerait de voir les sanctions de la loi de 1901 appliquées sévèrement, tandis que les syndicats auraient grand'peine à faire valoir les droits qui leur seraient accordés.

Le rapporteur critique les déductions d'après lesquelles M. Touron déclare que le refus par les syndicats ouvriers d'affronter les sanctions prévues dans la loi de 1901, entraîne, pour les patrons, l'impossibilité de conclure avec les syndicats des contrats collectifs. « La valeur des contrats, dit-il, ne repose pas seulement sur les ressources matérielles d'un syndicat ouvrier ou d'un patron ; elle repose aussi et surtout sur la valeur morale des administrateurs et des bénéficiaires. Que l'on fasse crédit aux ouvriers jusqu'au jour où, solidement équipés, ils pourront facilement envisager les responsabilités qu'imposent les contrats ; d'ailleurs les violations faites aux contrats ne viennent pas toujours des ouvriers ; bien des patrons ont à s'en reprocher.

Il y a une autre raison qui plaide contre l'adoption pure et simple de la loi de 1901 ; c'est qu'en vertu du décret interprétatif du 16 août 1901, les tiers peuvent

consulter les statuts, la composition du comité directeur et par suite, commettre des indiscrétions. Ces dispositions se comprennent pour des associations, non pour des syndicats, qui ont des intérêts à défendre avec discrétion.

Du rapport de M. Keufer il résulte que les délégués ouvriers à la commission permanente du travail ne veulent pas de la loi de 1901 pure et simple ; ils veulent un élargissement des dispositions de la loi de 1884, et prétendent ne garder la loi de 1901 que pour couvrir certaines irrégularités de composition des syndicats.

2^o RAPPORT FAIT PAR M. TOURON. — M. Tournon estime « que la loi devrait être *une* pour toutes les associations, comme pour tous les citoyens ». La loi de 1884 que les délégués ouvriers défendent avec tant de conviction, n'a jamais dû être une loi définitive ; c'est une loi d'attente et il résulte, des travaux préparatoires, qu'elle devait disparaître au vote de la loi générale sur les associations, qui vint en 1901. « Telle était, en particulier, la pensée de notre honorable collègue M. Groussier qui a déclaré, à la commission permanente, qu'au cours de la discussion de la loi de 1901 à la Chambre, un grand nombre de députés s'attendaient, comme lui, à voir abroger la loi de 1884. »

La loi de 1901 est beaucoup plus complète que la loi de 1884.

« C'est ainsi qu'elle établit la distinction indispensable entre les associations civiles, et les sociétés com-

merciales, en refusant aux premières la capacité commerciale, qu'elle règle par son article 5 la question de la capacité juridique des associations et par son article 6 la faculté de posséder. Elle a, de plus, le mérite de n'être pas, comme celle de 1884, muette sur les garanties à assurer aux tiers (article 5) et sur les sanctions pénales destinées à maintenir les associés dans les limites des droits qui leur sont conférés (art. 8 et 12).

La loi de 1901 édicte des sanctions, tandis que la loi de 1884 « semble au contraire n'avoir été rédigée qu'à l'usage de citoyens modèles, conscients de leurs devoirs, respectueux des droits de tous ». Aussi les pouvoirs publics se sont trouvés désarmés.

De plus, cette dualité de lois sur les associations, a fait naître de multiples erreurs qui fourmillent dans les arrêts, dans la presse, au parlement.

Supprimons la loi de 1884 ; du même coup, on résoudra la question du syndicat de fonctionnaires. Ceux-ci pourront s'associer, et ils ne confondront plus, comme on le fait fatalement aujourd'hui, le droit de syndicat et le droit de grève. Le droit de coalition accordé par la loi de 1864 n'a rien à voir avec la loi de 1884, et la preuve c'est que si cette dernière venait à être supprimée, les ouvriers pourraient conserver le droit de grève sous le régime de la loi de 1901. M. Tournon fait remarquer que devant la commission permanente, la discussion et les divergences ne se sont manifestées qu'au sujet de l'article 8 de la loi de 1901. Sur les

sept premiers articles, on était d'accord sur la préférence à donner à la loi de 1901. Mais le chapitre des sanctions vint tout rompre.

« Sous le rapport des responsabilités, syndicalistes réformistes et révolutionnaires sont en parfait accord. Tous repoussent les sanctions destinées à tracer les limites du droit collectif, mais réclament, par contre, toutes les immunités, sous prétexte de liberté syndicale. »

Les délégués ouvriers ont été effrayés par les conditions de publicité imposées par le décret du 16 août 1901 aux associations, et surtout à celles qui veulent être reconnues d'utilité publique.

Les délégués patrons sont partisans de la suppression de la loi de 1884.

Ainsi, en résumé, les délégués ouvriers veulent que l'on prenne pour base la loi de 1884, tandis que les délégués patronaux veulent que la loi de 1901 devienne loi générale.

Avant d'entrer dans l'étude des dispositions des deux lois en question, nous avons jugé utile de rapprocher les deux textes, pour rendre la comparaison plus aisée.

**Loi du 1^{er} juillet 1901
sur le contrat d'association.**

ARTICLE PREMIER

L'association est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon perma-

**Loi du 21 mars 1884
sur les
syndicats professionnels.**

ARTICLE PREMIER

Sont abrogés : la loi des 14-27 juin 1791 et l'article 416 du code pénal.

Les articles 291, 292, 293,

nente, leurs connaissances ou leur activité, dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit, applicables aux contrats et obligations.

ARTICLE 2

Les associations de personnes pourront se former librement, sans autorisation ni déclaration préalable, mais elles ne jouiront de la capacité juridique, que si elles se sont conformées aux dispositions de l'article 5.

ARTICLE 3

Toute association fondée sur une cause ou en vue d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement, est nulle et de nul effet.

ARTICLE 4

(L'article 4, correspondant à l'article 7 de la loi de 1884, a été placé en regard de cet article).

294 du code pénal, et la loi du 10 avril 1834, ne sont pas applicables aux syndicats professionnels.

ARTICLE 2

Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes exerçant la même profession, des métiers similaires, ou des professions connexes concourant à l'établissement d'un produit déterminé, pourront se constituer librement, sans l'autorisation du gouvernement.

ARTICLE 3

Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

ARTICLE 4

Les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre

quelconque, seront chargés de l'administration ou de la direction.

Ce dépôt aura lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris, à la préfecture de la Seine.

Ce dépôt sera renouvelé à chaque changement de la direction ou des statuts.

Communication des statuts devra être donnée par le maire, ou par le préfet de la Seine, au procureur de la République.

Les membres de tout syndicat professionnel, chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat, devront être Français et jouir de leurs droits civils.

ARTICLE 5

Toute association qui voudra obtenir la capacité juridique, prévue par l'article 6, devra être rendue publique par les soins de ses fondateurs.

La déclaration préalable en sera faite à la préfecture du département, ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association a son siège social. Elle fera connaître le titre et l'objet de l'association, le siège de ses établis-

ARTICLE 5

Les syndicats professionnels régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Elles ne pourront posséder

sements et les noms, professions et domiciles de ceux qui, à un titre quelconque, sont chargés de son administration ou de sa direction. Il en sera donné récépissé.

Deux exemplaires des statuts seront joints à la déclaration.

Les associations seront tenues de faire connaître, dans les 3 mois, tous les changements survenus dans leur administration, ou direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts.

Ces modifications et changements ne seront opposés aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial, qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires, chaque fois qu'elles en feront la demande.

ARTICLE 6

Toute association régulièrement déclarée peut, sans autorisation spéciale, ester en justice, acquérir à titre onéreux, posséder et administrer, en dehors des subventions de l'Etat, des départements et des communes :

aucun immeuble, ni ester en justice.

ARTICLE 6

Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice.

Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations.

Toutefois, ils ne pourront

1° Les cotisations de ses membres ou les sommes au moyen desquelles ces cotisations ont été rédimées ; ces sommes ne pouvant être supérieures à 500 francs.

2° Le local destiné à l'administration de l'association et à la réunion de ses membres.

3° Les immeubles strictement nécessaires à l'accomplissement du but qu'elle se propose.

acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Ils pourront librement créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail.

Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties, qui pourront en prendre communication et copie.

ARTICLE 11

(Nous plaçons ici un extrait de cet article, qu'on trouve au titre visant les associations reconnues d'utilité publique).

Ces associations peuvent faire tous les actes de la vie civile, qui ne sont pas interdits par leurs statuts, mais elles ne peuvent posséder ou acquérir d'autres immeubles que ceux nécessaires au but qu'elles se proposent. Toutes les valeurs mobilières d'une association doivent être placées en titres nominatifs... »

ARTICLE 4

Tout membre d'une association qui n'est pas formée pour un temps déterminé, peut s'en retirer en tout temps, après paiement des cotisations échues et de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

ARTICLE 8

Seront punis d'une amende de 16 à 200 francs, et, en cas de récidive, d'une amende double, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

Seront punis d'une amende de 16 à 5.000 francs, et d'un emprisonnement de 6 jours à 1 an, les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'Association qui se serait maintenue ou reconstituée illégalement, après le jugement de dissolution.

Seront punies de la même peine, toutes les personnes

ARTICLE 7

Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit, pour le syndicat, de réclamer la cotisation de l'année courante.

Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite pour la vieillesse, à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds.

ARTICLE 8

Lorsque des biens auront été acquis, contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés.

Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus et le prix en sera versé à la caisse de l'association.

Dans le cas de libéralité, les biens feront retour aux disposants, à leurs héritiers, ou ayants cause.

qui auront favorisé la réunion des membres de l'association dissoute, en consentant l'usage d'un local dont elles disposent.

(L'article qui correspond à l'article 9 de la loi de 1884, est l'article 7 suivant).

ARTICLE 7

En cas de nullité prévue par l'article 3, la dissolution sera prononcée par le tribunal civil, soit à la requête de tout intéressé, soit à la diligence du ministère public.

En cas d'infraction aux dispositions de l'article 5, la dissolution pourra être prononcée à la requête de tout intéressé ou du ministère public.

(Les sanctions des articles 7 et 8 sont complétées par l'article 12).

ARTICLE 12

Les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou ayant leur

ARTICLE 9

Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi, seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs.

Les tribunaux pourront en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs.

ARTICLE 10

La présente loi est applicable à l'Algérie ; elle est également applicable aux colonies de la Martinique, de la

siège à l'étranger et dont les agissements seraient de nature, soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat dans les conditions des articles 75 à 102 du code pénal, pourront être dissoutes par décret.

Les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait maintenue illégalement après le décret de dissolution, seront punies des peines portées par l'article 8, § 2.

(Nous laissons de côté le titre III, qui traite spécialement des congrégations religieuses).

Guadeloupe et de la Réunion ; toutefois, les travailleurs étrangers, et engagés sous le nom d'immigrants n'en pourront faire partie.

A consulter ce tableau, il est facile de constater que les deux lois se ressemblent en plusieurs points, ce qui milite en faveur de leur conciliation. C'est cette analogie qui avait décidé tout d'abord les délégués ouvriers ; mais allons plus avant, pour voir si nous adopterons la thèse des ouvriers ou celle des patrons.

Dans son article 1^{er}, la loi de 1901 fait une distinction entre les sociétés civiles et les sociétés commerciales et refuse aux premières la capacité commerciale, en leur

refusant le droit de se constituer en vue de partager des bénéfices. Nous avons vu que la loi de 1884 ne donne pas aux syndicats la possibilité de faire des actes de commerce. Ayant remarqué combien cette situation était préjudiciable aux intérêts des syndicats en général et en particulier des syndicats agricoles, nous avons souhaité voir une réforme intervenir sur ce point et admettre pour le syndicat agricole le droit de vendre les produits de ses membres, d'acheter globalement des engrais, semences, pour les revendre aux adhérents avec une légère majoration, destinée à couvrir les frais ; cette légère majoration ne peut être considérée comme un bénéfice que le syndicat poursuit, et en définitive, nous tombons dans l'hypothèse de l'article 1^{er} de la loi de 1901 qui autorise les associations à se former, pourvu qu'elles ne se proposent pas le partage de bénéfices. Ne pourrait-on pas préciser cette disposition, et dans un article unique pour les associations et les syndicats, déclarer que les syndicats agricoles seraient autorisés à se couvrir de leurs frais par une légère hausse du prix de vente ?

En examinant les articles 2 des deux lois, on ne peut dénier que celui de 1901 est plus large. La loi de 1884 exige que les personnes voulant se syndiquer, exercent la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes. La loi de 1901, au contraire, autorise la constitution d'associations entre n'importe quelles personnes, mais elle ne leur donne pas la personnalité civile.

Il y aurait grand avantage à supprimer le texte de 1884 ; cela éviterait d'abord les multiples cas d'illégalité qui menacent les syndicats actuels, cela réglerait, du même coup, la question des anciens ouvriers, et la question des unions, puisqu'il n'y aurait plus besoin d'un texte spécial comme l'article 5 de la loi de 1884 pour autoriser ce que défendait l'article 2 de la même loi.

On craint que les syndicats y perdent leur homogénéité ; nous ne le pensons pas, car en fait les associations véritablement préoccupées des intérêts professionnels grouperont uniquement des ouvriers de cette profession ; le gros avantage, c'est qu'elles ne risquent pas d'être dissoutes pour avoir gardé dans leur sein un ouvrier qui a changé de profession et veut continuer à faire profiter de ses conseils ses anciens camarades.

L'article 3 de la loi de 1884 fut et est encore violé par les syndicats qui ont souvent caché, sous le couvert d'intérêts économiques, des buts nullement professionnels. L'article 3 de la loi de 1901, au contraire, annule toute association poursuivant un but illicite. La fusion des deux dispositions donnerait pour les syndicats professionnels une définition précise du but qu'ils peuvent légalement poursuivre et permettrait d'appliquer les sanctions dont nous parlerons ultérieurement.

C'est l'article 5 de la loi de 1901 qui correspond à l'article 4 de la loi de 1884. Les formalités de publicité exigées par l'article 5 ne s'appliquent qu'aux associations qui veulent obtenir la capacité juridique prévue par

l'article 6. Ces dernières sont à peu près sur le même pied que les syndicats, et nous trouvons alors des deux côtés des mesures de publicité destinées à garantir les tiers qui auront des rapports avec cette association ou ce syndicat. Le dépôt des statuts et des noms des administrateurs ou directeurs, doit être fait à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris à la préfecture de la Seine. La loi de 1901 se montre sévère également ; elle demande le titre, l'objet, le siège de l'association, les noms, professions, domiciles, des administrateurs ou directeurs ; ce dépôt sera fait, nous dit l'article 5, à la préfecture du département, ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où l'association aura son siège social. Les syndicats pourraient trouver, dans la fusion des deux textes, satisfaction de leur désir de fuir la mairie de la localité où le patron trône souvent en maître ; on pourrait déclarer que le dépôt (car il faut le maintenir, en dépit des protestations révolutionnaires), se fera aux lieux indiqués par la loi de 1901. Les deux lois sont à peu près identiques lorsqu'il s'agit de signaler les changements survenus dans les statuts ou dans l'administration et la direction. La loi de 1901 ajoute seulement que ces modifications devront être signalées dans les 3 mois, et qu'elles seront consignées sur un registre spécial. Les délégués ouvriers avaient exprimé la crainte que les syndicats ne soient lésés lorsqu'ils devraient se soumettre à une telle publicité. Nous estimons que cette condition ne doit pas effrayer les

syndicats. La loi de 1884 exige, en outre, pour être administrateur du syndicat, que l'on soit Français, jouissant de ses droits civils. Les syndicats ont réclamé le droit de mettre à leur tête qui bon leur semblera, même des étrangers ; nous estimons, au contraire, qu'il faut maintenir cette condition de nationalité.

L'article 5 de la loi de 1884 n'a pas son correspondant immédiat dans la loi de 1901 ; mais il est facile de remarquer qu'il était inutile, puisque la loi de 1901 autorise toutes personnes à s'associer, sans considération de professions ; elle n'a donc pas à viser l'union d'associations qui se compose, en effet, des membres des associations elles-mêmes, auxquels est formellement reconnue, sans réserve, la faculté de s'associer. L'article 5 de la loi de 1884 n'a plus sa raison d'être puisque nous avons admis que l'article 2 disparaissait, et que, par suite, les syndicats de professions diverses devenaient licites, de même, pour les formalités de publicité qu'exigeait l'article 5. Les unions n'avaient pas jadis, la capacité civile ; elles acquièrent avec la loi de 1901, les mêmes droits que les associations ordinaires ; elles pourront comme elles, en se conformant aux mêmes formalités, obtenir la capacité juridique.

Les deux articles 6 sont sensiblement les mêmes, au moins en ce qui concerne les dispositions contenues dans les 3 premiers paragraphes de l'article 6 de la loi de 1884.

Dans le paragraphe 4 (loi de 1884), les syndicats pul-

saient le droit de constituer des sociétés de secours mutuels sans l'autorisation du gouvernement ; depuis 1898, tout le monde bénéficie de ce droit ; de même la loi de 1904 sur les bureaux de placement autorise toute association régulièrement constituée à faire ce que le paragraphe 5 accordait aux syndicats ; ces deux paragraphes ont donc perdu toute utilité.

A la séance du 1^{er} mars 1909, la commission permanente se demanda s'il était possible de placer les caisses de chômage prévues par le paragraphe 4 de l'article 6 de la loi de 1884 sous la loi de 1901, et l'affirmative prévalut.

Pour ce qui est du dernier paragraphe de l'article 6 de la loi de 1884, il y aurait lieu de transformer le « pourront être consultés » en « devront être consultés » ; peut-être, ainsi, les syndicats joueraient-ils un rôle actif que l'on souhaiterait leur voir remplir.

Article 7 (loi 1884). Article 4 (loi 1901). — Le paragraphe premier est identique dans les deux lois, on pourrait donc supprimer le texte de 1884. La loi de 1884 ajoute que la personne qui se retire du syndicat reste membre des sociétés de secours mutuels et de pensions de retraite à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou des versements de fonds. Ce serait une disposition à garder et à introduire comme régime spécial pour les syndicats.

Nous arrivons enfin aux articles 8 et 9 de la loi de

1884 auxquels correspondent les articles 7 et 8 de la loi de 1901.

L'article 8 (loi 1884), contient des dispositions relatives aux acquisitions à titre gratuit et à titre onéreux. Les sanctions qu'il édicte deviendraient inutiles si, comme nous le souhaitons, on donne aux syndicats une capacité très étendue.

L'article 9 de la loi de 1884, prononce une amende de 16 à 200 francs pour contravention aux articles 2, 3, 4, 5, et 6 de la loi.

L'article 8 de la loi de 1901, édicte la même peine, et double en cas de récidive, lorsque l'article 5 aura été violé, ou pour les infractions au chapitre des formalités de publicité. Pour ce qui est du but poursuivi par l'association, nous avons vu l'article 3 édicter la nullité ; les deux articles sont donc semblables sur ce point.

L'article 8 de la loi de 1901, prévoit le cas d'une association se reformant après sa dissolution. Il édicte une amende de 16 à 500 francs et un emprisonnement de 6 jours à 1 an. Il punit des mêmes peines les complices de cette reconstitution, ceux qui ont prêté un local pour les réunions. Ce sont des sanctions sévères mais justes lorsqu'il s'agit de réprimer les abus de certaines associations. Il conviendrait donc d'adopter l'article 8 de la loi de 1901 .

Nous arrivons à l'article 12, qui a soulevé de grosses discussions au Conseil supérieur du travail à la session

de novembre 1909. Nous en répétons le texte étant donné l'importance qu'on y a attaché.

« Les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, et dont les agissements seraient de nature, soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sécurité intérieure ou extérieure de l'Etat, dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du code pénal, pourront être dissoutes par décret du président de la République, rendu en conseil des ministres. »

M. Jay, trouve ce texte parfaitement dangereux pour les syndicats professionnels :

« A l'heure (1) où les ouvriers étrangers sont si nombreux en France, pour des causes que nous n'examinerons pas, mais auxquelles l'intérêt même de l'industrie ou de l'industriel n'est pas toujours étranger, au moment où les questions de travail deviennent de plus en plus internationales, soit au point de vue industriel, soit au point de vue ouvrier, je ne puis m'empêcher de considérer comme infiniment regrettable un texte qui permet au gouvernement tout seul, souverainement, sans qu'aucun juge puisse contrôler sa décision, de dissoudre des syndicats plus ou moins étrangers. »

M. Jay fait remarquer à cette même séance, « que les

(1) Jay, Conseil supérieur du travail, séance du 12 novembre 1909, compte rendu, p. 72.

agissements qui suffiront pour motiver les décrets de dissolution sont définis d'une façon fort incertaine ; peu d'associations pourraient échapper à l'accusation d'avoir faussé les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises » (1).

Il serait extrêmement difficile de définir d'une façon précise, les conditions normales du marché ; ce serait ouvrir la porte à l'arbitraire gouvernemental que d'accepter une pareille disposition ; il suffirait d'un décret pour faire disparaître le syndicat, ce serait évidemment tenter le gouvernement que de lui donner une pareille arme.

Le même jour, M. Arthur Fontaine, déclarait (2) :

« L'article 12 présente, à mon avis, divers inconvénients. D'abord, le gros inconvénient d'avoir employé les mots : « de nature à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises. » Une pareille formule si vague, si dangereuse pour toutes les associations, n'est pas un texte que l'on puisse défendre en dépit de l'esprit de transaction qui l'inspire. Pour ma part, je pense que l'on devrait, si l'on voulait faire la fusion des deux lois, demander catégoriquement, et pour tout le monde, l'abrogation ou la modification de ce membre de phrase.....

« En ce qui concerne la dissolution par décret, il faut

(1) Jay, *loc. cit.*, p. 72, 2^e colonne.

(2) Conseil supérieur du travail, session de novembre 1909, compte rendu, p. 75, 2^e colonne.

reconnaître que l'ensemble de l'article se défendrait mieux après la suppression de ce membre de phrase. Cependant, l'article, il ne faut pas l'oublier, ne s'applique qu'à des sociétés composées en majeure partie d'étrangers ou ayant des administrateurs étrangers, et il ne viserait plus que les actes compromettant la sûreté extérieure ou intérieure de l'Etat. Il me paraît naturel, qu'en pareil cas ce soit un acte prompt qui intervienne et que l'on ne soit pas obligé d'aller devant les tribunaux. Enfin, je dois faire observer que, sous le régime de la loi de 1884, les syndicats actuels n'ont pas le droit d'avoir leur siège à l'étranger, ni d'avoir des administrateurs étrangers. L'article ne s'appliquerait donc, dans l'état actuel des choses, qu'à des syndicats composés en majeure partie d'étrangers, et je ne crois pas qu'il y en ait en France. »

Sur ce dernier point, on faisait remarquer qu'il existait 2 ou 3 syndicats composés en majeure partie d'étrangers ; ce ne peut pas être la raison qui empêcherait d'adopter la solution proposée par M. Fontaine.

Je serais, sur ce point, d'avis de déclarer ce texte inapplicable aux syndicats professionnels ; car je craindrais, comme le disait M. Jay, d'ouvrir le champ à l'arbitraire d'un gouvernement hostile aux syndicats ; d'autant plus que la dissolution frappe non seulement les étrangers, mais tous les autres syndiqués français en même temps.

Le gros obstacle qui vient s'opposer à la fusion des

deux lois, c'est que les associations n'ont pas le droit d'acquérir librement, à titre gratuit, tandis que les syndicats ont reçu ce pouvoir de la loi de 1884 ; que jamais et à juste titre, le législateur ne donnera ce pouvoir à toutes les associations. J'estime que la fusion des deux lois n'est pas possible, mais une conciliation l'est peut-être. Pourquoi ne prendrait-on pas comme base, la loi de 1901 et n'y annexerait-on pas un titre spécial, analogue à celui des associations religieuses, où seraient groupées les dispositions qui sont de nature à favoriser leur développement (relatives par exemple à la capacité civile et juridique des syndicats). Le principe serait celui de la loi de 1901 ; il y aurait unité de texte, ce qui éviterait de trop nombreuses erreurs.

Deux rapports doivent paraître incessamment sur la question de la réforme de la loi de 1884, dans le Bulletin de la société d'études législatives, l'un de M. Capitant, l'autre de M. G. Cahen. A notre grand regret, nous n'avons pu nous les procurer à temps pour les analyser à cette place.

CONCLUSION

Nous voici arrivés au terme de cette étude de la réforme de la loi sur les syndicats professionnels ; comme nous le disions dans notre introduction, nous n'avons pas eu l'intention de faire un travail approfondi sur la question ; le sujet eût été trop vaste ; nous avons voulu montrer seulement l'importance qu'il y avait à modifier la législation qui régit les syndicats professionnels sur ce point. La loi de 1884 est notoirement insuffisante, et il importe qu'une réforme intervienne pour en préciser les dispositions.

Les patrons, voyant dans la puissance syndicale un agent destructeur de leur autorité, se sont opposés au début à son développement ; les syndicats, se heurtant à cette résistance patronale, se sont laissés entraîner dans la voie révolutionnaire. Les ouvriers travailleurs, les bons éléments qui ont voulu profiter de la nouvelle liberté pour améliorer pacifiquement leur condition, se sont vus évincer parfois par ces hommes qui n'ont d'ouvriers que le nom. Les syndicats animés d'un esprit de haine ont trop souvent oublié qu'ils étaient nés pour le bien-être des travailleurs ; les grèves sont devenues nom-

breuses et violentes, éclatant la plupart du temps sans raison sérieuse, inspirées du désir de renverser la société actuelle dite « capitaliste » ; les institutions, que le syndicat aurait dû créer, ne se sont pas développées.

La classe ouvrière, en se solidarisant maintes et maintes fois avec cette fraction turbulente des syndicats, a ébranlé la confiance de l'opinion publique qui serait prête, à la moindre alerte, à se lancer dans une réaction terrible. La faute en est aux pouvoirs publics, qui n'ont pas su montrer suffisamment aux syndicats que, si les ouvriers groupés d'après la loi de 1884 jouissent d'une grande liberté, et de droits fort étendus, ils ne doivent cependant pas en profiter pour se livrer à des violences très regrettables. Mais la faute en est surtout à l'insuffisance de la loi de 1884, loi qui, consacrant une liberté, n'a pas osé l'accorder entière, et qui, concédant des droits aux ouvriers, ne leur a pas fait sentir les obligations correspondantes, loi excellente dans son principe, funeste dans ses résultats. Une réaction contre le syndicalisme est possible ; il ne faut pas qu'elle se fasse ! la classe ouvrière a trop à attendre d'une organisation puissante du syndicat. Celui-ci peut être l'agent du bonheur du prolétariat, et en même temps de la prospérité de notre pays ; donnons-lui les moyens de produire tous ses effets bienfaisants et peut-être arriverons-nous à la paix économique qui n'est aujourd'hui qu'une chimère.

Donnons aux syndicats la faculté de posséder ; propriétaires, ils deviendront les ardents défenseurs de

cette institution qu'ils méprisent aujourd'hui ; ils deviendront des corps sains et puissants, avec lesquels et sur lesquels les patrons pourront compter.

L'opposition que le capital faisait à ces organisations révolutionnaires fera place à une collaboration étroite de ces deux facteurs de la production : le travail et le capital ; l'ouvrier consciencieux viendra vite grossir le nombre des syndiqués ; le syndicat, reprenant conscience, voyant enfin quelle est sa route, démasquera les fauteurs de troubles actuels qui ne poursuivent que leur intérêt propre, et les chassera de son sein ; les anciens ouvriers qui peuvent apporter aux jeunes syndiqués leur expérience, prendront alors la tête du mouvement et le conduiront avec sagesse et prudence. Le contrat de travail se développera et le syndicat aura les moyens de le défendre, lorsque les patrons, oublieux de leurs engagements, chercheront à éliminer les clauses gênantes ; le patron, de son côté, acceptera avec confiance les promesses du syndicat, lorsqu'il saura trouver en lui les éléments d'une juste responsabilité. L'Etat même, comprenant que lui aussi a des devoirs envers ses fonctionnaires, leur accordera le droit de se grouper en syndicats, tout en leur montrant catégoriquement, qu'ils ont vis-à-vis de la nation un devoir à remplir, qui n'est pas compatible avec le droit de grève ; il leur fournira en conséquence toutes les garanties nécessaires, pour assurer à chacun un avancement régulier et une situation exempte d'arbitraire et de partialité. Les profes-

sions libérales recevront aussi le droit de syndicat que le législateur a déjà accordé à quelques-unes d'entre elles.

Mais il sera nécessaire de faire sentir à toute la classe ouvrière, que la vie sociale ne comporte pas que des droits, qu'il y a aussi des devoirs à remplir, qu'elle devra en un mot subir la responsabilité de ses actes.

Que le législateur fournisse aux pouvoirs publics le moyen de lutter contre les unions à tendances révolutionnaires ; que ces fédérations une fois dissoutes ne puissent pas renaître sans cesse, sans encourir la moindre pénalité ; il est temps de réagir contre certaines organisations, qui ne font que discréditer la classe ouvrière et jeter le trouble dans le pays tout entier.

Que le parlement recherche sous quelle forme devra se faire cette réforme ; qu'il étudie les moyens de concilier la loi de 1884 avec la grande loi générale sur les associations. Cette conciliation est, à mon avis, possible, mais la fusion ne l'est pas.

Quel que soit le moyen choisi, la réforme est indispensable. Il importe de jalonner la route que la classe ouvrière doit suivre ; il faut, en effet, qu'elle se rende compte, que l'idéal qu'on lui promet est une pure chimère, impossible à atteindre ; et qu'elle a mieux à faire si elle veut arriver à la condition meilleure à laquelle elle a droit. Qu'elle se persuade que le capital et le travail ne sont pas des ennemis irréconciliables comme

on le lui dit chaque jour, mais bien au contraire, que seule une collaboration étroite de ces deux éléments peut nous conduire à une ère de paix sociale et de prospérité économique.

ANNEXE

Loi relative à la création des syndicats professionnels

(21 mars 1884).

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés la loi des 14-27 juin 1791 et l'article 416 du code pénal.

Les articles 291, 292, 293, 294 du code pénal, et la loi du 10 avril 1834, ne sont pas applicables aux syndicats professionnels.

ART. 2. — Les syndicats ou associations professionnelles, même de plus de vingt personnes, exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes, concourant à l'établissement de produits déterminés, pourront se constituer librement sans l'autorisation du gouvernement.

ART. 3. — Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet, l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

ART. 4. — Les fondateurs de tout syndicat professionnel devront déposer les statuts et les noms de ceux qui, à un titre quelconque, seront chargés de l'administration ou de la **direction**.

Ce dépôt aura lieu à la mairie de la localité où le syndicat est établi, et à Paris, à la préfecture de la Seine.

Ce dépôt sera renouvelé à chaque changement de direction ou des statuts.

Communication des statuts devra être faite par le maire ou par le préfet de la Seine, au procureur de la République.

Les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat devront être Français et jouir de leurs droits civils.

ART. 5. — Les syndicats professionnels régulièrement constitués d'après les prescriptions de la présente loi, pourront librement se concerter pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

Ces unions devront faire connaître, conformément au deuxième paragraphe de l'article 4, les noms des syndicats qui les composent.

Elles ne pourront posséder aucun immeuble ni ester en justice.

ART. 6. — Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice.

Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois, ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle.

Ils pourront, sans autorisation, en se conformant aux

autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites.

Ils pourront librement créer et administrer les offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail.

Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité.

Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties qui pourront en prendre communication et copie.

ART. 7. — Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, mais sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation de l'année courante.

Toute personne qui se retire d'un syndicat, conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels, et de pensions de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds.

ART. 8. — Lorsque les biens auront été acquis contrairement aux dispositions de l'article 6, la nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être demandée par le procureur de la République ou par les intéressés.

Dans le cas d'acquisition à titre onéreux, les immeubles seront vendus, et le prix en sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas de libéralité, les

biens feront retour aux disposants, à leurs héritiers ou ayants cause.

ART. 9. — Les infractions aux dispositions des articles 2, 3, 4, 5 et 6 de la présente loi, seront poursuivies contre les directeurs ou administrateurs des syndicats, et punies d'une amende de 16 à 200 francs. Les tribunaux pourront en outre, à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat, et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6.

Au cas de fausse déclaration relative aux statuts et aux noms et qualités des administrateurs ou directeurs, l'amende pourra être portée à 500 francs.

ART. 10. — La présente loi est applicable à l'Algérie.

Elle est également applicable aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Réunion. Toutefois les travailleurs étrangers et engagés sous le nom d'immigrants ne pourront faire partie des syndicats.

BIBLIOGRAPHIE

Thèses. (1)

1^o Paris

- AUCLAIR (François). — Les lois ouvrières et l'agriculture, 1909, 109.
- BERGERON. — Droit pour le syndicat d'ester en justice, 1898, 66.
- BOISDON. — Contribution à l'étude du droit d'association, syndicats et coopératives, 1908, 30.
- BONCOUR (Paul). — Les rapports des individus et des groupements professionnels, 1900, 4.
- BRUNSCHVIG. — Responsabilité civile du syndicat professionnel à raison des atteintes portées à la liberté de travail, 1902, 28.
- COUROT (Paul). — Du syndicat demandeur en justice dans l'intérêt de ses membres, 1900, 22.
- CRUET. — Le syndicat personne morale, 1908, 85.
- GIRAUD. — Les syndicats professionnels agricoles et la loi du 21 mars 1884, 1895, 25.
- GERMAIN. — Le droit de syndicat et le droit de grève des fonctionnaires publics, 1907, 41.
- GEMAHLING. — Réglementations syndicales et sous-concurrences ouvrières, 1910, 15.
- JOLLY. — De la capacité d'acquérir du syndicat professionnel, 1900, 1.

(1) Le numéro qui accompagne celui de l'année indique le tome et se réfère au catalogue de la bibliothèque de la Faculté de droit de Paris.

- KIEFE. — Capacité commerciale des syndicats professionnels, 1910, 31.
- DE LACROIX. — Commercialisation du travail par les syndicats, 1910, 36.
- LAFOND. — Rôle des syndicats professionnels en vue de modérer la concurrence, 1905, 2.
- LAGARDELLE (H.). — L'évolution des syndicats ouvriers en France, 1901, 105.
- LAMBERT. — Les associations syndicales en droit français, 1881, 20.
- LATTEUX. — Les syndicats professionnels devant la loi de 1884, 1902, 116.
- LEFÈVRE. — Evolution historique des associations professionnelles dans l'industrie et le commerce en France, 1894, 23.
- MACAIGNE. — Le fonctionnarisme et les syndicats, 1907, 68.
- MESTRE (Achille). — Les personnes morales et le problème de leur responsabilité pénale, 1899, 6.
- MASSON. — Des syndicats professionnels, 1888, 10.
- MONANGES. — Les associations ouvrières en France depuis 1789, 1897, 47.
- PIROU. — Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire, 1910, 45.
- LAPORTE (Paul de). — Des personnes admises à être membres ou administrateurs des syndicats professionnels, 1902, 103.
- RAYNAUD. — Le contrat collectif du travail, 1901, 12.
- SAUVIAT. — De l'extension de la capacité juridique des syndicats professionnels, 1904, 103.
- STEMLER. — Des syndicats professionnels, 1887, 24.
- WERTHEIMER. — Les syndicats de fonctionnaires, 1906, 120.
- WARIN. — Les syndicats jaunes, 1908, 134.

2° Province :

- AUBRY. — Les syndicats professionnels (Nancy), 1899, 79.
- BOHLER. — Personnalité et responsabilité civiles des syndicats professionnels (Aix), 1905, 64.
- CHEVRON. — Les syndicats professionnels devant la justice, 1909, 217.
- DILIGENT. — L'action syndicale ouvrière (Caen), 1908, 75.

- ESCASSUT. — Du syndicalisme et du statut des fonctionnaires (Montpellier), 1908, 28.
- FOUQUET. — Les syndicats de la loi de 1884 et les associations de la loi de 1901, 1907, 13.
- GROS. — Etude du mouvement syndical en France (Dijon), 1904, 86.
- LE GOUËLLEC. — L'idée syndicaliste (Rennes), 1907, 85.
- GEORGET. — Les associations professionnelles ouvrières d'après la loi de 1884 (Bordeaux), 1895, 3.
- HEIMANN. — De l'organisation du travail. Collèges d'artisans, corporations et syndicats professionnels (Aix), 1886, 1.
- LAFFARGUE. — Responsabilité syndicale à raison des atteintes portées à la liberté du travail (Toulouse), 1898, 52.
- MOINDROT. — Des réformes à introduire dans la législation des syndicats professionnels (Lyon), 1898, 31.
- POINTIÈRE. — Les syndicats professionnels (Bordeaux), 1906, 75.
- REVON. — Les syndicats professionnels et la loi de 1884 (Grenoble), 1891, 8.
- SÉON. — Responsabilité pénale et civile des syndicats (Dijon), 1900, 25.
- TROUETTE. — Les syndicats professionnels (Montpellier), 1892, 10.

Articles de Revues.

- APPLETON (Jean). — Le contrat collectif de travail, la capacité syndicale et la jurisprudence (Questions pratiques de législation ouvrière, mai 1908).
- BEUDANT (R.). — La liberté d'association (Annales de l'Université de Grenoble, tome XI (n° 2) 1899, 219).
- BONNET (N.). — La loi sur les syndicats (La Réforme économique, 9 décembre 1910).
- BUECHER (Ch.). — Les syndicats industriels (Revue d'Economie politique, 1894, 8, 905).
- BRUNOT. — Des conditions du travail sous les différents régimes (Revue générale d'administration, oct.-nov.-déc. 1884, janv. 1885).

- BROUILHET. — Syndicats de fonctionnaires (Questions pratiques de législation ouvrière, janvier 1909 (1909, 10, 1 à 5).
- BREMOND. — Examen doctrinal de la jurisprudence administrative des syndicats professionnels (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1899, t. LXVI, 129).
- BERTHOD. — Les syndicats de fonctionnaires et l'organisation de la démocratie (Revue politique et parlementaire, 1906, 47, 413).
- BERNSTEIN (E.). — Le domaine du syndicalisme et ses limites (Revue socialiste, 1909, 49, 370).
- BRANTS (V.). — Les employés (Réforme sociale, 6^e série, 7, 1909, 61).
- DU BLED (V.). — Les syndicats professionnels et agricoles (Revue des Deux-Mondes, 1887, 83, 104).
- BEAUBOIS. — Les syndicats de fonctionnaires. Syndicats et employés de l'Etat. (Mouvement socialiste, 2^e série, 5, 1906, 165).
- L'Etat, les partis, le syndicalisme (Mouvement socialiste, 3^e série, 1, 1907, 113).
- BOISSARD (A.). — Les syndicats professionnels ont-ils quelque intérêt à faire directement et en leur nom du commerce ? — (Note en réponse aux conclusions du rapport de M. Duhoit (Association catholique, 15 nov. 1903, 425).
- BAZIRE. — Les syndicats ouvriers. Leur rôle dans la cessation et la prestation collective de travail (Ass. catholique, 15 nov. 1903, 2, tome LVI, 425).
- Le mouvement syndical et les catholiques sociaux (Ass. catholique, 15 mai 1900, 1, 385).
- BONNARD. — La crise du fonctionnarisme (Rev. de droit public, 1907, 24, 481).
- BARTHOUS. — Les syndicats d'instituteurs (Revue de Paris, 1^{er} mars 1906).
- BERTHÉLEMY (H.). — Les syndicats de fonctionnaires (Revue de Paris, 15 février 1906).
- BRIQUET (R.). — La politique syndicale du ministère Combes (Mouvement socialiste, 15 mars 1903).
- BONCOUR (Paul). — Les syndicats de fonctionnaires devant le Parlement, 15 mars 1903 (Revue socialiste, janvier 1906, 5 et suiv.).

- CABOUAT (J.). — Syndicats et coopératives (Revue internationale de sociologie, 1901, 9, 409).
- Réforme des syndicats professionnels (Revue politique et parlementaire, 1904, 41, 122).
- CAHEN (Georges). — La capacité commerciale des syndicats régis par la loi de 1884 (Bulletin de la Société d'études législatives, 1909, 8, 343 à 369, 373 à 400).
- Les fonctionnaires et leurs groupements corporatifs, 3 juin 1905 (Revue bleue, 1905, 3, 693).
- Associations et fédérations de fonctionnaires, leur organisation, 17 juin 1905 (Revue bleue, 1905, 3, 762).
- Les associations de fonctionnaires ; leur propagande et la discipline des agents, 8 juillet 1905 (Revue bleue, 1905, 4, 56).
- Les syndicats de fonctionnaires, 10 juillet 1906 (Revue politique et parlementaire, 1906, 49, 80).
- Les associations de fonctionnaires, 22 juillet 1905 (Revue bleue, 1905, 4, 115).
- Le syndicalisme chez les fonctionnaires, 19 août 1905 (Revue bleue, 1905, 4, 251).
- CHEYSSON. — Sur les syndicats de fonctionnaires (Musée social (Annales), mai 1904, 205 et suiv.).
- CAZAJEUX (J.). — La tyrannie syndicale et les dernières décisions judiciaires (Réforme sociale, 1895, 3^e série X, tome XXX de la collection, 777-782).
- CAILLEUX. — Le contrat collectif de louage de travail, 15 juillet et 15 nov. 1904 (Annales des sciences politiques, 1904, 19, 507, 741).
- CILLEULS (A. DE). — Les associations professionnelles et les physiocrates (Académie des sciences morales et politiques, 1894, tome CXLI, 768).
- DEMARTIAL. — Syndicats et fonctionnaires (Rev. pol. et parl., 1905, 43, 513).
- Opportunité d'une loi sur l'état des fonctionnaires (Revue de droit public, 1907, 24, 5 et 228).
- Sur la condition juridique du fonctionnaire (Revue générale d'administration, février 1907).

- DE CLERCQ. — La nouvelle loi sur les syndicats professionnels (Revue des questions sociales et ouvrières, 15 déc. 1899).
- DESCHANEL. — La question sociale et le socialisme, 10 janvier 1897 (Rev. pol. et parl., 1897, 11, 40).
- DUGUIT. — Le syndicalisme (conférence faite à l'Ecole des hautes études sociales, le 14 mars 1908). (Rev. pol. et parl., 1908, 56, 472).
- Les syndicats de fonctionnaires (Rev. pol. et parl., 1906, 48, 28).
- DUTHOIT. — Les syndicats professionnels ont-ils quelque intérêt à faire le commerce ? (Ass. catholique, 15 nov. 1903, 2, tome LVI, 408).
- D'EICHTHAL. — Nécessité d'une sanction spéciale au cas d'atteinte portée à la liberté du travail (Musée social (Annales), mars 1904, 109 et suiv.).
- Le projet de loi sur le contrat de travail et les conventions collectives (Economiste français, 19 janvier 1907).
- DOIN (Paul). — Les syndicats agricoles et le projet de loi déposé par le ministre de l'agriculture (Réforme sociale, 6^e série, 7, 1909, 225).
- DOMERGUE (J.). — La crise du syndicalisme (Réforme économique, 23 sept. 1910, 1029).
- Il faut refaire la loi sur les syndicats. (Réforme économique, 4 nov. 1910, 1161).
- Syndicats et corporations (Réforme économique, 2 déc. 1910, 1289).
- EYMARD. — Syndicats professionnels et diffamation (France judiciaire, 1899, nouvelle série, tome II, 1^{re} partie, 149).
- FAGNIEZ. — L'association professionnelle dans les temps modernes (Académie des sciences morales et politiques, 1904, tome CLXII, 301).
- FAURE (F.). — Les syndicats de fonctionnaires (Rev. pol. et parl., 1907, 52, 229).
- FERNEUIL. — Le syndicalisme (Rev. pol. et parl., 1908, 57, 51).
- Socialisme et individualisme (Revue d'économie politique, 1889, 3, 35).
- La réglementation des grèves et la révision de la loi de 1884 (Rev. pol. et parl., 10 janvier 1911, 8).

- FOURNIÈRE (E.). — L'évolution du contrat collectif du travail (Revue socialiste, 1905, 42, 129).
- Cinq conférences sur le syndicat (Revue socialiste, 1905, 42, 290, 457, 564).
- MICHEL (Georges). — Le développement des syndicats professionnels et ses conséquences (Economiste français, 1891, II, 99-101).
- Les fédérations syndicales et leur influence sur les ouvriers (Economiste français, 1892, I, 645-647).
- GIDE — Sur le projet de la commission du travail (Musée social, avril 1904, 157 et suiv.).
- GONNARD (R.). — La réforme de la loi de 1884 et le projet gouvernemental (Questions pratiques de législation ouvrière, 1900, I, 81 et s.).
- GIRARD (Pierre). — Une campagne syndicaliste (Revue d'économie politique, 1906, 20, 761).
- GIRARD (E. DE). — Les associations professionnelles de l'avenir (Revue d'économie politique, 1899, 13, 217).
- HACHIN. — La capacité commerciale des syndicats (Mouvement socialiste, novembre 1909, 1265-1274).
- HAURIOU. — La limitation de l'Etat (Rev. pol. et parl., 10 mars 1896, 7, 554).
- HUBERT-VALLEROUX. — La liberté du travail et la loi sur les syndicats professionnels (Economiste français, 1891, I, 164-166).
- Les associations professionnelles dans les divers Etats de l'Europe (Bulletin de la Société de législation comparée, 1^{er} janvier 1886, 66 et s.).
- L'esprit nouveau et la législation du travail (Réforme sociale, 1^{er} mars 1909, 6^e série, 7, 296-308).
- HAMELET. — Les atteintes à la liberté du travail (Bulletin de la fédération des industriels et commerçants français, 1906-1907, 561 et 634).
- De la capacité commerciale des syndicats professionnels (Bulletin de la fédération des industriels, 1907-1908, 29, 35, 60, 73, 119).
- HAUSSONVILLE (D'). — Les corporations et les syndicats mixtes (Revue des Deux-Mondes, 15 mars 1885).
-

- JACO. — La capacité et la responsabilité civile des syndicats (Bulletin de la Société d'économie politique nationale, octobre 1909, 45-80).
- JAY. — Evolution du régime légal du travail (Rev. pol. et parl., 1897, II, 587).
- LEWANDOWSKI (M.). — L'organisation commerciale du travail et le contrat collectif (Rev. pol. et parl., 1906, 49, 111).
- LEROY-BEAULIEU (P.). — De la répression nécessaire des excès syndicalistes (Economiste français, 17 septembre 1910, 413).
- L'éventualité un jour ou l'autre d'une révolution syndicaliste (Economiste français, 22 octobre 1910, 593).
- La crise sociale présente ; les mesures nécessaires (Economiste français, 29 octobre 1910, 633).
- L'éventualité d'une révolution syndicaliste (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} décembre 1910, 573).
- La réforme de la loi sur les syndicats (Economiste français, 1904, I, 890).
- Articles sur le syndicalisme et la C. G. T. (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} août 1908, 481. — Economiste français, 8-15 août 1908, II, 197 et 233).
- Leurs majestés les syndicats (Economiste français, 1892, I, 385-386).
- LAGARDELLE. — Le droit syndical et les employés des postes (Mouvement socialiste, 2^e série, 6, 1906, 200).
- Résumé des doctrines de l'école syndicaliste révolutionnaire (Mouvement socialiste, 3^e série, tome I, 1907, 46).
- LECHOPIÉ. — De la légalité des syndicats de fonctionnaires, employés ou salariés de l'Etat, des départements et communes (Revue des sociétés, juin 1909, 229).
- LORIN (Henri). — Le mouvement syndical ouvrier et les catholiques sociaux (Association catholique, 56, 1903, 2, 385; 15 novembre 1903).
- LAURIN. — Les syndicats de fonctionnaires (Mouvement socialiste, 2^e série, 5, 1906, 180).
- MAHAIM (Ernest). — Histoire du trade-unionisme (Revue d'économie politique, février 1897, 117-132).

- MANGIN (Arthur). — L'illusion syndicale (*Economiste français*, 1886, II, 498-500).
- MARAIS (Georges). — Les syndicats professionnels et la jurisprudence (*Revue des sociétés*, 1909, 183).
- MAURY (François). — La logique du syndicalisme (*Revue bleue*, mai 1909, 690-94).
- MIKLACHEWSKY. — Les syndicats ouvriers d'après l'ouvrage russe de M. Yanchaul (*Revue d'économie politique*, 1896, 10, 895).
- MARTIN SAINT-LÉON. — Examen du rapport Barthou, relatif à la capacité, pour les syndicats professionnels, de faire des actes de commerce (*Musée social*, mars 1904, 151 et 166).
- MAZEL (Henri). — La question des fonctionnaires (*Réforme sociale*, 1909, 6^e série, 7, 417).
- PERREAU. — Les syndicats professionnels peuvent-ils ester en justice, pour la défense des intérêts professionnels de leurs membres ? (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1904, 71, 129).
- Un syndicat professionnel peut-il, sans s'exposer à des dommages-intérêts, user du procédé de la mise à l'index ? (*Rev. crit. de législation et de jurisprudence*, 1904, 71, 138).
- POUGET (E.). — La C. G. T. (*Revue de métaphysique*, janvier 1907, 103, et mars 1907, 256).
- PIC (Paul). — Grèves et lock-outs (*Rev. pol. et parl.*, 1908, 57, 289).
- PLEKHANOFF. — Critique de la théorie et de la pratique du syndicalisme (*Revue socialiste*, octobre 1909, 49, 49).
- ROME (F.). — Le contrat collectif et les syndicats professionnels (*La France judiciaire*, 1906, nouvelle série, tome IX, p. 341-373).
- RODRIGUES. — Le syndicalisme universitaire (*Revue socialiste*, octobre 1905, p. 494).
- SAUZET (Marc). — De la nature de la personnalité civile des syndicats professionnels (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1888, 55, nouvelle série, tome XVII, 296-391).
- Essai historique sur la législation industrielle en France (*Revue d'économie politique*, 1892, 6, 353, 890, 1097-1184).

- ROLLAND. — Le projet de loi sur les associations de fonctionnaires (Revue de droit public, 1907, tome XXIV, 251).
- SOREL. — Réflexions sur la violence (Mouvement socialiste, 2^e série, 1906, tome V, 5, 140-256 ; tome VI, 33).
- SZABO (Ervin). — Politique et syndicats (Mouvement socialiste, février 1909, 108-129).
- SALEILLES. — De l'abus du droit (Bulletin de la société d'études législatives, 1900, n^o 4, 343).
- TURGEON. — L'esprit syndicaliste (Rev. d'économie politique, 1908, 22, 81).
- VAVASSEUR. — La réforme de la loi sur les syndicats professionnels à la Société d'économie politique (Revue des sociétés, 1909, 314-315).
- Réforme de la loi sur les syndicats professionnels (Revue des sociétés, mars 1909, 97-102).
- Statistique des syndicats (Revue des sociétés (Chronique), mars 1908, 131).
- VILLEY. — Les nouvelles forces sociales. Le syndicalisme (Revue d'économie politique, 1907, 21, 721).
- Socialisme contemporain (Revue d'économie politique, 1892, 6, 403).
- Transformation de l'idée socialiste (Revue d'économie politique, 1895, 9, 548).
- VORON. — A propos de la capacité des syndicats professionnels (Revue catholique des institutions et du droit, 1895, 14, 539).
- WUARIN. — Lettre de Suisse. Les syndicats obligatoires (Journal des économistes, 1892, III, 430).
- WORMS (F.). — La loi sur les syndicats professionnels et la jurisprudence (journal « Le Droit », 24 janvier 1885).

Ouvrages divers.

- Annuaire des syndicats professionnels.
- AGRICOL PERDIGUIER. — Le livre du compagnonnage.
- ALPY ET BOULOT. — Guide pratique des syndicats professionnels.
- BRANTS. — Un siècle de mouvement syndical en France.

- BIÉTRY (Pierre). — Rouges et jaunes (édité par la Bourse libre du travail, Paris, 1903).
- BAUDOUX ET LAMBERT. — Les syndicats professionnels et l'évolution corporative.
- BARTHOÜ. — L'action syndicale, Paris, A. Rousseau, 1904.
- BERTHÉLEMY. — La crise du fonctionnarisme (extrait des Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale, 1908).
- BOULLAIRE. — Manuel des syndicats professionnels agricoles, Paris, 1908.
- BOULLAY (Ch.). — Code des syndicats professionnels (Petite encyclopédie, tome XXXVII, Paris, 1886).
- BOURGEOIS (Léon). — La solidarité, Paris, A. Colin, 1902.
- BRICE (Hubert). — Le droit d'association et l'Etat, Paris, A. Rousseau, 1893.
- BRUNOT. — Commentaire de la loi sur les syndicats professionnels, Paris, Berger-Levrault et C^{ie}, 1885.
- BRY. — Traité élémentaire de législation industrielle, Paris, 1908.
- BUREAU (P.). — Le contrat de travail. Rôle des syndicats professionnels, Paris, 1902.
- CAUVÈS. — Cours d'économie politique, tome III, Paris, 1893.
- CHALLEY. — Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste.
- CÉSAR-BRU. — Les syndicats professionnels et leur personnalité civile, d'après la loi de 1884, Paris, Thorin, 1891.
- COMTE DE PARIS. — Les associations professionnelles en Angleterre, Paris, 1884.
- Conseil supérieur du travail. — Législation sur les syndicats professionnels, session 1909. Rapports, procès-verbaux et documents.
- DELAUNAY. — Les associations syndicales.
- DUGUIT. — Le droit social et le droit individuel, et la transformation de l'Etat, Paris, 1908.
- FOURNIÈRE. — Ouvriers et patrons, Paris, 1905.
- L'individu. L'association et l'Etat, 1907.
- FAGNIEZ. — Corporations et syndicats, Paris, 1905.
- FAGNOT. — Syndicalisme anglais, Paris, 1903.

- GAIN. — Les syndicats professionnels agricoles, Paris, 1891.
- GIDE. — Principes d'économie politique, 1909.
- GLOTIN. — Etude historique, juridique et économique sur les syndicats professionnels, Paris, Larose et Forcel, 1892.
- GONNARD (René). — Caractères généraux de la loi de 1884 (Annales de l'Université de Lyon, fascicule 36), Paris, 1898.
- GUYOT (Yves). — La tyrannie socialiste, Paris, Delagrave.
- GAFFINON. — Les problèmes sociaux du capital et du travail, résolus par les syndicats professionnels.
- HUBERT-VALLEROUX. — Le contrat de travail, Paris, 1895.
- Les corporations d'arts et métiers, Paris, 1885.
- Associations ouvrières et patronales, Paris, Gauthier-Villars, 1899.
- HOWELL. — Le passé et l'avenir des trades-unions, Paris, 1892.
- INGRAM. — Histoire de l'économie politique, Paris, 1893.
- JACO. — L'erreur syndicaliste, Paris, Roustan, 1909.
- JAY (R.). — Qu'est-ce que le contrat collectif de travail? Paris, 1908.
- Une corporation moderne, Grenoble, 1892.
- Personnalité civile des syndicats professionnels, Grenoble, 1888.
- L'organisation du travail par les syndicats professionnels, Paris, 1894.
- Premiers éléments de législation ouvrière, Paris, 1910.
- JEANNENEY (Jules). — Associations et syndicats de fonctionnaires, Paris, Hachette et C^{ie}, 1908.
- KURTH. — Confédérations ouvrières au moyen âge.
- LAVOLLÉE. — Les classes ouvrières en Europe, 1896, 3 vol.
- LEDRU ET WORMS (F.). — Commentaire de la loi de 1884, d'après les documents officiels et les discussions parlementaires (préface de M. Tolain), Paris, Larose et Forcel, 1885.
- LEROY (Max). — Transformation de la puissance publique. Syndicats de fonctionnaires, Paris, 1907.
- Syndicats et services publics, Paris, 1909.
- LEROY-BEAULIEU (P.). — Traité d'économie politique, Paris, 1907.
- La question ouvrière au XIX^e siècle, Paris, 1882.
- PAUL-LOUIS. — Histoire du socialisme français, Paris, 1901.

- PAUL-LOUIS. — Syndicalisme contre l'Etat.
— Le droit de poursuite du syndicat professionnel.
— Histoire d'un mouvement syndical en France, Paris, F. Alcan, 1907.
— L'ouvrier devant l'Etat, Paris, 1904
- MARTIN SAINT-LÉON. — Histoire des corporations de métiers, Paris, 1909.
— Cartels et trusts, Paris, 1903.
— La révision de la loi de 1884 et le projet Waldeck-Rousseau, Paris, 1904.
- MOLINARI (G. DE). — Comment on résoudra la question sociale, Paris, 1896.
— Les Bourses du travail.
- MERLIN (R.). — Associations ouvrières et patronales, Paris, 1899.
- MESCHIN. — Syndicats professionnels, Poitiers, 1887.
- ROUSIERS (Paul DE). — La question ouvrière en Angleterre, Paris, 1895.
— Les trades-unions en Angleterre (Bibliothèque du musée social).
- PELLOUTIER (F.). — Histoire des Bourses du travail, 1902.
- PIC (Paul). — Législation industrielle, édition 1909.
— De la rupture ou de la suspension d'exécution du contrat de travail par l'effet des grèves ou lock-outs patronaux, Paris, 1906.
- RAFFALOVICH. — Trusts, cartels et syndicats, Paris, 1903.
- REINAUD. — Les syndicats professionnels, leur rôle historique et économique avant et depuis la reconnaissance légale. La loi du 21 mars 1884, Paris, 1886.
- RENARD (Georges). — Syndicats, trades-unions et corporations, 1909.
- COMTE DE ROCQUIGNY. — Les syndicats agricoles et leur œuvre, Paris, 1906.
- SAY (Léon). — Dictionnaire d'économie politique.
- SEILHAC (Léon DE). — Le monde socialiste, Paris, 1896.
— Syndicats ouvriers, fédérations, bourses du travail, Paris, 1902.
- SOREL. — L'avenir socialiste des syndicats, Paris, 1901.

- WALDECK-ROUSSEAU. — Questions sociales, Paris, 1900.
- Circulaire du ministre de l'intérieur aux préfets, relativement à l'application de la loi sur les syndicats professionnels, *Off.*, 24 août 1884.
- SERMENT (W.). — Associations et corporations, essai sur la situation légale, au point de vue des biens des associations privées, autres que les sociétés civiles et commerciales, Genève, 1877.
- WEBB (S. et B.). — L'histoire du trade-unionisme, 1896.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PREMIER. — Les résultats de la loi de 1884	3
Critiques adressées à la loi	21
CHAPITRE II. — Faut-il élargir la capacité civile et juridique des syndicats professionnels ?	25
1 ^o Capacité juridique	37
2 ^o Capacité commerciale	53
CHAPITRE III. — Faut-il étendre la loi de 1884 aux fonction- naires et aux professions libérales ?	69
CHAPITRE IV. — Les sanctions nécessaires. Syndicats révo- lutionnaires. Atteintes à liberté du travail	97
CHAPITRE V. — Les anciens ouvriers. Le patrimoine syndi- cal à la dissolution du syndicat.	150
CHAPITRE VI. — Les projets de réforme	163
SECTION I. — Projets marquant une réaction contre le droit d'association	163
SECTION II. — Projets tendant à sanctionner la loi de 1884	175
SECTION III. — Projets facilitant la constitution ou agran- dissant le champ d'action des syndicats	191
SECTION IV. — Projets tendant à la fois à sanctionner plus efficacement les libertés syndicales et à fortifier l'autorité des syndicats	229

CHAPITRE VII. — Est-il possible de concilier la loi du 21 mars 1884 et la loi du 1 ^{er} juillet 1901 sur le contrat d'association ?	238
CONCLUSION	261
ANNEXE	267
BIBLIOGRAPHIE	271

Vu :
Le Doyen,
P. CAUWÈS.

Vu :
Le Président de la thèse,
RAOUL JAY.

Vu et permis d'imprimer :
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
l'Inspecteur de l'Académie,
A. CAHEN.

LA ROCHELLE, IMPRIMERIE NOUVELLE NOEL TEXIER.
